Quatre-vingt-sixième année. — N° 155. Le numéro : 35 francs. Lundi 5 et Mardi 6 Juillet 1954.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5 000	2 800	1 600
Etranger	6.600	3.400	1.750	2.100	1.600	800	450	12 500	6 550	3.500

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend la compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend la compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Edition des Lois et Décrets et les Editions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

Vient de paraître:

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le décret n° 54-639 du 21 avril 1954 relatif à la **convention consulaire** signée à Paris le 31 décembre 1951, **entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et des territoires britanniques d'au delà des mers,** a fait l'objet du fascicule spécial **n° 54-75 S,** mis en vente ou expédié franco par la Direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris (7e), au prix de **35 F.**

(*Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal* [*C. C. P.* 9063-13, *Paris*].)

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET PROGRÈS TECHNIQUE

Arrêté portant délégations de signature (p. 6359).

Ministère de la justice.

Décret du 2 juillet 1954 maintenant dans les fonctions de sous-directeur de l'éducation surveillée au ministère de la justice à l'effet de suppléer le directeur de l'éducation surveillée en cas d'empêchement de celui-ci (p. 6360).

Décret du 2 juillet 1954 relatif à l'exercice provisoire des attributions de juge de paix dans le territoire du poste d'El-Goléa (p. 6360).

Arrêtés portant nominations, reclassement et annulant les dispositions d'un précédent arrêté (administration pénitentiaire) (p. 6360).

Ministère de l'intérieur.

Décrets du 5 juillet 1954 portant nomination et détachement de préfets (p. 6360).

Arrêtés portant détachements et admission à la retraite (administrateurs des services civils d'Algérie et personnel du cadre des préfectures) (p. 6360).

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Citation à l'ordre de la Nation (p. 6361).

Décrets du 2 juillet 1954 portant rappel à l'activité, nominations et radiations des cadres (armée de terre, active et réserve) (p. 6361).

Décrets du 2 juillet 1954 portant promotions et nominations (armée de mer, active) (p. 6362).

Décret du 5 juillet 1954 portant élévation à la dignité de grand officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 6365).

Arrêté du 28 juin 1954 relatif à la session extraordinaire du conseil de revision de la classe 1954 (p. 6365).

Arrêté du 29 juin 1954 fixant le rang d'ancienneté des enseignes de vaisseau de 2e classe et ingénieurs mécaniciens de 3e classe ayant satisfait aux examens de sortie de l'école d'application en 1954 (p. 6365).

Arrêté portant intégrations dans les grades des corps de techniciens d'études et de fabrications (guerre) (p. 6366).

Décision portant nominations (service vétérinaire, réserve) (p. 6374).

Liste des candidats admis aux écoles militaires préparatoires d'enseignement général en 1954 (p. 6374).

Liste des candidats admis au prytanée militaire de la Flèche en 1954 (p. 6376).

Liste des candidats des centres d'Alger et de Casablanca déclarés admissibles et sous-admissibles au concours d'admission à l'école polytechnique en 1954 (p. 6376).

Liste de classement de sortie du stage d'application des médecins lieutenants du service de santé de l'air (année 1954, armée active) (p. 6377).

Liste d'admissibilité à l'école spéciale militaire interarmes, division Saint-Cyr, en 1954 (1re liste) (rectificatif) (p. 6377).

Liste des militaires radiés du peloton d'élèves officiers de réserve de l'air (rectificatif) (p. 6377).

Liste des candidats admissibles aux épreuves orales du concours d'admission à l'école de l'air en 1954 (rectificatif) (p. 6377).

Tour de départ aux théâtres d'opérations extérieurs (p. 6377).

Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.

Arrêté du 5 juillet 1954 portant fixation de la valeur imposable servant au calcul de la taxe cumulée sur les laines (p. 6380).

Ministère de l'éducation nationale.

Décret du 2 juillet 1954 modifiant le décret du 1er février 1954 nommant un professeur d'ophtalmologie à l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Limoges (p. 6380).

Décret du 2 juillet 1954 portant admission à la retraite (enseignement supérieur) (p. 6380).

Arrêté du 15 juin 1954 portant attribution par la ville de Mulhouse d'une indemnité au bibliothécaire de la bibliothèque municipale (p. 6381).

Arrêté du 15 juin 1954 portant attribution par le département de la Haute-Loire d'une indemnité aux institutrices chargées de l'enseignement de la dentelle à la main (p. 6381).

Liste d'admissibilité au concours de 1954 pour l'entrée à l'école normale supérieure et pour les bourses de licence (section des sciences, groupes I et II) (p. 6381).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Liste d'aptitude aux fonctions de commis des services extérieurs des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture (p. 6381).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret portant déclassement et reclassement dans la voirie urbaine de Saint-Raphaël (Var) des délaissés de la route nationale n° 98 résultant de la réalisation de la déviation du Dramont (rectificatif) (p. 6381).

Arrêté du 29 juin 1954 portant classement du nouveau tracé de la route nationale n° 781 dans la voirie nationale, déclassement et reclassement du délaissé dans la voirie urbaine d'Andierne (p. 6381).

Arrêté portant nomination de membres du comité central des œuvres sociales (p. 6381).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Décret du 3 juillet 1954 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 6382).

Ministère de l'agriculture.

Arrêté du 17 juin 1954 abrogeant et remplaçant l'arrêté du 11 décembre 1950 relatif à l'importation et au transit des bois, plants et fruits de châtaignier (p. 6382).

Arrêté du 23 juin 1954 portant transformation de l'école d'agriculture des Trois-Croix (Ille-et-Vilaine) en école régionale d'agriculture (p. 6382).

Arrêtés portant délégations de signature (p. 6382).

Arrêté portant nomination des membres de la commission permanente de l'institut des vins de consommation courante (p. 6383).

Ministère du logement et de la reconstruction.

Décret du 5 juillet 1954 portant délégation de signature (p. 6383).

Arrêté du 28 juin 1954 portant prise en considération d'un projet d'aménagement (p. 6383).

Arrêtés du 5 juillet 1954 portant homologation de coefficients d'adaptation départementaux du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis (p. 6384).

Arrêté portant création d'un comité consultatif des évaluations en matière de dommages de guerre (rectificatif) (p. 6384).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêté portant délégation de signature (p. 6384).

Ministère de la santé publique et de la population.

Décrets du 2 juillet 1954 autorisant le bureau de bienfaisance de Selz à accepter des legs (p. 6384).

Elections des représentants de l'enseignement primaire privé au conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 6384).

Elections au conseil de l'enseignement du premier degré (p. 6384).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions (p. 6386).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Liste des documents mis en distribution. — Convocation de la conférence des présidents. — Réunion de commission (p. 6389).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocation de commission (p. 6389).

INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Ordre du jour (p. 6391).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 6391).

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES

Avis de concours pour le recrutement d'élèves pilotes élémentaires de réserve (p. 6392).

MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

Avis aux importateurs d'huile de ricin originaire et en provenance du Brésil (rectificatif) (p. 6392).

Avis aux importateurs de pommes de terre primeurs originaires et en provenance d'Espagne (p. 6392).

Avis relatif au tirage de la vingt-sixième tranche de la loterie nationale 1954 (p. 6392).

Situations résumées des opérations du Trésor, de la dette publique et de la caisse autonome d'amortissement et du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones au 30 avril 1954 (p. 6393).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Tarifs de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 6413).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Avis aux importateurs d'huile de ricin originaire et en provenance du Brésil (rectificatif) (p. 6392).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis aux importateurs de pommes de terre primeurs originaires et en provenance d'Espagne (p. 6392).

Avis de concours pour le recrutement de personnel enseignant dans les grands établissements nationaux d'enseignement agricole (p. 6415).

Annonces (p. 6415).

CONSEIL ECONOMIQUE

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

N° 18

Avis et rapports. — Séances des 8 et 9 juin 1954 (p. 541).

SOMMAIRE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

publiés du 28 juin au 4 juillet 1954.

ASSEMBLEE NATIONALE

Feuille 57.

Exercice 1954. — Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement:

Ministère de l'agriculture. — Rapport par M. Gabelle (*suite*) ..... p. 1793

Ministère des affaires étrangères. — I. *Service des affaires étrangères.* — Rapport par M. Robert Lacoste. p. 1803

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme. — II. *Aviation civile et commerciale.* — Rapport par M. Guy La Chambre..... p. 1810

Reclassement du personnel pénitentiaire. — Proposition de résolution de M. Mignot..... p. 1801

Elèves maîtres et maîtresses en stage de formation professionnelle. — Fixation du traitement indiciaire à 185. — Rapport par M. Rincent..... p. 1802

Allocations de chômage. — Modification du décret du 12 mars 1951. — Proposition de résolution de M. Dubois. p. 1802

Aide aux travailleurs du port de Dunkerque frappés par les conséquences de la fermeture de l'écluse Watier. — Proposition de résolution de M. Pierrard... ..... p. 0000

Assurance vieillesse. — Ouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations. — Rapport par M. Viatte ... p. 1803

Département de la Corse. — Création d'un plan de développement économique. — Rapport par M. Deliaune... p. 1823

Fonctionnaires français des cadres locaux d'Indochine. — Fixation des mesures de dégagement et d'intégration. — Proposition de loi de M. Boutbien..... p. 1824

Feuille 58.

Fonctionnaires français des cadres locaux d'Indochine. — Fixation des mesures de dégagement et d'intégration. — Proposition de loi de M. Boutbien (*suite*)..... p. 1825

Répartition équitable des frais de chauffage dans les locaux d'habitation. — Proposition de loi de M. Paquet..... p. 1826

Caisse nationale de l'énergie. — Fixation du statut du personnel. — Troisième rapport supplémentaire par M. Robert Coutant..... p. 1825

Personnels de l'Etat en résidence hors de la France. — Institution d'une indemnité spéciale dégressive. — Proposition de loi de M. Charles Benoist..... p. 1827

Méthodes de fixation des salaires minima dans l'agriculture. — Ratification de la convention internationale du travail n° 99. — Rapport supplémentaire de M. Charpentier ..... p. 1827

Réglementation des absences parlementaires. — Proposition de loi de M. Paquet..... p. 1828

Protection des dockers. — Ratification de la convention n° 32. — Rapport par M. Jean Guitton..... p. 1828

Augmentation du taux de retraite des vieux travailleurs. — Rapport par M. Meck..... p. 1828

Protection des boissons françaises contre les produits similaires d'origine étrangère. — Proposition de loi de M. Bénault..... p. 1829

Exposition de l'Union française à Marseille. — Proposition de loi de M. Defferre..... p. 1829

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée. — Rapport par M. Conderi..... p. 1829

Rapport par M. Briffod..... p. 1840

Bouilleurs de cru. — Exonération du tarif pour les quantités réservées à leur propre consommation. — Proposition de loi de M. André Liaubey..... p. 1830

Modification de la quotité disponible entre époux. — Proposition de loi de M. Henri-Louis Grimaud..... p. 1831

Exercice 1954. — Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement:

Ministère de la santé publique et de la population. — Rapport par M. Marcel David..... p. 1831

Présidence du conseil. — Rapport par M. Le Roy Ladurie. p. 1835

Réglementation de la profession d'opticien lunetier défaillant. — Rapport par M. Segelle..... p. 1835

Droits sur l'alcool. — Majoration des tarifs prévus par le décret du 11 juillet 1953. — Proposition de loi de M. Maurice Georges..... p. 1839

Union européenne de payements. — Ratification d'un accord. — Rapport supplémentaire par M. Gilles Gozard..... p. 1839

Organisation des régies financières. — Proposition de loi de M. Francis Leenhardt..... p. 1841

Fixation des conditions d'exercice de la médecine sinistrique. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret.. p. 1841

Statut de l'acupuncture. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret ..... p. 1842

Régime général de sécurité sociale. — Versement d'une subvention de 10 milliards. — Proposition de loi de M. Besset..... p. 1843

Prise en compte des services accomplis par les agents du service général à bord pour leurs pensions. — Proposition de loi de M. Cermolacce..... p. 1843

Travailleurs de la fonction publique, des entreprises nationalisées et salariés des entreprises privées. — Paiement intégral des journées de grève. — Rapport par M. Valentino..... p. 1844

Relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti. — Rapport par M. Robert Coulant..... p. 1844

Instituteurs et institutrices des départements du Rhin et de la Moselle. — *Indemnités communales.* — Rapport par M. Haumesser..... p. 1845

Collectivités locales. — Revision et résiliation exceptionnelles de certains contrats. — Proposition de loi de M. Cristofol ..... p. 1846

Majoration des allocations familiales. — Projet de loi..... p. 1847

Amnistie des faits commis au cours et à l'occasion des grèves du mois d'août 1953. — Rapport par M. Depreux..... p. 1848

Assurances sociales non agricoles. — *Modification du régime.* — Rapport par M. Haumesser..... p. 1849

Fonctionnement du service des douanes. — *Ratification du décret du 24 mai 1948.* — Rapport par M. Francis Vals. p. 1849

Réglementation douanière. — *Ratification du décret du 28 février 1949.* — Rapport par M. Francis Vals..... p. 1850

Réglementation du régime des douanes au Cameroun. — *Ratification de la délibération du 9 avril 1948.* — Rapport par M. Francis Vals..... p. 1850

Perception des droits de douane en Afrique occidentale française. — *Approbation du décret du 22 septembre 1948.* — Rapport par M. Francis Vals..... p. 1850

Réglementation du service des douanes dans la Côte française des Somalis. — *Ratification du décret du 16 avril 1949.* — Rapport par M. Francis Vals..... p. 1851

Contrôle de douane et de police sur les voies ferrées franco-luxembourgeoises. — Rapport par M. Desson..... p. 1851

Fixation du traitement de base des fonctionnaires. — Proposition de loi de M. Pierre Meunier..... p. 1851

Petite pêche à la part. — *Admission des marins au fonds de chômage.* — Proposition de loi de M. Guiguen..... p. 1852

Modalités de l'élection du Président de la République. — Proposition de résolution de M. Prélot..... p. 1852

Code civil. — Complément de l'article 205. — Proposition de loi de M. Vendroux..... p. 1853

Assurances sociales non agricoles. — Complément de l'article 1er de la loi du 31 décembre 1949. — Proposition de loi de M. de Benouville..... p. 1853

Tournées théâtrales dans les départements de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane. — Octroi d'une subvention. — Proposition de résolution de M. Raphaël Babet..... p. 1853

Centres d'apprentissage des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. — Introduction de l'enseignement de l'allemand. — Proposition de loi de M. Rosenblatt..... p. 1854

Fixation du prix moyen global du tabac à la production. — Proposition de résolution de M. Marc Dupuy..... p. 1854

Maintien en activité d'un officier général de l'armée de l'air. — Proposition de loi de M. Pellenc..... p. 1855

Dénomination des vins sucrés. — Proposition de loi de M. Jean Durand..... p. 1856

Protection du titre d'œnologue. — Avis par M. Kir..... p. 1856

Rapport des bailleurs et locataires — Complément à la loi du 1er septembre 1948. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret..... p. 1856

Feuille 59.

Agents en service dans les départements d'outre-mer. — Application du décret du 17 septembre 1953. — Proposition de loi de M. Emmanuel Véry..... p. 1857

Marché de la viande. — Création d'un fonds spécial d'assainissement. — Proposition de loi de M. Raffarin..... p. 1857

Soixante-quinzième anniversaire du docteur Jamot. — Célébration. — Proposition de résolution de M. de Gracia... p. 1857

Agents du personnel civil dépendant du ministère de la défense nationale. — Octroi d'une indemnité de transport. — Proposition de loi de M. Jean Crouzier..... p. 1858

Aliénation de l'atelier de fabrication de Saint-Priest. — Abrogation du décret n° 53-941 du 30 septembre 1953. — Rapport par M. Montalat..... p. 1858

Allocations familiales. — Suppression des abattements. — Proposition de loi de M. Raingeard..... p. 1859

Développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1954. — Rapport par M. Francis Leenhardt..... p. 1859

Développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954. — Rapport par M. Burlot..... p. 1868

Allocations familiales. — Majoration. — Rapport par M. Bouxom..... p. 1869

Enseignement de l'éducation physique. — Crédits nécessaires pour l'attribution de 150 postes. — Proposition de résolution de M. Fraud..... p. 1870

Société nationale des chemins de fer français. — Payement des rentes d'invalidité vieillesse. — Rapport par M. Albert Schmitt..... p. 1870

Traitement des alcooliques dangereux. — Rapport par Mme Pomso-Chapuis..... p. 1872

Fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones. — Age du droit à la retraite. — Classement dans la catégorie B. — Proposition de loi de M. Schmittlein..... p. 1874

Statut des avoués et des huissiers. — Complément des ordonnances nos 45-2591 et 45-2592 du 2 novembre 1945. — Proposition de loi de M. Golvan..... p. 1874

Suppression des zones de salaires. — Proposition de loi de M. Schmittlein..... p. 1875

Ateliers de la Guerche (Cher). — Paye des ouvriers et réouverture des ateliers. — Proposition de résolution de M. Cherrier..... p. 1875

Trafic des piastres indochinoises. — Communication de certains documents. — Avis..... p. 1875

Rapport par M. Minjoz..... p. 1876

Pharmacie d'officine. — Coopération et organisation du statut. — Avis..... p. 1876

Conversion du métayage en fermage. — Modification de l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945. — Avis..... p. 1876

Prix minimum du vin à la production. — Rapport par M. Tourné..... p. 1876

Haute Cour de justice. — Modification de l'ordonnance du 18 novembre 1944. — Rapport par M. Minjoz..... p. 1877

Marché de la viande. — Création de ressources au profit du fonds d'assainissement. — Projet de loi de M. Roger Houdet..... p. 1877

Régime des bouilleurs de cru. — Proposition de loi de M. Samson..... p. 1877

Secrétariat parlementaire. — Versement de l'allocation spéciale. — Proposition de résolution de M. Büron..... p. 1878

Société de crédit différé en liquidation. — Protection des intérêts des déposants. — Proposition de résolution de M. Siefridt..... p. 1878

Redressement économique et financier. — Abrogation de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953. — Proposition de loi de M. Jean Durand..... p. 1879

Grèves du mois d'août 1953. — Forclusions. — Lettre rectificative par M. Paul Ribeyre..... p. 1879

Adoption et légitimation adoptive. — Application de la législation aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. — Projet de loi de M. Paul Ribeyre..... p. 1879

Représentation du cadre local d'Alsace et de Lorraine au conseil académique. — Modification de la loi du 20 mars 1929. — Projet de loi..... p. 1880

Fonds zoo-sanitaire. — Création. — Proposition de loi de 1929. — Projet de loi..... p. 1880

Sécurité sociale. — Convention entre la France et la République fédérale d'Allemagne. — Ratification de l'accord. — Avis par M. Daniel Mayer..... p. 1881

Allocations de chômage. — Modification de l'article 20 du décret n° 51-349 du 12 mars 1951. — Rapport par M. Dubois..... p. 1881

Allocataires familiaux. — Versement d'une prime exceptionnelle. — Rapport par Mme Galicier..... p. 1881

Services médicaux du travail. — Extension aux entreprises de transport des dispositions de l'article 1er de la loi du 11 octobre 1946. — Rapport par Mme Francine Lefebvre..... p. 1882

Crédit mutuel du bâtiment. — Sauvegarde des intérêts des adhérents. — Proposition de résolution de M. Minjoz... p. 1882

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. — Développement des crédits. — Rapport par M. Frédéric-Dupont..... p. 1882

Amélioration du commerce local. — Achat, dans les villes sinistrées, de dommages commerciaux. — Rapport par M. Halbout..... p. 1883

Caisses de retraites complémentaires. — Modification du régime. — Proposition de loi de M. Legaret..... p. 1883

Pèlerinage national au nouveau cimetière de Bir-Hakeim. — Ouverture de crédits. — Proposition de loi de M. Edouard Herriot..... p. 1883

Erection d'un monument au maréchal Lyautey à Paris. — Proposition de résolution de M. Edouard Herriot..... p. 1883

Hôteliers. — Exonération de la responsabilité des impôts dus par les clients. — Proposition de loi de M. Grousseaud. p. 1884

Campagne de céréales 1953-1954. — Modification des prix et des modalités de payement, de stockage et de rétrocession. — Proposition de loi de M. Loustau..... p. 1884

Fabrication des vins mousseux ordinaires. — Interdiction à l'intérieur de la région délimitée. — Application de la législation en vigueur en Champagne à d'autres régions. — Proposition de loi de M. Sauvajon..... p. 1884

Parlementaires. — Enquête sur leur train de vie. — Proposition de résolution de M. Deixonne..... p. 1885

Attribution de la médaille des évadés. — Modification de la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946. — Proposition de loi de M. Daron..... p. 1885

Code civil. — Modification de l'article 238. — Code de procédure civile. — Modification des articles 877 et 878. — Rapport supplémentaire par M. Minjoz..... p. 1886

Cantiniers militaires. — Réparation du préjudice subi à la suite de la suppression de leur emploi. — Rapport par M. Minjoz..... p. 1887

Contrôle des voyageurs. — Ratification de divers accords entre la France et la Sarre. — Rapport par M. Vendroux..... p. 1887

Feuille 60.

Contrôle des voyageurs. — Ratification de divers accords entre la France et la Sarre. — Rapport par M. Vendroux (*suite*). p. 1889

Algérie. — Application de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics. — Rapport supplémentaire par M. Rabier..... p. 1892

Fonctionnaires. — Avantages spéciaux aux déportés et internés pour faits de résistance, à leurs veuves et à leurs enfants — Application de l'article 8 de la loi du 6 août 1948. — Prolongation de l'activité de service d'une durée égale à celle de l'éviction par le gouvernement de Vichy. — Complément de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics. — Rapport par M. Serafini..... p. 1893

Demande en autorisation de poursuites concernant M. Besset. — Rapport par M. Pierre-Fernand Mazuez..... p. 1895

Caisses de retraite de vieillesse agricole. — Aménagement de la loi. — Proposition de résolution de M. André Bardon..... p. 1895

Francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers. — Modification et complément de la législation. — Proposition de loi de M. Mondon..... p. 1896

Code des pensions civiles et militaires de retraite. — Modification de l'article 122. — Projet de loi..... p. 1896

Anciens combattants et victimes de la guerre. — Amélioration de leur situation par l'utilisation en totalité des crédits votés pour l'exercice 1953. — Proposition de résolution de M. Tourné..... p. 1896

Crédit mutuel du bâtiment. — Sauvegarde des intérêts des souscripteurs. — Entreprises de crédit différé: application de la loi du 24 *mars* 1952 *et renforcement du contrôle.* — Proposition de résolution de M. Gravoille.. p. 1897

Travailleurs assujettis au payement de la surtaxe progressive. — Report au 15 *février* 1954 *de l'application de la majoration de* 10 *p.* 100. — Proposition de loi de M. Alphonse Denis..... p. 1897

Centre technique des industries graphiques. — Suspension du recouvrement des cotisations. — Proposition de loi de M. Mallez..... p. 1897

Réseau ferré corse. — Annulation de l'arrêté ministériel du 28 *février* 1953 *portant licenciement d'agents.* — Rapport par M. Serafini..... p. 1897

Territoires d'outre-mer, Togo et Cameroun. — Application de certaines dispositions du code de la nationalité française. — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 1898

Code civil. — Modification de l'article 331 *relatif à la légitimation des enfants adultérins.* — Rapport par M. Isorni..... p. 1898

Réforme de la filiation. — Modification des articles 335, 340, 341 *et* 342 *du code civil.* — Rapport par M. Isorni..... p. 1899

Assemblée nationale. — Modification de l'article 9 *du règlement.* — Proposition de résolution de M. Wolff..... p. 1901

Sécurité sociale et mutualité sociale agricole. — Modification de la loi n° 46-2339 du 24 *octobre* 1946 *portant réorganisation du contentieux.* — Projet de loi..... p. 1901

Rapports des bailleurs et locataires. — Allocations de logement. — Complément de l'article 20 *de la loi n° 48-1360 du* 1er *septembre* 1948. — Proposition de loi de M. de Benouville..... p. 1902

Impôts et taxes frappant le logement. — Exonération de certains contribuables. — Proposition de loi de M. Siefridt..... p. 1902

Fonds national d'amélioration de l'habitat. — Complément des dispositions de l'ordonnance du 26 *juin* 1945 *relative au prélèvement sur les loyers.* — Proposition de loi de M. Siefridt..... p. 1902

Transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat. — Modification de l'article 3 *de la loi n° 50-400 du* 3 *avril* 1950. — Proposition de loi de M. Catroux ..... p. 1903

Pensions civiles et militaires. — Réforme du régime. — Modification de l'article 18 *de la loi n° 48-1450 du* 20 *septembre* 1948. — Proposition de loi de M. Serafini ..... p. 1903

Recherche scientifique. — Exonération d'impôts des fonds privés destinés à favoriser son développement. — Proposition de loi de M. Soustelle..... p. 1903

Demande en autorisation de poursuites concernant M. Guy Petit. — Rapport par M. Bergasse..... p. 1904

Alsaciens et Lorrains réfractaires à l'incorporation dans les formations militaires ou paramilitaires allemandes. — Application de la loi n° 48-1251 du 6 *août* 1948 *établissant le statut définitif des internés et déportés de la Résistance.* — Avis..... p. 1904

Juridiction des prud'hommes. — Accélération de la procédure. — Avis..... p. 1904

Constitution. — Revision des articles 9, 11, 12, 14, 20, 22, 45, 49, 50 *et* 52. — *Prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis.* — Résolution..... p. 1905

Permis de conduire. — Modification de l'article 29, *paragraphe* 1er, *du code de la route, en faveur des chefs de familles nombreuses.* — Rapport par M. Marcel Noël ..... p. 1905

Grèves du mois d'août 1953. — *Forclusions.* — Rapport supplémentaire par M. Maurice Grimaud..... p. 1905

Fonctionnaires mis à la retraite ayant bénéficié d'un logement de fonctions. — Adjonction aux catégories de prioritaires prévus par l'ordonnance du 11 *octobre* 1945. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont..... p. 1905

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement. — Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre. — Rapport par M. Marcel Darou ..... p. 1906

Extension de la législation sur les accidents du travail aux exploitations agricoles. — Modification de la loi du 15 *décembre* 1922 *modifiée.* — Proposition de loi de M. André Liautey..... p. 1910

Acquisition du domaine de Bonaban, commune de la Gouesnière (Ille-et-Vilaine). — Création d'un foyer pour les anciens combattants. — Rapport par M. Darou..... p. 1910

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement. — Ministère de la justice. — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 1911

Aide au logement. — Modalités de versement de la cotisation de 1 *p.* 100 *due par les employeurs, en application du décret n° 53-701 du* 9 *août* 1953. — Proposition de loi de M. Gaubert..... p. 1916

Baux à usage commercial, industriel ou artisanal. — Modification de l'article 14 *du décret n° 53-960 du* 30 *septembre* 1953. — Proposition de loi de M. Médecin..... p. 1916

Lutte contre l'hypodermose des bovidés. — Modification de la loi du 22 *février* 1941. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 1916

Indemnités d'éviction instituées par la loi n° 48-1360 du 28 *octobre* 1948 *sur les dommages de guerre. — Modification de l'application de la taxe proportionnelle.* — Proposition de résolution de M. Triboulet..... p. 1917

Assistance à la famille. — Rapport par M. Savale..... p. 1917

Création de centres de convalescence dans le cadre des circonscriptions sanitaires — Rapport par M. Guislain... p. 1917

Comités techniques départementaux des transports. — Modification de leur composition. — Rapport par M. Marcel Noël ..... p. 1918

Ecoles nationales de la marine marchande. — Modification des dispositions du décret du 20 *décembre* 1952. — Rapport par M. Defferre..... p. 1919

Exercice et organisation des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme. — Modification de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 *septembre* 1945 *en faveur des praticiens de la médecine naturelle d'Alsace et de Lorraine.* — Rapport par M. Arbelliet..... p. 1919

Assemblée nationale, Assemblée de l'Union française et Conseil économique. — Règlement définitif des comptes pour l'exercice 1951. — Rapport par M. Clément Taillade ..... p. 1920

Feuille 61.

Règlement définitif des comptes de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour l'exercice 1951. — Rapport par M. Clément Taillade (*suite*) ..... p. 1924

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. — Modification. — Avis par M. Darou..... p. 1923

Organisation de la juridiction française en Tunisie. — Deuxième rapport supplémentaire par M. Fouchet.... p. 1923

Ratification de la convention du 30 *décembre* 1949 *entre la France et les Pays-Bas pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus.* — Avis par M. Raymond-Laurent..... p. 1923

Demande en autorisation de poursuites concernant M. Defferre. — Rapport par M. de Léotard..... p. 1924

Modification du plafond du cumul d'une pension d'ancienneté et d'un traitement public et de celui de deux ou plusieurs pensions. — Proposition de loi de M. Bignon. p. 1924

Renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal. — Proposition de loi de M. Gaston Charlet..... p. 1924

Retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways. — Proposition de loi de M. Bassaud..... p. 1926

Fonctionnement des commissions d'affiliation prévues à l'article 16 *de la loi du* 17 *janvier* 1948 *instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées.* — Avis ..... p. 1926

Modification des articles 80 *et* 68 *du règlement en vue de limiter le nombre des interpellations et des amendements.* — Proposition de résolution de M. Jacques Bardoux ..... p. 1926

Statut des agents des directions régionales de la sécurité sociale. — Proposition de loi de M. Besset..... p. 1926

Assurance vieillesse des personnes non salariées. — Exonération pour les versements des cotisations en cas d'insuffisance du revenu. — Proposition de résolution de M. Billat..... p. 1927

Intégration de tous les chefs de bureau et rédacteurs des préfectures dans le corps des attachés de préfecture ainsi que de tous les commis de préfecture nommés avant le 1er *janvier* 1950 *dans le corps des secrétaires administratifs de préfecture.* — Proposition de loi de M. Paul Aubry ..... p. 1928

Conseils d'administration des services nationaux d'Electricité et Gaz de France. — Abrogation du décret n° 52-446 du 11 *mai* 1952. — Proposition de loi de M. Lalle..... p. 1928

Réglementation de l'intervention des fonctionnaires du génie rural dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes. — Proposition de loi de M. Lalle. p. 1929

Elévation du plafond des dépôts faits au titre de l'épargne-construction. — Proposition de loi de M. René Schmitt. p. 1930

Développement des crédits affectés aux dépenses de la radiotélévision française pour l'exercice 1954. — Rapport par M. Jean-Paul Palewski..... p. 1931

Développement des crédits affectés aux dépenses de la présidence du conseil (Etats associés) pour l'exercice 1954. — Rapport par M. Dorey..... p. 1937

Modalités d'élection du Président de la République. — Projet de loi..... p. 1943

Attribution de la Croix de guerre au drapeau de la gendarmerie nationale. — Rapport par M. Pierre Montel..... p. 1943

Salaires des ouvriers boulangers. — Rapport par Mme Francine Lefebvre..... p. 1943

Respect des engagements pris à la suite des grèves. — Rapport par M. Robert Coulant..... p. 1944

Augmentation des retraites servies par la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines et réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs. — Proposition de loi de M. André Mancey..... p. 1944

Organisation du marché des céréales et de l'office national interprofessionnel des céréales. — Proposition de loi de M. Waldeck Rochet..... p. 1944

Rétablissement de l'allocation de franchise d'alcool pour les exploitants agricoles. — Proposition de loi de M. Morève. p. 1945

Régime des bouilleurs de cru. — Proposition de loi de M. Saint-Cyr..... p. 1945

Exonération, pour les viticulteurs, du droit de licence sur les bouilleurs de cru. — Proposition de loi de M. Garavel..... p. 1945

Institution du secret des délibérations des commissions d'enquêtes parlementaires pendant la durée de la période d'instruction. — Proposition de loi de M. Gaumont.... p. 1945

Dommages de guerre. — Modification des articles 39, 48, 50 et 56 de la loi du 28 octobre 1946. — Proposition de loi de M. Jean Crouzier..... p. 1946

Prestations familiales. — Majoration. — Proposition de loi de Mme Vermeersch..... p. 1946

Retraites des maréchaux ferrants titulaires du brevet de maître maréchal ferrant. — Proposition de résolution de M. Jean-Paul David..... p. 1947

Remplacement de la taxe à la production et de la taxe sur les transactions. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais..... p. 1947

Attribution aux inspectrices des écoles maternelles et aux inspecteurs de l'enseignement primaire de l'indemnité de logement octroyée aux inspecteurs de la jeunesse et des sports. — Proposition de résolution de M. Arnal. p. 1948

Régression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants. — Rapport par M. Monjalat..... p. 1948

Carte d'identité professionnelle des voyageurs et représentants de commerce. — Rapport par M. Maurice-Bokanowski..... p. 1949

Rétablissement de l'équilibre financier de la caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways. — Extension du bénéfice de la retraite aux agents salariés des entreprises de transports routiers. — Rapport par M. Peyiel..... p. 1949

Fonds spécial d'assainissement du marché de la viande. — Création et financement. — Rapport par M. Gabelle.... p. 1951

Nationalisation du collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes. — Proposition de résolution de M. Gazier..... p. 1951

Attribution aux internés du camp de l'île d'Elbe et autres camps non reconnus de la qualité de déportés résistants. — Proposition de résolution de M. Serafini..... p. 1952

Contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique et social. — Abrogation du décret du 9 août 1953. — Proposition de loi de M. Besset..... p. 1952

Feuille 62.

Renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal. — Protection de la propriété commerciale. — Proposition de loi de M. Alphonse Denis..... p. 1953

Proposition de résolution de M. Durbet..... p. 1955

Personnels retraités tributaires du code des pensions civiles domiciliés et résidant en Corse. — Attribution d'une indemnité temporaire. — Proposition de loi de M. Sérafini..... p. 1956

Assainissement du marché du vin. — Proposition de loi de M. Lalle..... p. 1956

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement pour l'exercice 1954. — Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (III. Marine marchande). — Rapport par M. Mazier..... p. 1956

Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — Rapport par M. André Bardon..... p. 1971

Caisses artisanales d'allocations vieillesse. — Remises de majorations de retard. — Proposition de loi de M. Bignon..... p. 1968

Retraite du combattant. — Modification de l'article 38 de la loi du 28 février 1934 en ce qui concerne le délai de prescription des arrérages. — Proposition de loi de M. Anthonioz..... p. 1969

Sociétés de crédit différé en liquidation. — Sauvegarde des intérêts légitimes des souscripteurs. — Proposition de résolution de M. André Morice..... p. 1969

Code général des impôts. — Fixation au 15 novembre de l'année d'émission des rôles de la date de majoration d'impôts prévue par l'article 30 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952. — Proposition de loi de M. Baylet..... p. 1969

Extension du bénéfice du statut des grands mutilés de guerre aux invalides dont les infirmités ont été aggravées par des blessures reçues ou des maladies contractées par le fait ou à l'occasion du service. — Proposition de loi de M. Badie..... p. 1969

Propriété industrielle. — Prorogation des délais. — Projet de loi..... p. 1970

Echange volontaire de travailleurs à l'échelle internationale. — Proposition de résolution de M. Joseph Dumas..... p. 1970

Carte d'identité de journaliste honoraire. — Rapport supplémentaire par M. Secrétain..... p. 1971

Demande en autorisation de poursuites concernant MM. Jacques Duclos, Etienne Fajon, Billoux, Raymond Guyot et André Marty. — Rapport de M. Duveau..... p. 1971

Conversion du métayage en fermage. — Modification de l'article 36 de l'ordonnance du 17 octobre 1945. — Rapport par M. Lamarque-Cando..... p. 1974

Fixation du prix moyen du tabac à la production. — Rapport par M. Billat..... p. 1975

Myxomatose. — Protection de l'élevage des lapins. — Rapport par M. Lucien Lambert..... p. 1975

Ratification de la convention franco-italienne du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille et aux sections de chemins de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France. — Rapport par M. Sibué..... p. 1976

Modalités de recrutement des contrôleurs et des contrôleurs des installations électromécaniques des postes, télégraphes et téléphones. — Rapport par M. Schaff..... p. 1976

Attribution de facilités de transport par chemins de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou secours versés au titre d'un régime de sécurité sociale. — Rapport par M. Schaff..... p. 1976

Code des pensions civiles et militaires de retraites. — Majorations pour enfants accordées aux agents de l'Etat bénéficiaires d'une pension de retraite. — Rapport par M. Devemy..... p. 1977

Réservation, à titre conservatoire, des droits de certaines veuves de pensionnés à l'allocation de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 en cas d'existence d'enfants mineurs d'un premier lit jusqu'à la majorité de ces derniers. — Rapport supplémentaire par M. Devemy..... p. 1977

Attribution aux pensionnés d'invalidité ressortissants du ministère des anciens combattants de réductions sur les tarifs de voyageurs dans les transports en commun. — Avis par M. Devemy..... p. 1979

Gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. — Société nationale des chemins de fer français. — Rapport d'information par M. de Tinguy..... p. 1978

Afrique occidentale française. — Approbation d'une délibération demandant la modification du décret du 1er juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes. — Rapport par M. Raphaël Babet..... p. 1982

Saint-Pierre et Miquelon. — Réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les ports étrangers admis pour le transport en droiture. — Rapport par M. Raphaël Babet..... p. 1982

Libération des actions. — Prorogation de la loi du 17 mars 1948. — Rapport par M. Jean-Paul Palewski..... p. 1982

Statut disciplinaire des greffiers titulaires de charge. — Rapport par M. Maurice Grimaud..... p. 1982

Commis et agents techniques de la marine retraités entre le 1er avril 1923 et le 22 février 1931. — Extension du bénéfice de la loi du 20 février 1931. — Rapport par M. Capdeville..... p. 1983

Création d'un contingent spécial de médailles militaires en faveur des anciens combattants défenseurs du fort de Vaux. — Rapport par M. Badie..... p. 1983

Réintégration des démobilisés, prisonniers, déportés et assimilés. — Rapport par M. Jean-Paul Palewski ..... p. 1983

Composition, dates d'appel et obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1953. — Projet de loi ..... p. 1981

Feuille 63.

Composition, dates d'appel et obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1953. — Projet de loi (*suite*) ..... p. 1985

Déclassement d'ouvrages de fortifications. — Projet de loi... p. 1985

Exonération pour les viticulteurs récoltant des vins à appellation contrôlée des obligations instituées par l'article 16 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953. — Proposition de loi de M. Waldeck Rochet ..... p. 1986

Taux de remise des revendeurs de journaux quotidiens et publications périodiques. — *Modification de l'arrêté du 18 avril 1952.* — Proposition de résolution de M. Penoy. p. 1987

Contrôle des voyageurs entre la France et la Sarre. — *Ratification des accords du 20 mai 1953 et de la convention du 31 mai 1952.* — Avis par M. Marcel Massot ..... p. 1987

Code des pensions civiles et militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. — *Modification de l'article 105 L.* — Avis ..... p. 1988

Majoration des rentes constituées par les sociétés mutualistes au profit des combattants des théâtres d'opérations extérieurs et leurs ayants cause. — Avis ..... p. 1988

Homologation et modification d'une décision de l'Assemblée algérienne instituant un système d'allocations familiales au profit des marins pêcheurs. — Rapport par M. Marcel Ribère ..... p. 1988

***Code général des impôts. — Complément aux articles** 271, 290 et 1454 en vue de la protection des exploitations salmonicoles.* — Proposition de loi de M. Prot ..... p. 1988

Transformation d'emplois d'agents de la météorologie en emplois d'agents techniques. — Proposition de résolution de M. Marcel Noël ..... p. 1988

Maintien en activité des installations de surface des mines de Cessous et de la Vernarède (Gard). — Proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute ..... p. 1989

Réduction de transport aux invalides de guerre. — Rapport par M. Tourné ..... p. 1989

Réductions aux invalides de guerre sur les lignes de transports maritimes. — Rapport par M. Tourné ..... p. 1990

Aménagements fiscaux sur les immeubles à usage d'habitation. — *Prorogation des délais d'application du décret n° 53-335 du 6 mai 1953.* — Proposition de résolution de M. Joseph Denais ..... p. 1990

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement pour l'exercice 1954:

Ministère de l'agriculture. — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 1990

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre. — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 1992

Ministère de l'éducation nationale. — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 1992

Ministère des finances et des affaires économiques (III: *Affaires économiques*). — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 1994

Ministère de la France d'outre-mer. — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 1995

Ministère de l'industrie et du commerce. — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 1995

Ministère de l'intérieur. — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 1997

Ministère de la justice. — Deuxième lettre rectificative au projet de loi ..... p. 1998

Présidence du conseil. — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 1999

Présidence du conseil (Etats associés). — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 2000

Ministère de la reconstruction et du logement. — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 2000

Ministère de la santé publique et de la population. — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 2001

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (I: *Travaux publics, transports et tourisme*). — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 2002

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (II: *Aviation civile et commerciale*). — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 2003

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (III: *Marine marchande*). — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 2004

Présidence du conseil (Etats associés). — Avis ..... p. 2005

Ministère de la France d'outre-mer. — Avis ..... p. 2008

Ministère des finances et des affaires économiques (II: *Services financiers*). — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 2015

Secret des délibérations des commissions d'enquête parlementaires pendant la période d'instruction. — Rapport par M. Minjoz ..... p. 2006

Conseils académiques. — *Modification de la loi du 27 février 1880.* — Proposition de loi de M. Billères ..... p. 2006

Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier sur place les modalités d'application du code du travail dans les territoires d'outre-mer. — Proposition de résolution de M. Abbas Gueye ..... p. 2007

Attribution au corps des sapeurs-pompiers de France des avantages spéciaux pour l'ouverture au droit à pension. — Proposition de loi de M. Cagne ..... p. 2007

Dépôt des projets de loi prévus par les articles 16 et 89 de la Constitution du 27 octobre 1946. — Proposition de résolution de M. Minjoz ..... p. 2008

Marchés de l'Etat. — *Extension aux marchés des collectivités locales et des établissements publics les dispositions du décret n° 53-965 du 11 mai 1953.* — Proposition de résolution de M. Deixonne ..... p. 2008

Calcul des pensions acquises au titre des victimes de guerre pour les agents civils de la défense passive. — Proposition de résolution de M. Devemy ..... p. 2009

Prise de rang dans les grades d'officier des anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre. — Rapport par M. Triboulet ..... p. 2010

Etablissement d'un plan quadriennal pour l'application de nouveaux taux d'émolument aux anciens combattants et victimes de la guerre. — Projet de loi ..... p. 2011

Protection de la dénomination « laine ». — *Abrogation de la loi du 20 juillet 1933.* — Proposition de loi de M. Peltre . p. 2012

Rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux. — *Modification des articles 4, 8, 14 et 17 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953.* — Propositions de loi de M. Frédéric-Dupont ..... p. 2013

Réorganisation du registre du commerce au Cameroun. — Projet de loi ..... p. 2014

Administrateurs de caisses de sécurité sociale. — *Modification de l'article 69 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relatif à l'exercice de ces fonctions.* — Proposition de loi de M. Jean Cayeux ..... p. 2015

Création d'une commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant l'Indochine. — Proposition de résolution de M. Juglas ..... p. 2015

Code pénal. — *Modification de l'article 401.* — Proposition de loi de M. Isorni ..... p. 2016

Payement de l'allocation-vieillesse aux cultivateurs remplissant les conditions exigées par la loi du 10 juillet 1952. — Proposition de résolution de M. Waldeck Rochet... p. 2016

Demande en autorisation de poursuites concernant M. Robert Manceau. — Rapport par M. Tourné ..... p. 2016

Service militaire actif. — *Durée ramenée à 15 mois.* — Proposition de loi de M. Raymond Guyot ..... p. 2016

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET PROGRES TECHNIQUE

Délégations de signature.

Le secrétaire d'Etat à la recherche scientifique et au progrès technique,

Vu le décret du 19 juin 1954 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 54-688 du 28 juin 1954 relatif aux attributions de M. Henri Longchambon, secrétaire d'Etat à la recherche scientifique et au progrès technique;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer par arrêté leur signature;

Vu l'arrêté du 24 juin 1954 portant nomination des membres du cabinet du secrétaire d'Etat à la recherche scientifique et au progrès technique,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation générale est donnée à M. Claude des Portes, conseiller référendaire à la cour des comptes, directeur du cabinet, et, en son absence, à M. Jacques Persin, chef de cabinet, pour signer au nom du secrétaire d'Etat à la recherche scientifique et au progrès technique tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 juillet 1954.

HENRI LONGCHAMBON.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 2 juillet 1954 maintenant dans les fonctions de sous-directeur de l'éducation surveillée au ministère de la justice à l'effet de suppléer le directeur de l'éducation surveillée en cas d'empêchement de celui-ci.

Par décret en date du 2 juillet 1954, M. Pierre Ceccaldi, nommé, par décret du 27 avril 1954, magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice, ayant rang de premier substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine, est maintenu dans les fonctions de sous-directeur de l'éducation surveillée au ministère de la justice, à l'effet de suppléer le directeur de l'éducation surveillée en cas d'empêchement de celui-ci.

Décret du 2 juillet 1954 relatif à l'exercice provisoire des attributions de juge de paix dans le territoire du poste d'El-Goléa.

Par décret en date du 2 juillet 1954:

M. Sartin (Jean-Pierre), capitaine, est provisoirement investi des attributions de juge de paix dans le territoire du poste d'El-Goléa, en remplacement de M. Mourey.

M. Blazeix (Roger), lieutenant, est provisoirement investi des attributions de suppléant de juge de paix dans le territoire du poste d'El-Goléa, en remplacement de M. Sartin.

Administration pénitentiaire.

Par arrêté du 15 juin 1954:

Est annulé l'arrêté du 5 février 1947 rayant des cadres M. Merveille (Gaston), surveillant chef (2e classe) de la maison d'arrêt de Béthune.

M. Merveille est reclassé ainsi qu'il suit:

Surveillant chef de 2e classe de la maison d'arrêt de Béthune du 20 juin 1945;

Surveillant chef de 1re classe de la maison d'arrêt de Béthune du 20 juin 1948;

Surveillant chef hors classe de la maison d'arrêt de Béthune du 20 juin 1954.

Est annulé l'arrêté du 1er avril 1947 mettant fin au service de Mme Merveille (Marie), surveillante de petit effectif (1re classe) à la maison d'arrêt de Béthune.

Par arrêté du 28 juin 1954:

Est nommé, par nécessité de service, à compter du 31 juillet 1954, surveillant chef (hors classe) à la maison d'arrêt de Dunkerque: M. Merveille (Gaston), surveillant chef (hors classe) à la maison d'arrêt de Béthune.

Est nommée, à compter du 31 juillet 1954, en qualité de surveillante de petit effectif (1re classe) à la maison d'arrêt de Dunkerque: Mme Merveille (Marie), surveillante de petit effectif de 1re classe à la maison d'arrêt de Béthune.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret du 5 juillet 1954 portant nomination d'un préfet.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur,

Vu les décrets des 19 juin 1950 et 14 juin 1951 relatifs au statut particulier du corps préfectoral;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Martin (Jean-Paul), sous-préfet hors classe en service détaché, est nommé préfet de 3e classe hors cadres.

M. Martin est titularisé dans son grade.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juillet 1954.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
PIERRE-MENDÈS FRANCE.

Le ministre de l'intérieur,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Décret du 5 juillet 1954 portant détachement d'un préfet.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur,

Vu les décrets des 19 juin 1950 et 14 juin 1951 relatifs au statut particulier du corps préfectoral;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Chevrier (Raymond), préfet de 3e classe hors cadres, est mis à la disposition du ministre des affaires marocaines et tunisiennes.

M. Chevrier sera, en cette qualité, placé en position de service détaché.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juillet 1954.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
PIERRE-MENDÈS FRANCE.

Le ministre de l'intérieur,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Administrateurs des services civils d'Algérie.

Par arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 16 juin 1954, M. Petitjean (Henri), administrateur des services civils d'Algérie de classe exceptionnelle, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 4 septembre 1954.

Personnel du cadre des préfectures.

Par arrêté du 2 juillet 1954, M. Libaros (Henri), attaché de 3e classe, 5e échelon, à la préfecture de la Loire-Inférieure, est placé en position de service détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er mai 1954, auprès de la mairie d'Escoublac-la-Baule, pour exercer les fonctions de secrétaire général adjoint.

Par arrêté du 2 juillet 1954, M. Bourre (Raoul), commis de 5e échelon à la préfecture des Alpes-Maritimes, est placé en position de service détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er janvier 1954, auprès de ladite préfecture, en qualité d'agent spécial sur contrat, pour exercer les fonctions de chef du service social de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Par arrêté du 2 juillet 1954, M. Dufer (René), attaché de préfecture de 3e classe, 4e échelon, à la préfecture de Loir-et-Cher, est placé en position de service détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er mai 1954, auprès de la mairie de Vendôme, pour exercer les fonctions de chef de bureau de 4e classe.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Citation à l'ordre de la Nation.

Sur la proposition du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), le président du conseil des ministres, ministre des affaires étrangères, cite à l'ordre de la Nation:

M. Tesson (André), pilote d'essais.

Excellent pilote d'essais ardent et efficace dont les qualités exceptionnelles, l'adresse, l'expérience déjà grande, le caractère enjoué et dynamique l'avaient rapidement classé parmi les meilleurs.

Ayant perdu le contrôle de son avion qui ne répondait plus à l'action des commandes et se trouvant dans l'impossibilité d'effectuer une évacuation normale en parachute, a répondu à tous les messages qui lui étaient adressés du sol sans que sa voix fut altérée, montrant jusqu'à la fin un calme et une maîtrise de soi dignes d'être cités en exemple à tous.

A ainsi trouvé la mort en service aérien commandé le 27 juin 1954 au cours d'une présentation en vol sur avion *Mystère II*.

Totalisait 2.500 heures de vol.

Fait à Paris, le 2 juillet 1954.

PIERRE MENDÈS-FRANCE.

Par le président du conseil des ministres, ministre des affaires étrangères:

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
PIERRE KŒNIG.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (air),
DIOMÈDE CATROUX.

Décret du 2 juillet 1954 portant rappel à l'activité d'un officier en non-activité par suppression d'emploi (armée de terre).

Par décret en date du 2 juillet 1954, M. le capitaine d'artillerie coloniale Benoit (Paul-Fernand-Gaston), en non-activité par suppression d'emploi, est rappelé à l'activité.

Décret du 2 juillet 1954 portant nominations dans le cadre des officiers de réserve du service de santé (armée de terre).

Par décret en date du 2 juillet 1954, sont nommés, pour prendre rang du 1er mai 1954:

Au grade de médecin sous-lieutenant de réserve.

Contingent 1953/2, P. M. S.

2e catégorie.

Les médecins auxiliaires:

MM. Champion (Jacques-Georges-Jules), 1re région.
Cossard (Jean-Eugène-Etienne), 1re région.
Mercier (André), 1re région.

Décret du 2 juillet 1954 portant radiation d'officiers de réserve du service des poudres.

Par décret en date du 2 juillet 1954:

Sont rayés des cadres, à compter du 1er juillet 1954, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 8 janvier 1952, et sur leur demande, les officiers de réserve dont les noms suivent:

MM.

Boussu (Gabriel), ingénieur militaire principal.
Mougenot (Robert), ingénieur militaire de 2e classe.
Truffinet (Henri), ingénieur chimiste de 1re classe.
Naegert (René), ingénieur de 1re classe des travaux de poudrerie.
Cappe de Baillon (Marc), ingénieur de 2e classe des travaux de poudrerie.
Griffon (Jean), ingénieur de 2e classe des travaux de poudrerie.
Nemesker (Francis), ingénieur de 3e classe des travaux de poudrerie.

Sont rayés des cadres de réserve du service des poudres, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 8 janvier 1925, les officiers de réserve atteints par l'extrême limite d'âge de leur grade dont les noms suivent et aux dates ci-après:

MM.

Fourcade (Paul), ingénieur en chef militaire de 1re classe, le 11 avril 1954.
Argant (Henri), ingénieur en chef militaire de 1re classe, le 19 avril 1954.
Legrien (Jacques), ingénieur militaire principal, le 8 avril 1954.
Mardon (Marcel), ingénieur militaire de 1re classe, le 31 mars 1954.
Boyer (Victor), ingénieur chimiste de 1re classe, le 24 avril 1954.
Le Page (Hervé), ingénieur en chef des travaux de poudrerie, le 19 mars 1954.
Combeau (Emile), ingénieur principal des travaux de poudrerie, le 11 juin 1954.
Pache (Jean), ingénieur de 1re classe des travaux de poudrerie, le 18 juin 1954.
Esquevin (Jean), ingénieur de 1re classe des travaux de poudrerie, le 19 mai 1954.
Le Guillou (Jean), adjoint administratif principal, le 9 février 1954.
Monniot (Raymond), adjoint administratif de 1re classe, le 31 mars 1954.
Bresson (Edmond), adjoint administratif de 1re classe, le 16 janvier 1954.

Est rayé des cadres de réserve du service des poudres, à compter du 1er juillet 1954, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 8 janvier 1925, l'officier de réserve dont le nom suit:

M. Combes (René), ingénieur militaire de 1re classe.

Décrets du 2 juillet 1954 portant radiation des cadres d'officiers de réserve du service de santé (armée de terre).

Par décret en date du 2 juillet 1954, les officiers de réserve du service de santé dont les noms suivent sont rayés des cadres à la date du présent décret:

I. — MÉDECINS

M. le médecin capitaine de réserve Meyniel (Gabriel-Jean-Joseph), 8e région.

Les médecins lieutenants de réserve:

MM. Aubertin (Jacques-Louis), 6e région.
Berger (Georges-Albert-Joseph), 8e région.
Bergeret (Jean-Raymond), troupes du Maroc.
Coutin (Jacques-Paul), 6e région.
Echegut (André-Jean-Charles), 8e région.
Hoffmann (René), 6e région.
Lancien (Yves-Marie), 3e région.
Le Pemp (Adolphe), 3e région.
Mathet (Lucien-Auguste), 4e région.
Nogier (Louis-Michel), 8e région.
Raymond (Eugène-Paul), 4e région.
Santucci (Paul-Henri), 3e région.
Trolliet (Guy-Marie), 4e région.
Tulou (Pierre-Paul), 8e région.
Turcry (Maurice-Théophile), 2e région.
Villateau (Jean-Marie), 5e région.
Zermati (Martial), 10e région.

II. — PHARMACIENS

Les pharmaciens lieutenants de réserve:

MM. Barthe (Louis-Raymond), 8e région.
Lamarque (Georges-Arsène), 10e région.
Levavasseur (Raymond-Marcellin), 3e région.

III. — DENTISTE

M. le dentiste capitaine de réserve Buisson (Pierre), 1re région.

Par décret en date du 2 juillet 1954, M. le lieutenant d'administration de réserve du service de santé Pasquet (Jean-Fernand) est rayé des cadres, sur sa demande, à la date du présent décret.

Par décret en date du 2 juillet 1954, les officiers de réserve du service de santé dont les noms suivent sont rayés des cadres, sur leur demande, à la date du présent décret:

I. — MÉDECINS

MM. les médecins capitaines de réserve:

Angeli (Jean-Charles), 9e région.
Arnal (Wilfred-Henri), 9e région.
Boyer (Etienne-Pierre), 1re région.
Clarac (Roger-Louis), 1re région.
De Pontou d'Amécourt (Georges-Fernand), troupes du Maroc.
Dubret (Louis-Claude-Eugène), 6e région.
Le Tallec (Raphaël-Joseph), 8e région.
Mandonnet (Maurice-Antoine), 8e région.
Martin (Noël-Jean-Louis), 10e région.
Terrasse (Jean-Yvon-Alexandre), 8e région.

MM. les médecins lieutenants de réserve :

Avezou (Maurice-Pierre), 9e région.
Bentata (Yves-Isaac), 1re région.
Bertand (Jacques-Pierre), 1re région.
Besset (Lucien-Gabriel), 8e région.
Bleynie (Henri), 4e région.
Bouchayer (Jean-Marc-Joseph), 8e région.
Bourdeau (Marie-Joseph-Henri), 8e région.
Bouteille (Albert-René), 1re région.
Boutines (Jean-Alexandre), 1re région.
Brosson (Jean-Michel), 7e région.
Calas (Pierre), 9e région.
Canal (Jean-Osmin-Adolphe), 8e région.
Catonne (Michel), 1re région.
De Mouzon (Hubert), 9e région.
Dreneau (Louis-Joseph), 1re région.
Escare (Yves-Sylvain), 5e région.
Eyrand (Rémi-Paul-Camille), 8e région.
Fraenkel (Fébus), 8e région.
Halty (Jean-Baptiste), 5e région.
Hirsch (René-Victor), 7e région.
Lafon (Marie-Fernand), 9e région.
Lecoeur (Yves-Jacques), 1re région.
Léoty (Georges), 6e région.
Léveiller (Marie-Charles-Etienne-Jean), 7e région.
Loubet (Georges-Marc), 5e région.
Lubas (François), 6e région.
Luxereau (Michel-Raoul), 1re région.
Martin (Joseph), 6e région.
Mattern (Georges-Robert), 1re région.
Meyrand (Barthélémy-Louis-Marie), 8e région.
Monceau (Yves), 1re région.
Montagard (Georges-Claude), 9e région.
Osmont (Georges-Jean), 10e région.
Pointud (Paul-Louis-Damien), 8e région.
Vienne (Pierre-Louis), 1re région.
Viguier (Henri-André-Paul), 5e région.

II. — Pharmaciens

M. le pharmacien capitaine de réserve Cotte (Louis-Albert), 8e région.

MM. les pharmaciens lieutenants de réserve :

Brun (Pierre-Germain), 8e région.
Caron (Jean-Claude), 1re région.
Chanot (Pierre-Marie), 6e région.
Demarty (Lucien-Jacques), 5e région.
Lelong (Jean), 1re région.
Lemercier (Henri-François), 1re région.
Magnien (Maurice), 7e région.
Malarbet (Germain-Eugène), 7e région.
Monvoisin (Jean-Adrien-Ernest), 6e région.
M'Selati (Robert-André), 1re région.
Torregross (Emile), 10e région.

III. — Dentistes

M. le dentiste capitaine de réserve Robin (Paul-Louis-Léon), 10e région.

MM. les dentistes lieutenants de réserve :

Blanc (Henri-Auguste-Pierre), troupes du Maroc.
Calame (André-Louis), 8e région.
Genestet (Henri-Auguste), 9e région.

IV. — Officiers d'administration

MM. les capitaines d'administration de réserve :

Graves (Pierre-Michel), 1re région.
Tardis (Marcel-Charles), 5e région.

MM. les lieutenants d'administration de réserve :

Courtine (Henri-Charles-Jean), 10e région.
Gayraud (Georges), 9e région.
Louis (André-Jean), 1re région.

Décret du 2 juillet 1954 portant promotions et nominations dans les corps d'officiers de marine d'ingénieurs mécaniciens et d'officiers des équipages de la flotte.

Par décret en date du 2 juillet 1954, sont promus ou nommés dans le cadre actif :

A. — Corps des officiers de marine (service général).

Au grade de capitaine de vaisseau.

(A compter du 1er juillet 1954.)

Les capitaines de frégate :

M. Le Danlec (Jean-François-Lucien), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de vaisseau Carré, nommé contre-amiral.

M. Cabanié (Urbain-Etienne), du port de Cherbourg, en remplacement de M. le capitaine de vaisseau Brachet, nommé contre-amiral.

M. Ninot (Michel), du port de Cherbourg, en remplacement de M. le capitaine de vaisseau Antoine, nommé contre-amiral.

M. Petit (Bernard-Jean-Joseph), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de vaisseau Allix, retraité.

Au grade de capitaine de frégate.

(A compter du 1er juillet 1954.)

Les capitaines de corvette :

M. Petesch (Jean), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de frégate Lorenzi, décédé.

M. Clotteau (Pierre-Maxime-Auguste), du port de Brest, en remplacement de M. le capitaine de frégate Letemplier, retraité.

M. Cambon (Bernard-Félicien-Camille), du port de Brest, en remplacement de M. le capitaine de frégate de Roquefeuil, retraité.

M. Mordacq (René-Jules-Henri), du port de Brest, en remplacement de M. le capitaine de frégate Denis, retraité.

M. Nicaise (Pierre), du port de Lorient, en remplacement de M. le capitaine de frégate Le Dantec, promu.

M. Dupont (Paul), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de frégate Cabanié, promu.

Au grade de capitaine de corvette.

Les lieutenants de vaisseau dont les noms suivent :

(A compter du 1er juillet 1954.)

1er tour (ancienneté). M. Guerrier (Jacques-Georges), du port de Lorient, en remplacement de M. le capitaine de corvette Metzger, retraité.

2e tour (choix). M. Camussot (Georges-François), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de corvette Mérer, retraité.

1er tour (ancienneté). M. Marie (René-Joseph-Edmond), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de corvette Delègue, décédé.

M. Traonmilin (André-Auguste), du port de Brest, en remplacement de M. le capitaine de corvette Aragnol, placé en congé du personnel navigant de l'aéronautique.

1er tour (ancienneté). M. Laurent (Aimé-Francis-Ambroise-Marcel), du port de Cherbourg, en remplacement de M. le capitaine de corvette Petesch, promu.

2e tour (choix). M. Berneau (Roger-Gaston), du port de Lorient, en remplacement de M. le capitaine de corvette Clotteau, promu.

1er tour (ancienneté). M. Balligand (Pierre-Louis-Désiré), du port de Cherbourg, en remplacement de M. le capitaine de corvette Berneau, promu et maintenu hors cadres.

2e tour (choix). M. Bardet (René-Louis), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de corvette Cambon, promu.

1er tour (ancienneté). M. Blanchet (Georges-Guy), du port de Rochefort, en remplacement de M. le capitaine de corvette Mordacq, promu.

2e tour (choix). M. Guttinger (Jean-Robert-Jacques), du port de Cherbourg, en remplacement de M. le capitaine de corvette Nicaise, promu.

1er tour (ancienneté). M. Brugeille (Jean-Roland), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de corvette Dupont, promu.

2e tour (choix). M. Rossigneux (François), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de corvette Brugeille, promu et maintenu hors cadres.

1er tour (ancienneté). M. Le Goff (Yves-Louis), du port de Brest, en remplacement de M. le capitaine de corvette Consot, promu.

2e tour (choix). M. Petit (François-Ludovic-Marie-André), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de corvette Werlings, promu.

Au grade de lieutenant de vaisseau.

Les enseignes de vaisseau de 1re classe dont les noms suivent :

(A compter du 1er juillet 1954.)

3e tour (choix). M. Boillot (Bernard), du port de Toulon, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Gras, décédé.

1er tour (ancienneté). M. Brulé (Albert-André), du port de Brest, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Doé de Maindreville, décédé.

2e tour (ancienneté) (inscrit au tableau d'avancement). M. Potez (Michel-Pierre-Alfred), du port de Lorient, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Bebin, placé en non-activité pour infirmités temporaires.

3e tour (choix). M. Marguerite (Gabriel-Henri), du port de Toulon, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Maitrier, démissionnaire.

1er tour (ancienneté). M. Petit (Jean-Pierre-Marie-Philippe), du port de Toulon, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Deflassieux, démissionnaire.

2e tour (ancienneté) (inscrit au tableau d'avancement). M. Demare (Médéric), du port de Lorient, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Guerrier, promu.

3e tour (choix). M. de Gayardon de Fenoyl (Jacques-Gabriel-Marie-Ghislain), du port de Toulon, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Camussot, promu.

1er tour (ancienneté) (inscrit au tableau d'avancement). M. de Chazeaux (Jean-Jacques-Mathieu-Franc-Laurent-Marie), du port de Toulon, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Marie, promu.

2e tour (ancienneté) (inscrit au tableau d'avancement). M. Grégoire (André-Claude-Louis), du port de Toulon, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Traonmilin, promu.

3e tour (choix). M. Frit (André-Christian), du port de Toulon, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Laurent, promu.

1er tour (ancienneté) (inscrit au tableau d'avancement). M. Gagliardi (Claude-Marcel-Roger), du port de Cherbourg, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Balligand, promu.

2e tour (ancienneté) (inscrit au tableau d'avancement). M. Bodenez (Georges), du port de Brest, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Bardet, promu.

3e tour (choix). M. Carmagnol (Paul-Adrien), du port de Bizerte, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Blanchet, promu.

1er tour (ancienneté). M. de Kerros (Gérard-Joseph-Marie), du port de Brest, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Guttinger, promu.

2e tour (ancienneté). M. Croise (Maurice-Abel), du port de Cherbourg, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Rossigneux, promu.

3e tour (choix). M. Roche (Jean-Henri-Marie), du port de Lorient, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Le Goff, promu.

1er tour (ancienneté). M. Meniolle d'Haulhuille (Philippe-Marie-François-Alban), du port de Toulon, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Petit, promu.

B. — Corps des officiers de marine (cadre spécial).

Au grade de capitaine de frégate.

(A compter du 1er juillet 1954.)

Les capitaines de corvette du service général dont les noms suivent inscrits au tableau d'avancement pour le grade de capitaine de frégate du cadre spécial:

M. Cousot (Paul-Martial), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de frégate Ninot, promu.

M. Werlings (Georges-Joseph-Louis), du port de Toulon, en remplacement de M. le capitaine de frégate Petit, promu.

C. — Corps des ingénieurs mécaniciens.

Au grade d'ingénieur mécanicien en chef de 2e classe.

(A compter du 1er juillet 1954.)

M. l'ingénieur mécanicien principal Hue (Charles-Louis-Désiré), du port de Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur mécanicien en chef de 2e classe Couprie, retraité.

Au grade d'ingénieur mécanicien principal.

Les ingénieurs mécaniciens de 1re classe dont les noms suivent:

(A compter du 1er juillet 1954.)

1er tour (ancienneté). M. Claeyssens (Constant-Louis-Joseph), du port de Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur mécanicien principal Ainaud, retraité.

2e tour (choix). M. Charles (Pierre-Lucien-Joseph), du port de Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur mécanicien principal Hue, promu.

Au grade d'ingénieur mécanicien de 1re classe.

Les ingénieurs mécaniciens de 2e classe dont les noms suivent:

(A compter du 1er juillet 1954.)

2e tour (ancienneté). M. Dudouit (Pierre-Emile-Jean), du port de Brest, en remplacement de M. l'ingénieur mécanicien de 1re classe Gérard, précédemment promu.

3e tour (choix). M. Degramont (Pierre-Julien-Henri), du port de Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur mécanicien de 1re classe Mercuriot, précédemment promu.

Au grade d'ingénieur mécanicien de 2e classe.

(A compter du 1er juillet 1954.)

Les premiers maîtres mécaniciens:

M. Decugis (Lucien), mle 3768-T-33, en remplacement de M. l'ingénieur mécanicien de 2e classe Dudouit, promu.

M. Richard (Henri-Jean-François), mle 89-L-39, en remplacement de M. l'ingénieur mécanicien de 2e classe Degramont, promu.

D. — Corps des officiers des équipages de la flotte.

Au grade d'officier de 1re classe des équipages de la flotte.

Les officiers de 2e classe des équipages de la flotte dont les noms suivent:

(A compter du 1er juillet 1954.)

2e tour (choix). M. Moulinier (Robert-Louis-Marie), du port de Rochefort (pilote d'aviation), en remplacement de M. l'officier de 1re classe des équipages Tréguer, retraité.

1er tour (ancienneté). M. Guézennec (Jean), du port de Lorient (mécanicien moteurs d'avions), en remplacement de M. l'officier de 1re classe des équipages Porcheron, retraité.

2e tour (choix). M. Sarotte (Raymond), du port de Rochefort (pilote d'aviation), en remplacement de M. l'officier de 1re classe des équipages Laisné, retraité.

1er tour (ancienneté). M. Farines (Henri-Eugène-Charles), du port de Toulon (canonnier), en remplacement de M. l'officier de 1re classe des équipages Viralode, retraité.

2e tour (choix). M. Le Diascorn (Henri-Jean), du port de Brest (fourrier), en remplacement de M. l'officier de 1re classe des équipages Caudal, retraité.

1er tour (ancienneté). M. Le Moal (Jean-Marie), du port de Brest (torpilleur), en remplacement de M. l'officier de 1re classe des équipages Quillvic, retraité.

Au grade d'officier de 2e classe des équipages de la flotte.

(A compter du 1er juillet 1954.)

Le maître principal radariste d'aéro volant Laffont (Edmond-Albert), mle 385-R-39, en remplacement de M. l'officier de 2e classe des équipages Moulinier, promu.

Le maître principal canonnier Huet (Albert-Louis), mle 2661-R-31, en remplacement de M. l'officier de 2e classe des équipages Guézennec, promu.

Le maître principal canonnier Roux (Amédée-Louis), mle 123 Biz. 37, en remplacement de M. l'officier de 2e classe des équipages Sarotte, promu.

Le maître principal mécanicien électricien d'équipement d'avions Jehannin (Célestin-Théodore), mle 1610-R-37, en remplacement de M. l'officier de 2e classe des équipages Farines, promu.

Le maître principal électricien d'artillerie Morens (Jacques), mle 1145-L-37, en remplacement de M. l'officier de 2e classe des équipages Le Diascorn, promu.

Le maître principal pilote d'aviation Gobert (Victor-Gustave), mle 6280-C-44, en remplacement de M. l'officier de 2e classe des équipages Le Moal, promu.

Décret du 2 juillet 1954 portant promotions et nominations d'officiers relevant de la direction centrale des constructions et armes navales.

Par décret en date du 2 juillet 1954:

Sont promus dans le corps des ingénieurs du génie maritime et de l'artillerie navale:

(Pour compter du 1er juillet 1954.)

Au grade d'ingénieur en chef de 1re classe de l'artillerie navale.

M. l'ingénieur en chef de 2e classe Rimaltei (F.-J.), port matriculaire: Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur en chef de 1re classe Hamelin, retraité.

LISTE UNIQUE

Au grade d'ingénieur en chef de 1re classe du génie maritime et de l'artillerie navale.

M. l'ingénieur en chef de 2e classe du génie maritime Gourbillon (Ph.-P.-E.-J.), port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur en chef de 1re classe Billot, placé en congé.

M. l'ingénieur en chef de 2e classe de l'artillerie navale Monlagne (J.-A.-M.), port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur en chef de 1re classe Gourdon, retraité.

Au grade d'ingénieur en chef de 2e classe du génie maritime et de l'artillerie navale.

M. l'ingénieur principal du génie maritime Carette (A.-J.-V.), port matriculaire: Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur en chef de 2e classe Rimaltei, promu.

M. l'ingénieur principal du génie maritime Pelleray (R.-M.-G.), port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur en chef de 2e classe Gourbillon, promu.

M. l'ingénieur principal du génie maritime Allart (J.-G.-G.-L.), port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur en chef de 2e classe Pelleray, maintenu détaché en mission hors cadres.

M. l'ingénieur principal de l'artillerie navale Royer (Ch.-G.), port matriculaire: Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur en chef de 2e classe Monlagne, promu.

Au grade d'ingénieur principal du génie maritime.

Les ingénieurs de 1re classe dont les noms suivent:

(Tour choix.) M. Tabarie (F.-L.-J.), port matriculaire: Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur principal Carette, promu.

(Tour ancienneté) (1) M. Sampré (P.-O.), port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur principal Allart, promu.

(1) Figure au tableau d'avancement.

(Tour choix.) M. Barberon (P.-L.), port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur principal Boyer, promu.

(Tour ancienneté.) (1) M. Henric (H.), port matriculaire: Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur principal Rupaud, démissionnaire.

Au grade d'ingénieur de 1re classe du génie maritime.

Les ingénieurs de 2e classe dont les noms suivent:

1er tour (ancienneté) (1). M. Gueischel (G.-A.), port matriculaire: Toulon.

2e tour (ancienneté) (1). M. Bruniaux (R.-J.-P.-L.-L.), port matriculaire: Toulon.

(Tour choix.) M. Vincelot (J.-L.-Y.), port matriculaire: Toulon.

1er tour (ancienneté) (1). M. Delorme (J.-E.-A.), port matriculaire: Toulon.

2e tour (ancienneté) (1). M. Dambrine (Ch.-P.-A.), port matriculaire: Toulon.

Est nommé dans le personnel administratif de gestion et d'exécution de la marine, branche « Directions de travaux »:

(Pour compter du 1er juillet 1954.)

Au grade d'officier d'administration de 2e classe des directions de travaux.

M. Laurent (Fernand-Auguste-Ernest), stagiaire d'administration, port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. l'officier d'administration de 2e classe Estace, placé en congé hors cadres.

Sont promus dans le corps des ingénieurs des directions de travaux des constructions et armes navales:

(Pour compter du 1er juillet 1954.)

Au grade d'ingénieur en chef des directions de travaux de l'artillerie navale.

M. l'ingénieur des directions de travaux principal Sellier (L.-R.), port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur en chef des directions de travaux Guillemot, retraité.

Au grade d'ingénieur en chef des directions de travaux des constructions navales.

M. l'ingénieur des directions de travaux principal Le Lan (H.-P.), port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur en chef des directions de travaux Alquier, retraité.

Au grade d'ingénieur des directions de travaux principal de l'artillerie navale.

M. l'ingénieur des directions de travaux de 1re classe Yvinec (L.-T.-L.-M.), port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux principal Sellier, promu.

Au grade d'ingénieur des directions de travaux principal des constructions navales.

M. l'ingénieur des directions de travaux de 1re classe Bernard (L.-M.), port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux principal Le Lan, promu.

Au grade d'ingénieur des directions de travaux principal de l'artillerie navale.

Les ingénieurs des directions de travaux de 1re classe:

M. Le Lann (J.-F.), port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux principal Leterrier, retraité.

M. Rives (A.-J.-M.), port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux principal Suzineau, décédé.

LISTE UNIQUE

Au grade d'ingénieur des directions de travaux de 1re classe des constructions et armes navales.

Les ingénieurs des directions de travaux de 2e classe dont les noms suivent:

2e tour (choix). M. Durant (L.-L.-F.), port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux de 1re classe Yvinec, promu.

(Tour ancienneté.) M. Guiran (M.-A.), port matriculaire: Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux de 1re classe Bernard, promu.

1er tour (choix). M. Quéméneur (L.-F.), port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux de 1re classe Le Lann, promu.

2e tour (choix). M. Petitjean (M.-M.-E.), port matriculaire: Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux de 1re classe Rives, promu.

(Tour ancienneté.) M. Blouet (Y.-L.-M.), port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux de 1re classe Varangue, retraité.

(1) Figure au tableau d'avancement.

Sont nommés dans le corps des ingénieurs des directions de travaux des constructions et armes navales:

(Pour compter du 1er juillet 1954.)

LISTE UNIQUE

Au grade d'ingénieur des directions de travaux de 2e classe.

M. Longat (Jacques-Jean), technicien d'études et de fabrications des constructions et armes navales, spécialité: artillerie, port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux de 2e classe Durant, promu.

M. Debaecker (Claude), technicien d'études et de fabrications des constructions et armes navales, spécialité: électronicien, port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux de 2e classe Guiran, promu.

Décret du 2 juillet 1954 portant promotion d'ingénieurs de directions de travaux des travaux maritimes.

Par décret en date du 2 juillet 1954, sont promus dans le corps des ingénieurs des directions de travaux des travaux maritimes:

Au grade d'ingénieur principal des directions de travaux.

M. Bocquet (Georges), ingénieur des directions de travaux de 1re classe, port matriculaire: Brest, en réalisation d'effectifs.

M. Spinetta (Marlin), ingénieur des directions de travaux de 1re classe, port matriculaire: Cherbourg, en réalisation d'effectifs.

Décret du 2 juillet 1954 portant promotions et nomination dans le corps des ingénieurs de directions de travaux du service hydrographique de la marine.

Par décret en date du 2 juillet 1954, sont promus ou nommé dans le corps des ingénieurs des directions de travaux du service hydrographique de la marine, à compter du 1er juillet 1954:

Au grade d'ingénieur en chef des directions de travaux.

M. l'ingénieur des directions de travaux principal Brun (A.-A.), en remplacement de M. l'ingénieur en chef des directions de travaux Prader, admis à la retraite.

Au grade d'ingénieur des directions de travaux principal.

M. l'ingénieur des directions de travaux de 1re classe Millot (M.-C.), en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux principal Brun, promu.

Au grade d'ingénieur des directions de travaux de 1re classe

1er tour (ancienneté). M. l'ingénieur des directions de travaux de 2e classe Dry (J.-J.-J.), en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux de 1re classe Millot, promu.

Au grade d'ingénieur des directions de travaux de 2e classe.

M. le technicien chef de travaux d'études et de fabrications Person (J.-R.), en remplacement de M. l'ingénieur des directions de travaux de 2e classe Dry, promu.

Décret du 2 juillet 1954 portant promotions dans le corps des officiers d'administration « Comptables des matières ».

Par décret en date du 2 juillet 1954, sont promus dans le corps des officiers d'administration de la marine, branche « Comptables des matières »:

(Pour compter du 1er juillet 1954.)

Au grade d'officier en chef d'administration.

M. Gallo (Emmanuel-Joseph-Marie), officier d'administration principal, port matriculaire: Brest, en remplacement de M. Guillemot (L.-E.), admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Au grade d'officier d'administration principal.

M. Trepier (Eugène-Joseph), officier d'administration de 1re classe, port matriculaire: Toulon, en remplacement de M. Gallo (E.-J.-M.), promu.

M. Frachet (Léon-Joseph), officier d'administration de 1re classe, port matriculaire: Cherbourg, en réalisation d'effectifs.

Au grade d'officier d'administration de 1re classe.

2e tour (choix). M. Poizat (Paul-Marcel), officier d'administration de 2e classe, port matriculaire: Cherbourg, en remplacement de M. Trepier (E.-J.), promu.

1er tour (ancienneté). M. Daniel (Joseph-Jean-Baptiste), officier d'administration de 2e classe, port matriculaire: Brest, en remplacement de M. Frachet (L.-J.), promu.

2e tour (choix). M. Sellin (Louis-Albert), officier d'administration de 2e classe, port matriculaire: Brest, en remplacement de M. Daniel (J.-J.-B.), maintenu en congé de longue durée.

Décret du 2 juillet 1954 portant promotions dans le corps des officiers du commissariat de la marine et dans celui des officiers d'administration (branche « Commissariat et santé »).

Par décret en date du 2 juillet 1954:

Sont promus dans le cadre actif du corps du commissariat de la marine:

(Pour compter du 1er juillet 1954.)

Au grade de commissaire principal.

(Tour ancienneté.) M. le commissaire de 1re classe Lefèvre (Pierre-Albert-Jacques), port d'immatriculation: Toulon, en remplacement de M. le commissaire principal Caminati, précédemment admis dans le corps du contrôle de l'administration de l'aéronautique.

(Tour choix.) M. le commissaire de 1re classe Salomon (Pierre-Georges), port d'immatriculation: Toulon, en remplacement de M. le commissaire principal Fleury, placé en position de mission hors cadres.

Sont promus dans le cadre actif du corps des officiers d'administration de la marine (branche « Commissariat et santé »):

(Pour compter du 1er juillet 1954.)

Au grade d'officier d'administration principal.

M. l'officier d'administration de 1re classe Moguerou (Georges-Frédéric-François), port d'immatriculation: Toulon, en remplacement de M. l'officier d'administration principal Pessalles, placé en position de mission hors cadres.

Au grade d'officier d'administration de 1re classe.

2e tour (choix). M. l'officier d'administration de 2e classe Boire (Joseph-Louis), port d'immatriculation: Lorient, en remplacement de M. l'officier d'administration de 1re classe Moguerou, promu.

Décret du 5 juillet 1954 portant élévation à la dignité de grand officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 5 juillet 1954, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées, vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur en date du 11 mai 1954, portant que l'élévation du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlement en vigueur, est élevé à la dignité de grand officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur, pour prendre rang de la date du décret (sans traitement):

Maroselli (Don-Jean-André), colonel de réserve; 40 ans 9 mois 13 jours de services, 7 ans 3 mois 29 jours de campagnes, 1 blessure de guerre, 7 citations. Commandeur de la Légion d'honneur du 22 août 1916.

Session extraordinaire du conseil de revision de la classe 1954.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée (1);

Vu la loi no 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée (2);

Vu le décret du 24 mars 1953 relatif à la formation de la classe 1954 (3);

Vu l'arrêté du 24 mars 1953 relatif au recensement et à la revision des jeunes gens de la classe 1954 (4),

Arrête:

Art. 1er. — La session extraordinaire du conseil de revision de la classe 1954 se tiendra le 21 juillet 1954.

Au cours de cette session seront examinées les demandes de sursis d'incorporation qui n'ont pu être formulées précédemment par les jeunes gens ayant participé aux opérations de recrutement de l'armée avec la classe 1954 ou avec la classe 1953 et qui n'ont pas encore été appelés sous les drapeaux.

Art. 2. — Le gouverneur général de l'Algérie, les résidents généraux de France en Tunisie et au Maroc et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 juin 1954.

PIERRE KOENIG.

Fixation du rang d'ancienneté des enseignes de vaisseau de 2e classe et ingénieurs mécaniciens de 3e classe ayant satisfait aux examens de sortie de l'école d'application en 1954.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), en date du 29 juin 1954:

Le rang d'ancienneté définitif des enseignes de vaisseau de 2e classe ayant satisfait aux examens de sortie de l'école d'application en 1954 est fixé comme suit:

(Pour prendre rang du 1er octobre 1952.)

MM.
Merveilleux du Vignaux (Michel-Jean-Marie-Etienne), du port de Toulon.
Goupil (Yves-Jean-Marie-Marcel), du port de Toulon.
Bétermier (Jean-Joseph-Gaston), du port de Toulon.
De Roux (Gabriel-Jean-Marie-Joseph), du port de Toulon.
Vignon (Jean-Charles-André), du port de Toulon.
De Langre (Ghislain), du port de Toulon.
Goubelle (Henri), du port de Toulon.
Clisson (Jacques-Paul-Alexis-Pierre), du port de Toulon.
O'Byrne (Gabriel-Henri-Maurice-Joseph), du port de Toulon.
Hardy (Jacques-Georges-André), du port de Toulon.
Dyèvre (Armel), du port de Toulon.
Lanne (Pierre-Gabriel-Joseph), du port de Toulon.
Huillard (Philippe-Louis-Joseph), du port de Toulon.
Démoulin (Pierre-Paul-Marie-Rémi-Martial), du port de Toulon.
Sonier (André-Eugène), du port de Toulon.
Guillaume (François-Louis), du port de Toulon.
Delort-Laval (Bruno), du port de Toulon.
Bréhan (Yves-Pierre-Emile-Marie), du port de Toulon.
Angélini (Jean-Baptiste), du port de Toulon.
Pichevin (Bernard-Jean-Roger), du port de Toulon.
Francesetti (Albert-Jean), du port de Toulon.
Macary (Jean-Louis-Marie-Albert), du port de Toulon.
Charveriat (François-Joseph-Marie-Philippe), du port de Toulon.
Déraud (Alain), du port de Toulon.
Bouteiller (André-Maurice-Maxime-Joseph), du port de Toulon.
Leménl (Alexandre-Emile-Paul), du port de Toulon.
Bordier (Yvon), du port de Lorient.
Barnaud (Dominique-Marie-Jean), du port de Toulon.
Ponselle (Jacques-Frédéric-Georges), du port de Toulon.
Le Bars (Jean-Eugène), du port de Toulon.
Adam (Jean-Jacques-Claude), du port de Toulon.
Fèvre (Philippe-Louis-Jean-Henri), du port de Toulon.
Cousin (Hubert-Marie-Emile-Marcel), du port de Toulon.
Dard (Philippe-Charles-André), du port de Toulon.
Bellego (Pierre-Joseph), du port de Lorient.
Noel (Yvan-Paul), du port de Toulon.
Du Pouget de Nadaillac (Sigismond-Jean-Jacques-Arnault), du port de Toulon.
Guillemet (Philippe-Henri), du port de Toulon.
Consturié (Hugues-Pierre-Paul), du port de Toulon.
Glénard (Maurice-Emile-Marie-Antoine), du port de Toulon.
Caillet (Georges-Firmin), du port de Toulon.
Contant (Jacques-Jean-Paul), du port de Toulon.
Florimond (Jacques-Emile), du port de Toulon.
Marie (Jean-Pierre), du port de Toulon.
Nivelle (Philippe-Marcel-Jean-André), du port de Toulon.
Le Pichon (Hervé-Marie-Louis-Henri), du port de Toulon.
Auffray (Eugène-Léon-Marie-Mathurin), du port de Toulon.
Colin de Verdière (Yves-François-Marie), du port de Toulon.
Jupont (Serge-Jean-Robert), du port de Toulon.
Moutard (Claude-François-Jean-Baptiste-Louis), du port de Toulon.
Thomas (Hubert-Roger), du port de Toulon.
Labesse (Jean-Paul-Henri), du port de Toulon.
Massot (François), du port de Toulon.
Pélissier (Roland-Michel), du port de Toulon.
Furaut (Joseph-François), du port de Brest.
Deluzarches (Gilbert-Jean-Baptiste-Pierre), du port de Toulon.
Du Chouchet (Jean-Marie-Pierre-Jules), du port de Toulon.

(1) *B. O.*, E. M., volume 68.
(2) *J. O.* du 1er décembre 1950; *B. O.*, p. p., page 3606.
(3) *J. O.* des 30 et 31 mars 1953; *B. O.*, p. l., page 301.
(4) *J. O.* des 30 et 31 mars 1953; *B. O.*, p. l., page 302.

Froissart (Charles), du port de Toulon.
Gagelin (Hubert-Maurice), du port de Toulon.
Wauters (Jean-Paul-Arthur), du port de Toulon.
Belot (Jacques-Jean-Victor), du port de Toulon.
De Champeaux de La Boulaye (Philippe), du port de Toulon.
Guyader (Henri-Victor-Joseph), du port de Toulon.
Barthes (Michel-Guy-Marie), du port de Toulon.
Arnal (Jean-Antoine), du port de Toulon.
Crenn (Alain), du port de Toulon.
Gard'homme (Pierre-Dominique-François), du port de Toulon.
Fays (Pierre-Gustave), du port de Toulon.
Robaglia (Camille), du port de Toulon.
Bodin (Jacques-Marie-Jean), du port de Toulon.
Galloy (Jacques), du port de Toulon.
Laurent (Henri-Georges-Auguste), du port de Toulon.
Jumelet (Gérard-Albert), du port de Toulon.
De Montely (Christian-Marie-Thibaut), du port de Toulon.
Mieg (Mathieu-André-Alfred), du port de Toulon.
Houette (Bernard-François-Marie-Georges), du port de Toulon.
Barbier (Bernard-Marie), du port de Toulon.
Provencal (Lucien-Jean-Louis), du port de Toulon.
Renard (Jean-Patrice-Vincent), du port de Toulon.
Faurie (Jean-Maurice), du port de Toulon.
De Landes de Saint-Palais d'Aussac (Jacques-Marie-Louis), du port de Toulon.
Clérivet (Joseph-Michel-Mathurin), du port de Brest.
Bréhier (François-Emile-Jacques), du port de Toulon.
Guérin (Régis-Marie-Adrien-Hubert), du port de Toulon.
Brocard (Jacques-Michel-Henri-Rodolphe), du port de Toulon.
Servin (Hervé-Jean-Lucien), du port de Toulon.
Corfec (Paul), du port de Toulon.

Le rang d'ancienneté définitif des ingénieurs mécaniciens de 3e classe ayant satisfait aux examens de l'école d'application en 1954 est fixé comme suit:

(Pour prendre rang du 1er octobre 1952.)

MM.
Reynes (Louis-Joseph), du port de Toulon.
Blum (Paul-André), du port de Toulon.
Perrier (Pierre-André), du port de Toulon.
Gagneux (Jean-Louis-Georges), du port de Toulon.
Torrin (Maurice-Joseph), du port de Toulon.
Chaillon (Yves-Jean-Marie), du port de Toulon.
Clairembault (Henri-Pierre-Jacques), du port de Toulon.
Dos (Maurice-Hippolyte-Jacques), du port de Toulon.
Schéhin (Germain-Henri), du port de Toulon.
Bertran (Pierre-Joseph-Jacques), du port de Toulon.
Massou (Jean-Robert), du port de Toulon.
Le Bot (Guy-François), du port de Toulon.
Toni (Jean-Ernest-Baptistin), du port de Toulon.
Gaudin (Ramon-Marie), du port de Toulon.
Kerriou (René), du port de Toulon.
Derrien (Raymond-Louis-Marie), du port de Toulon.
Rivière (Guy-Jean), du port de Toulon.
Bernard (Michel), du port de Toulon.
De Quelen (Louis-Joseph), du port de Toulon.
Bovis (Raymond-Fortuné-Albert-Gustave), du port de Toulon.
Rouis (Jacques-Jean-Victor), du port de Toulon.
Beyer (Bernard-Maurice-Luc), du port de Toulon.
Ségalen (Jean-Simon-Louis), du port de Toulon.

Techniciens d'études et de fabrications (guerre).

INTÉGRATION DANS LES GRADES DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX SPÉCIAUX DU SERVICE DE L'INTENDANCE ET DU SERVICE DE SANTÉ

Par arrêté du 12 mai 1954, les personnels titulaires des directions de l'intendance et de la santé dont les noms suivent sont nommés et titularisés, à compter du 1er janvier 1954, dans le grade de technicien chef de travaux du corps de techniciens d'études et de fabrications des travaux spéciaux du service de l'intendance et du service de santé; leur classement d'intégration et leur ancienneté dans le nouvel échelon s'établissent comme il suit:

A la classe exceptionnelle (1er échelon).

M. Tetard (Alexandre), direction du service de santé, 5 ans 6 mois.

A la classe normale (3e échelon).

M. Chevalier (Pierre), direction de l'intendance, 9 mois.
M. Jaggi (Louis), direction de l'intendance, néant.

Par arrêté du 12 mai 1954, les personnels titulaires de la direction de l'intendance et de la santé dont les noms suivent sont nommés et titularisés, à compter du 1er janvier 1954, dans le grade de technicien du corps de techniciens d'études et de fabrications des travaux spéciaux du service de l'intendance et du service de santé; leur classement d'intégration et leur ancienneté dans le nouvel échelon s'établissent comme il suit:

Au 7e échelon.

M. Bosseur (Alphonse), direction de l'intendance, 7 ans.
M. Droubaix (Arthur), direction du service de santé, néant.
M. Fourreau (Louis), direction de l'intendance, 6 ans 6 mois.
M. Gambier (Jean), direction de l'intendance, néant.
M. Gaube (Marcel), direction de l'intendance, 12 ans 9 mois.
M. Le Bars (Yves), direction du service de santé, néant.
M. Neveu (Nestor), direction de l'intendance, 2 ans.
M. Thuard (Gaston), direction du service de santé, 5 mois 9 jours, dont 24 jours de services militaires et assimilés.
M. Vial (Lucien), direction du service de santé, 3 ans 9 mois.

Au 6e échelon.

M. Bens (Ernest), direction du service de santé, 1 an.
M. Beurier (Louis), direction du service de santé, 1 an 1 mois 12 jours, dont 1 mois 12 jours de services militaires et assimilés.
M. Combes (Jean), direction du service de santé, 8 mois 2 jours, dont 1 mois 9 jours de services militaires et assimilés.

Au 5e échelon.

M. Boudet (Louis), direction de l'intendance, 6 mois.
M. Gaubert (Eloi), direction de l'intendance, 1 an.
M. Gros (Henri), direction de l'intendance, 9 mois.
M. Guern (François), direction de l'intendance, 7 mois 15 jours.
M. Nicolas (Auguste), direction de l'intendance, 7 mois 15 jours.
M. Pertus (Camille), direction de l'intendance, 9 mois.
M. Tanguy (Louis), direction de l'intendance, 10 mois 15 jours.

Au 4e échelon.

M. Boissier (Albert), direction de l'intendance, 4 ans 1 mois 15 jours.
M. Clanet (Marcel), direction de l'intendance, 6 mois 23 jours.
M. Frizzi (André), direction du service de santé, 4 mois 15 jours.
M. Hermange (Claude), direction de l'intendance, 7 ans 6 mois.
M. Labbe (Eugène), direction du service de santé, 2 mois 8 jours.
M. Mayousse (Gaston), direction du service de santé, 7 ans 3 mois 23 jours.
M. Muller (René), direction de l'intendance, 1 an 6 mois.
M. Quiles (Thomas), direction du service de santé, 9 ans 4 mois 15 jours.
M. Rance (Camille), direction du service de santé, 6 mois 23 jours.
M. Rochepeau (Eugène), direction du service de santé, 9 ans 4 mois 15 jours.
M. Rogissart (Lucien), direction de l'intendance, 3 ans 4 mois 15 jours.
M. Texier (Victor), direction de l'intendance, 3 ans 2 mois 8 jours.
M. Tuloup (Marcel), direction du service de santé, 7 ans 10 mois 15 jours.
Mme Vienne (Charlotte), direction de l'intendance, 9 mois.

Au 3e échelon.

M. Fromont (Emile), direction du service de santé, 3 mois.
M. Jas (François), direction du service de santé, 1 an 6 mois.
M. Moncet (Emile), direction du service de santé, 4 mois 1 jour, dont 2 mois 16 jours de services militaires et assimilés.
M. Raimbault (Fernand), direction de l'intendance, 4 ans.
M. Storhaye (Lucien), direction du service de santé, 1 an 1 mois 4 jours, dont 4 mois 4 jours de services militaires et assimilés.
M. Tendero (Louis), direction de l'intendance, 6 mois.

Au 2e échelon.

M. Blot (Henri), direction du service de santé, 10 mois 25 jours, dont 4 mois 25 jours de services militaires et assimilés.
M. Charon (Auguste), direction de l'intendance, 6 mois 6 jours.
M. Gelebart (Yves), direction du service de santé, 1 an 4 mois, dont 10 mois de services militaires et assimilés.
M. Novara (Louis), direction du service de santé, 2 ans 11 mois 23 jours, dont 11 mois 23 jours de services militaires et assimilés.
M. Salba (René), direction de l'intendance, 2 ans.
M. Thion (Pétrus), direction du service de santé, 10 mois 12 jours, dont 4 mois 12 jours de services militaires et assimilés.

Au 1er échelon.

M. Baumann (Albert), direction du service de santé, 2 ans.
M. Dagnaud (Marcel), direction du service de santé, 2 ans 11 mois 21 jours, dont 11 mois 11 jours de services militaires et assimilés.
M. Gendraud (Roger), direction du service de santé, 3 ans 6 mois 15 jours, dont 1 an 6 mois 15 jours de services militaires et assimilés.
M. Maillard, direction du service de santé, 2 ans.
M. Sautel (Joseph), direction de l'intendance, 3 ans.
Mme Stevenot, née Mancois (Marie-Louise), direction du service de santé, 2 ans.
M. Thomas (Louis), direction du service de santé, 1 an 7 mois 1 jour, dont 1 mois et 1 jour de services militaires et assimilés.

Adjoint.

Mme Briant (Nina), direction de l'intendance, 3 ans.
M. Chaleil (Marcel), direction de l'intendance, 4 ans.
M. Dedican (Milarion), direction de l'intendance, 2 ans.
M. Faugeras (Joseph), direction de l'intendance, 3 ans.
M. Hesse (Eugène), direction de l'intendance, 3 ans.
M. Lerondeau (Lucien), direction de l'intendance, 3 ans.
M. Pressac (René), direction de l'intendance, 3 ans.
M. Rivière (Marcel), direction de l'intendance, 2 ans.

INTÉGRATION DANS LES GRADES DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX DE LABORATOIRE DES SERVICES DE L'INTENDANCE, DU GÉNIE, DU MATÉRIEL ET DE LA SANTÉ

Par arrêté du 12 mai 1954, les personnels titulaires de la direction de l'intendance dont les noms suivent sont nommés et titularisés à compter du 1er janvier 1954 dans le grade de technicien du corps de techniciens d'études et de fabrications des travaux de laboratoire des services de l'intendance, du génie, du matériel et de la santé, leur classement d'intégration et leur ancienneté dans le nouvel échelon s'établissent comme il suit:

Au 4e échelon.

M. Lecrivain (Roland), 2 ans 6 mois.

Au 1er échelon.

M. Deremy (René), 2 ans.

Adjoint.

Mlle Dumain (Jacqueline), 2 ans 6 mois.
Mlle Faucquembergue (Denise), 2 ans 6 mois.
Mlle Tartaroli (Andrée), 2 ans 6 mois.

INTÉGRATION DANS LES GRADES DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX MÉCANIQUES DES SERVICES DES TRANSMISSIONS, DE L'INTENDANCE, DU GÉNIE, DU MATÉRIEL ET DE LA SANTÉ.

Par arrêté du 12 mai 1954 les personnels titulaires des directions des transmissions, de l'intendance, du génie, du matériel et de la santé dont les noms suivent sont nommés et titularisés à compter du 1er janvier 1954 dans le grade de technicien chef de travaux du corps de techniciens d'études et de fabrications des travaux mécaniques des services des transmissions, de l'intendance, du génie, du matériel et de la santé; leur classement d'intégration et leur ancienneté dans le nouvel échelon s'établissent comme il suit:

A la classe exceptionnelle (2e échelon).

M. Marhic (Louis), direction du matériel, 2 ans 9 mois.
M. Martin (Lucien), direction du matériel, 4 ans 3 mois.

A la classe exceptionnelle (1er échelon).

M. Berlin (Albert), direction du matériel, 2 ans 6 mois.
M. Bourdais (Maurice), direction du service de santé, 6 ans 6 mois.
M. Brezol (André), direction du service de santé, 6 ans 6 mois.
M. Cesard (Victor), direction du service de santé, 5 ans 6 mois.
M. de Bourguignon (Lucien), direction du matériel, 2 ans 3 mois.
M. de Permentier (Charles), direction du matériel, 6 ans 6 mois.
M. Duval (Roger), direction du matériel, 1 an 3 mois.
M. Knoll (Marcel), direction du génie, 2 ans 6 mois.
M. Poupon (Jean), direction du matériel, 5 ans.
M. Robert (Edmond), direction de l'intendance, 2 ans 6 mois.

A la classe normale (3e échelon).

M. Bernard (Lucien), direction du matériel, 1 an.
M. Bilard (Gaston), direction de l'intendance, néant.
M. Caussin (Georges), direction du matériel, 2 ans.
M. Drouault (Georges), direction du matériel, 4 ans.
M. Genova (Joseph), direction du matériel, 3 mois.
M. Geraudie (Baptiste), direction du matériel, 1 an.
M. Guillou (Louis), direction du matériel, 1 mois 15 jours.
M. Gourdon (Paul), direction du matériel, 9 mois.
M. Jaloux (Aimé), direction du matériel, néant.
M. Laborne (Georges), direction du génie, 1 an.
M. Laurencin (Joseph), direction du matériel, 1 an 3 mois.
M. Mazzi (Georges), direction de l'intendance, néant.
M. Poirier (Henri), direction de l'intendance, néant.
M. Riguet (Jean), direction des transmissions, 1 an 3 mois.
M. Tual (Pierre), direction du matériel, 1 an.
M. Vanderhaegen (Edmond), direction du matériel, 9 ans 10 mois 26 jours.

A la classe normale (2e échelon).

M. Depaux (André), direction du matériel, 6 mois.
M. Jobet (Henri), direction du matériel, 7 mois 15 jours.
M. Gautier (André), direction du matériel, 6 mois.
M. Marty (Hippolyte), direction du matériel, néant.
M. Rassie (Germain), direction du matériel, néant.

A la classe normale (1er échelon).

M. Besson (Guy), direction de l'intendance, 4 ans.
M. Pellicer (Lucien), direction du matériel, 3 ans.
M. Pipart (Georges), direction de l'intendance, 3 ans.
M. Rose (Daniel), direction du matériel, 3 ans.

Par arrêté du 12 mai 1954 les personnels titulaires des directions des transmissions, de l'intendance, du génie, du matériel et de la santé dont les noms suivent sont nommés et titularisés à compter du 1er janvier 1954 dans le grade de technicien du corps des techniciens d'études et de fabrications des travaux mécaniques des services des transmissions, de l'intendance, du génie, du matériel et de la santé; leur classement d'intégration et leur ancienneté dans le nouvel échelon s'établissent comme il suit:

Au 7e échelon.

M. Aumeunier (Raoul), direction du service de santé, 10 ans.
M. Baudouin (Christian), direction du génie, 10 mois 15 jours.
M. Baumard (René), direction du matériel, 2 ans.
M. Baumont (Abel), direction du matériel, néant.
M. Blot (Noël), direction du matériel, 6 mois.
M. Brault (Paul), direction du matériel, 2 ans.
M. Chassagne (Jean-Baptiste), direction du matériel, 4 ans 9 mois.
M. Claiche (Nicolas), direction du matériel, 4 mois 15 jours.
M. Collet (Charles), direction du matériel, 1 an 3 mois.
M. Dejoux (André), direction du service de santé, néant.
M. Devinat (Jean-Baptiste), direction du génie, 2 ans 9 mois.
M. Diverres (Joseph), direction du génie, 8 ans 6 mois.
M. Dredemis (Edouard), direction du matériel, néant.
M. Expert (Marcel), direction du matériel, 3 mois.
M. Faucon (André), direction du matériel, néant.
M. Fourmann (André), direction du matériel, 3 mois.
M. Garcia (Marcel), direction du matériel, 3 ans 2 mois 24 jours.
M. Gasraud (Gustave), direction du matériel, 1 an 3 mois.
M. Gaudron (Paul), direction de l'intendance, 23 ans 6 mois.
M. Gerne (Georges) direction du matériel, néant.
M. Karpinski (Olivier), direction du matériel, 4 mois 15 jours.
M. Lajeanne (Roger), direction du matériel, 3 mois.
M. Landaret (Antoine), direction du matériel, 3 ans 2 mois 24 jours.
M. Marchandot (Henri), direction du matériel, 1 mois 15 jours.
M. Maur (Maurice), direction du matériel, néant.
M. Moscardo (Antoine), direction du matériel, néant.
M. Noiselet (Louis), direction du matériel, 2 ans.
M. Piedelièvre (Charles), direction du matériel, 2 ans.
M. Potentier (Emile), direction du matériel, 8 ans 9 mois.
M. Quenaudon (René), direction du matériel, 2 ans.
M. Thibet (Marc), direction du matériel, néant.
M. Thil (Adolphe), direction du matériel, 1 an 3 mois.
M. Touin (Ange), direction du matériel, 3 mois.
M. Troussier (Gabriel), direction du matériel, 7 mois 15 jours.

Au 6e échelon.

M. Cochet (Louis), direction du service de santé, 2 ans 3 mois dont 11 mois de services militaires et assimilés.
M. Defendini (Barthélémy), direction du matériel, 2 ans 6 mois.

Au 5e échelon.

M. Bageot (André), direction du matériel, 3 ans.
M. Beaubois (Pierre), direction des transmissions, 2 ans.
M. Boulay (Gilbert), direction du matériel, 1 an 9 mois.
M. Bouly (René), direction du matériel, 10 mois 15 jours.
M. Charliat (Léon), direction du matériel, 1 an, 3 mois.

M. Chourot (Robert), direction de l'intendance, 10 mois, 15 jours.
M. Citron (Georges), direction du matériel, 9 mois.
M. Foussier (Henri), direction du matériel, 7 mois.
M. Franc (Jean), direction du matériel, 2 ans.
M. Gagnat (Raymond), direction du matériel, 1 an 3 mois.
M. Gondolff (René), direction de l'intendance, 1 an.
M. Lamy (Marcel), direction du matériel, 2 ans.
M. Lion (Eugène), direction du génie, 1 an 3 mois.
M. Nicolas (Georges), direction de l'intendance, 9 mois.
M. Parriaux (André), direction du matériel, 4 mois 15 jours.
M. Roullet (Lucien), direction de l'intendance, 1 an.
M. Vallée (Julien), direction du matériel, 3 ans.
M. Viou (Roger), direction des transmissions, 7 mois.

Au 1er échelon.

M. Amouroux (Jean), direction du matériel, néant.
M. Baudoin (Henri), direction du matériel, 3 ans 4 mois 15 jours.
M. Bourgeat (Henri), direction du matériel, néant.
M. Charasse (Fernand), direction du matériel, 5 mois 28 jours.
M. Chevrier (Emile), direction du matériel, 2 ans 27 jours.
M. Colinet (Gaston), direction du service de santé, 3 ans, 11 mois, 8 jours.
M. Desautel (Raymond), direction du matériel, 1 mois 11 jours.
M. Doutre (Adrien), direction du matériel, 11 mois 12 jours.
M. Dusouil (André), direction du matériel, 12 ans, 10 mois, 15 jours.
M. Espanet (Elie), direction du matériel, 6 ans 11 mois 7 jours.
M. Fargeot (Pierre), direction du service de santé, 3 mois.
M. Fromonteil (Albert), direction du matériel, 8 mois 6 jours.
M. Garroux (Louis), direction du matériel, néant.
M. Gaulier (Louis), direction du matériel, 2 ans 2 mois 13 jours.
M. Gros (Henri), direction du matériel, néant.
M. Grossin (Georges), direction des transmissions, 2 mois 4 jours.
M. Guignard (Maxime), direction du matériel, 9 ans.
M. Guilpart (Jean), direction du matériel, 3 ans 2 mois 7 jours.
M. Heyer (Adolphe), direction du matériel, 4 ans 1 mois 15 jours.
M. Hildebert (Gilbert), direction du matériel, 9 mois.
M. Hipolyte (Henri), direction du matériel, 6 ans 9 mois.
M. Jambon (Marius), direction du matériel, 12 ans 9 mois.
M. Jarnot (Ferdinand), direction du matériel, 8 ans 3 mois.
M. Lagorsse (Gabriel), direction du matériel, 3 ans.
M. Lambert (André), direction du matériel, néant.
M. Langlet (Georges), direction du matériel, néant.
M. Latasle (Toussaint), direction du génie, 5 ans 3 mois.
M. Llanes (Etienne), direction du matériel, 4 ans 8 mois 7 jours.
M. Lopez (Raymond), direction du matériel, néant.
M. Lucchesi (Paulin), direction du matériel, 4 mois 15 jours.
M. Magnaud (François), direction du matériel, 3 mois.
M. Maguin (Charles), direction du matériel, 1 an 10 mois 15 jours.
M. Marin (Lucien), direction des transmissions, 1 an 10 mois 15 jours.
M. Martinez (Emile), direction du matériel, néant.
M. Massin (Alphonse), direction du matériel, 3 ans 11 mois 7 jours.
M. Moreau (Lucien), direction du matériel, 7 mois 6 jours.
M. Nadin (René), direction du matériel, 1 an 1 mois 15 jours.
M. Pinardel (Léonard), direction du matériel, 7 ans 6 mois.
M. Pinault (André), direction du matériel, 8 ans 9 mois 22 jours.
M. Pintrand (Alexis), direction du matériel, 9 ans.
M. Pitra (Marius), direction du matériel, 9 mois 5 jours.
M. Robert (Raymond), direction du matériel, néant.
M. Ruiz (Jean), direction du matériel, néant.
M. Sibil (Emile), direction du matériel, 4 ans 1 mois 15 jours.
M. Simon (Gaston), direction du matériel, 13 ans 6 mois.
M. Sohnlen (André), direction du matériel, néant.
M. Talbot (Pierre), direction du matériel, 2 ans 8 mois 25 jours.
M. Touchard (Emile), direction du génie, 1 an 1 mois 15 jours.
M. Vaineau (Gabriel), direction de l'intendance, 1 an 6 mois.
M. Van Bastelaere (Edmond), direction du matériel, 1 an 1 mois 15 jours.

Au 3e échelon.

M. Adam (Frédéric), direction du matériel, 1 an 4 mois 20 jours.
M. Antonini (Lucien), direction du matériel, 7 mois 11 jours.
M. Barthélemy (Jean), direction du matériel, 7 mois 4 jours.
M. Boutlier (Henry), direction de l'intendance, 1 an.
M. Chabanel (Gilbert), direction du service de santé, 7 mois 15 jours.
M. Cirode (Fernand), direction du matériel, 2 ans 4 mois 21 jours.
M. Clerget (Paul), direction du matériel, 5 mois 23 jours.
M. Coudouin (Jean), direction du matériel, 1 an 1 mois 22 jours.
M. Coutelier (Gabriel), direction du matériel, 1 an 9 mois 25 jours.
M. Debernardi (Jean), direction du matériel, 1 an.
M. Delaunay (Jean), direction du matériel, 8 mois 10 jours.
M. Desains (Raymond), direction du matériel, 7 mois 15 jours.
M. Duche (Albert), direction du matériel, 4 mois 19 jours.
M. Fontanel (Charles), direction du matériel, 1 an 10 mois 5 jours.
M. Genet (Georges), direction des transmissions, 2 ans 7 mois 12 jours.
M. Gentil (Pierre), direction du matériel, 2 mois 15 jours.
M. Glatin (Achille), direction du matériel, 1 an 10 mois 11 jours.
M. Grosdemange (Pierre), direction du matériel, 4 mois 15 jours.
M. Guitton (Henri), direction des transmissions, 11 mois 9 jours.
M. Herrault (Albert), direction du matériel, 3 mois 22 jours.
M. Isenboeck (Engelbert), direction des transmissions, 8 mois 18 jours.
M. Lelievre (Ernest), direction du matériel, 10 mois 16 jours.
M. Leton (Raymond), direction de l'intendance, 7 mois 15 jours.
M. Limousin (Gaston), direction du matériel, 3 mois 29 jours.
M. Mace (Edgard), direction du matériel, 7 mois 20 jours.
M. Maratrat (Emile), direction du matériel, 5 mois 16 jours.
M. Marquie (Guillaume), direction du matériel, 6 mois 1 jour.
M. Meunier (Henri), direction du matériel, 2 ans 21 jours.
M. Misseri (Sauveur), direction du matériel, 2 ans 5 mois 1 jour.
M. Portes (Jean), direction du matériel, 8 mois 7 jours.
M. Talaia (Humbert), direction de l'intendance, 2 ans 9 mois.
M. Torche (Armand), direction du matériel, 10 mois 19 jours.
M. Vaillant (Louis), direction du matériel, 8 mois 16 jours.
M. Zillich (René), direction de l'intendance, 9 mois.

Au 2e échelon.

M. Ausias (Pierre), direction du matériel, 2 ans 5 mois 11 jours.
M. Bachevalier (Paul), direction du matériel, 15 jours.
M. Bailly (Georges), direction du matériel, 2 ans 11 mois 11 jours.
M. Baratier (Henri), direction du matériel, 1 an 6 mois.
M. Bilard (Joseph), direction des transmissions, 2 ans 11 mois 12 jours.
M. Boniface (Edmond), direction du matériel, 19 jours.
M. Bouvet (André), direction du génie, 6 mois.
M. Caprile (Auguste), direction du matériel, 2 ans 5 mois 21 jours.
M. Charpentier (Roger), direction du matériel, 2 ans 2 mois.
M. Devens (Jean), direction du matériel, 28 jours.
M. Erlos (Antoine), direction du matériel, 8 mois 18 jours.
M. Ferrand (René), direction du matériel, 9 mois.
M. Gatelet (Jules), direction du matériel, 1 an 6 mois 15 jours.
M. Gautron (Albert), direction de l'intendance, 6 mois.
M. Geneste (Ernest), direction du matériel, 5 mois 14 jours.
M. Girault (Jean), direction des transmissions, 2 ans 10 mois 14 jours.
M. Guerrero (Jean), direction du matériel, 2 ans 6 mois.
M. Guibard (Georges), direction du matériel, 1 an.
M. Guillaumond (Paul), direction du matériel, 6 mois 10 jours.
M. Huber (Albert), direction de l'intendance, 1 an 9 mois 25 jours.
M. Joly (Henri), direction du matériel, 7 mois 5 jours.
M. Lefevre (Carmen), direction du matériel, 9 mois 11 jours.
M. Legrain (Marcel), direction du matériel, 2 ans 8 mois 20 jours.
M. Lesaux (Jean), direction du matériel, 2 ans 1 mois 15 jours.
M. Luc (Charles), direction du matériel, 9 mois.
M. Magotte (Félix), direction du matériel, 3 ans.
M. Nava (Marcel), direction du matériel, 1 an 3 mois.
M. Oms (René), direction du matériel, 3 ans.
M. Pages (André), direction du matériel, 1 mois 16 jours.
M. Pascaux (Louis), direction du matériel, 1 an 6 mois.
M. Paulen (René), direction du matériel, 2 ans 5 mois 23 jours.
M. Picard (André), direction du matériel, 3 ans.
M. Richard (Georges), direction du génie, 1 an.
M. Sabatier (Charles), direction du matériel, 2 ans 6 mois.
M. Salettes (Jean), direction du matériel, 8 mois 7 jours.
M. Suire (Marcel), direction du matériel, 3 ans.
M. Teilliez (Edouard), direction du matériel, 2 ans 8 mois 28 jours.
M. Thal (Louis), direction du matériel, 2 ans 1 mois 6 jours.
M. Viehl (Joseph), direction du matériel, 3 ans.

Au 1er échelon.

M. Bresson (René), direction du matériel, 2 ans 6 mois.
M. Coquema (André), direction du matériel, 1 an 3 mois.
M. Doron (Edouard), direction de l'intendance, 1 an 6 mois 20 jours.
M. Dureuil (Georges), direction du matériel, 1 an 8 mois 11 jours.
M. Nicollet (Antoine), direction du matériel, 1 an 11 mois 6 jours.
M. Rosiers (Jean-François), direction du matériel, 2 ans 5 mois 11 jours.

Adjoint.

M. Bertrand (Marcel), direction des transmissions, 2 ans.
M. Boulle (Maurice), direction de l'intendance, 3 ans.
M. David (François), direction du génie, 3 ans.
M. Gagneux (Joseph), direction de l'intendance, 2 ans 7 mois 15 jours.
M. Lefebvre (Fernand), direction de l'intendance, 3 ans.
M. Nikaes (Charles), direction du génie, 1 an 3 mois.

INTÉGRATION DANS LES GRADES DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATION DES TRAVAUX DU BATIMENT DU SERVICE DU GÉNIE

Par arrêté du 13 avril 1954, les personnels titulaires du service du génie dont les noms suivent sont nommés et titularisés à compter du 1er janvier 1954 dans le grade de technicien chef de travaux du corps de techniciens d'études et de fabrications des travaux du bâtiment du service du génie, leur classement d'intégration et leur ancienneté dans le nouvel échelon s'établissent comme il suit:

A la classe exceptionnelle (2e échelon).

M. Guillaumie (Roger), 2 ans.
M. Petit (René-Charles-André), 2 ans.
M. Unal (Georges), 6 ans.

A la classe exceptionnelle (1er échelon).

M. Fontaine (Marcel), 4 ans, 2 mois, 6 jours, dont 11 mois, 6 jours de services militaires et assimilés.
M. Girard (Marc), 2 ans, 6 mois.
M. Greffier (Charles), 3 ans.
M. Mandroux (Eugène-Denis-Agénor), 6 ans, 3 mois.
M. Mathieu (Marcel), 3 ans, 6 mois.
M. Ranchon (Jean), 6 ans, 3 mois.
M. Soleres (Jean), 6 ans, 6 mois.
M. Telmon (Ernest), 6 ans.
M. Viguier (Emile), 6 ans, 6 mois.

A la classe normale (3e échelon).

M. Baucheron (Robert), néant.
M. Beaumont (Alexandre), 1 an, 4 mois de services militaires et assimilés.
M. Bedu (Pierre), néant.
M. Brochier (Antonin), néant.
M. Casile (Antoine), néant.
M. Chevillot (Marcel), néant.
M. Delabie (Jean), 1 an, 3 mois.
M. Denoyer (André), néant.
M. Dralet (Léon), néant.
M. Duhem (Albert-Victor), néant.
M. Durand (Lucien-Maurice), néant.
M. Duriez (Guy), 10 mois, 1 jour de services militaires et assimilés.
M. Garrapit (René), néant.
M. Gasser (Henri), néant.
M. Gauvin (Gilbert), néant.
M. Gillot (Charles), néant.
M. Gomez (Antoine), néant.
M. Jeanselme (Gabriel), 2 mois, 12 jours de services militaires et assimilés.
M. Jung (Eugène), néant.
M. Le Bris (Jean), néant.
M. Louis (Lucien-Etienne), 2 ans, 8 mois, 19 jours, dont 2 mois, 19 jours de services militaires et assimilés.
M. Loyer (René), 11 jours de services militaires et assimilés.
M. Manin (Charles), néant.
M. Pagel (Henri), néant
M. Rolla (Henri), 3 ans 9 mois.
M. Rouge (Ernest), 10 mois 21 jours de services militaires et assimilés.
M. Sarrazin (Raymond), néant.
M. Streiff (Lucien), néant.
M. Supot (Emile), néant.
M. Sylvestre (Jean-Joseph), néant.
M. Toulouppe (Pierre), néant.
M. Wilmotte (Emile), néant.

A la classe normale (2e échelon).

M. Drion (René), 1 an.
M. Pucasse (Pierre), 3 mois 19 jours.

Par arrêté du 13 avril 1954, les personnels titulaires du service du génie dont les noms suivent sont nommés et titularisés à compter du 1er janvier 1954 dans le grade de technicien du corps de techniciens d'études et de fabrications des travaux du bâtiment du service du génie, leur classement d'intégration et leur ancienneté dans le nouvel échelon s'établissent comme il suit:

Au 7e échelon.

M. Baverel (Maurice), 4 ans 6 mois.
M. Beaujour (Raymond), 6 ans 6 mois.
M. Cremer (Roger-Jean), 6 ans 3 mois.
M. Delon (Jacques), 2 ans 3 mois.
M. Erker (Maurice), 1 an 9 mois.
M. Ernst (Xavier), 9 ans 3 mois.
M. Gagnepain (Robert), 12 ans 8 mois 12 jours.
M. Gense (Daniel-Bernard), 2 ans 9 mois.
M. Gérard (Marcel-Marie), 21 ans 3 mois.
M. Guidoux (Roland-Patrice), 8 ans 3 mois.
M. Houard (Marcel), 1 an 6 mois.
M. Jolit (Georges), 3 ans 3 mois.
M. Mestivier (Maurice), 23 ans 1 mois.
M. Pallandre (Louis), 9 ans 2 mois 12 jours.
M. Pattin (Emile), 4 ans 3 mois.
M. Piquet (Pierre), 7 ans 6 mois.
M. Plaetiner (Gabriel), 2 ans 2 mois 12 jours.
M. Preaubert (Philippe), 13 ans 9 mois.
M. Rimeiu (Paul), 4 ans 3 mois.
M. Sauter (Lucien), 4 ans 9 mois.

Au 6e échelon.

M. Albaron (Dieudonné), 2 ans 3 mois.
M. Baudry (André), 2 ans 8 mois 3 jours dont 2 mois 3 jours de services militaires et assimilés.
M. Billon (Henry), 1 an 6 mois.
M. Bouchereau (Lucien), 3 ans 3 mois.
M. Collin (André), 1 an 7 mois 21 jours.
M. Even (Maurice), 2 ans 9 mois.
M. Franza (Raymond), 1 an 9 mois.
M. Frerot (Max), 1 an 4 mois 9 jours.
M. Giraud (Jean), 1 an 9 mois 22 jours.
M. Lebourg (Robert), 1 an 10 mois 20 jours.
M. Pierucci (Antoine), 2 ans.
M. Reimbasse (Jean), 1 an 6 mois.
M. Siry (René), 2 ans 6 mois.

Au 5e échelon.

M. Auburtin (Auguste), 1 an 2 mois 3 jours.
M. Berges (Henri), 1 an 6 mois.
M. Deboey (Georges), 2 ans 7 mois 22 jours dont 1 mois 22 jours de services militaires et assimilés.
M. Defoulloy (Georges), 1 an 6 mois 26 jours.
M. Delort (Jean), 2 ans 6 mois.
M. Descatoire (Marcel), 2 ans 9 mois 11 jours dont 11 jours de services militaires et assimilés.
M. Dordonnat (Paul), 1 an 2 mois 27 jours.
M. Dupont (Henri), 2 ans 6 mois 16 jours dont 16 jours de services militaires et assimilés.
M. Jacquemain (Ernest-Aimé), 2 ans 6 mois.
M. Laforge (Maurice), 2 ans 9 mois 6 jours dont 6 jours de services militaires et assimilés.
M. Le Stanc (Jean), 1 an 3 mois.
M. Normand (Auguste), 2 ans 9 mois.
M. Ronfast (Jean-Baptiste), 1 an 6 mois.
M. Sauvage (Robert), 1 an 25 jours.
M. Zumsteeg (Marcel), 2 ans 3 mois.

Au 4e échelon.

M. Baffert (Henri), 1 an 3 mois 9 jours.
M. Barthelme (Victor-Paul), 2 ans 1 mois 11 jours.
M. Bouleis (Roger-Auguste), 1 an 10 mois 4 jours.
M. Jacquet (Emile), 2 ans 1 mois 5 jours.
M. Keller (Maurice-Eugène), 2 ans 6 mois.
M. Magar (Gérard), 3 ans.
M. Ollier (René-Albert), 1 an 9 mois.
M. Parrot (Jean-Victor), 2 ans 6 mois.
M. Schoppmann (Henri), 1 an 3 mois 26 jours.
M. Stansberger (Adrien), 1 an 3 mois.
M. Thomas (Jean), 1 an 9 mois.
M. Thomas (René), 2 ans 3 mois.
M. Titaut (Lucien), 1 an 9 mois.

Au 3e échelon.

M. Bour (Louis), 2 ans 3 mois.
M. Castel (Roger), 2 ans.
M. Chabas (Marcel), 1 an 3 mois 15 jours.
M. Channen (Jean), 1 an 3 mois 3 jours dont 3 jours de services militaires et assimilés.
M. Huttin (François), 2 ans 10 mois 28 jours dont 1 mois 28 jours de services militaires et assimilés.
M. Klein (Edouard), 2 ans 9 mois.
M. Marion (Lucien), 1 an 9 mois.
M. Moitry (Adrien), 1 an 5 mois.

Au 2e échelon.

M. Amat (Roger-Eugène), 2 ans.
M. Roux (Marcel), 2 ans 9 mois.
M. Trecul (Marcel), 3 ans.

INTÉGRATION DANS LES GRADES DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX DU BATIMENT DU SERVICE DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

Par arrêté du 13 avril 1954, les personnels titulaires de la direction des études et fabrications d'armement dont les noms suivent sont nommés et titularisés, à compter du 1er janvier 1954, dans les grades ci-après, avec l'ancienneté mentionnée:

TECHNICIEN CHEF DE TRAVAUX DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX DU BATIMENT DU SERVICE DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

A la classe exceptionnelle (2e *échelon*).

M. Aileron (Lucien), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 6 ans.
M. Chanfraud (Pierre), établissement d'expériences techniques de Bourges, 6 ans.
M. Commelongue (Paul), atelier de fabrication de Toulouse, 6 ans.
M. Lechene (Fernand), service central des constructions neuves, 8 mois.
M. Vattaire (Edouard), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 1 an.

A la classe exceptionnelle (1er *échelon*).

M. Maurel (Justin), atelier de construction de Tarbes, 2 ans 6 mois.

A la classe normale (3e *échelon*).

M. Auger (Roland), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 3 ans.
M. Martin (Henri), atelier de construction de Bourges, 4 ans.
M. Talon (Joseph), atelier de construction de Roanne, 4 ans.

A la classe normale (2e *échelon*).

M. Descamps (Gaston), atelier de construction de Puteaux, 1 an.
M. Lapierre (Jean), atelier de construction de Tarbes, 1 an.

TECHNICIEN DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX DU BATIMENT DU SERVICE DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

Au 7e échelon.

M. Auclerc (Alphonse), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 1 an 3 mois.
M. Boudault (Georges), établissement d'expériences techniques de Bourges, 3 ans.

Au 5e échelon.

M. Berger (Maurice), laboratoire central de l'armement, 2 ans.
M. Laine (Guy), atelier de construction de Bourges, 1 an 5 mois 29 jours.

INTÉGRATION DANS LES GRADES DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX DE LABORATOIRE DU SERVICE DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

Par arrêté du 13 avril 1954, les personnels titulaires de la direction des études et fabrications d'armement dont les noms suivent sont nommés et titularisés, à compter du 1er janvier 1954, dans les grades ci-après, avec l'ancienneté mentionnée:

TECHNICIEN CHEF DE TRAVAUX DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX DE LABORATOIRE DU SERVICE DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

A la classe exceptionnelle (1er *échelon*).

M. Boisson (André), atelier de construction de Lyon, 3 ans.

A la classe normale (1er *échelon*).

M. Buron (Armand), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 3 ans.

INTÉGRATION DANS LES GRADES DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX MÉCANIQUES DU SERVICE DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

Par arrêté du 13 avril 1954, les personnels titulaires de la direction des études et fabrications d'armement dont les noms suivent sont nommés et titularisés, à compter du 1er janvier 1954, dans les grades ci-après, avec l'ancienneté mentionnée:

TECHNICIEN CHEF DE TRAVAUX DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX MÉCANIQUES DU SERVICE DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

A la classe exceptionnelle (2e *échelon*).

M. Bellut (Eugène), atelier de construction de Puteaux, 6 ans.
M. Bonnard (Maurice), administration centrale, 6 ans.
M. Boutet (René), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 6 ans.
M. Brunet (Marcel), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 6 ans.
M. Chapelon (Pierre), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 6 ans.
M. Crépin (Edouard), administration centrale, 6 ans.
M. Deyres (Maurice), direction régionale de surveillance du Sud-Ouest, 2 ans.
M. Durand (Gilbert), atelier de construction de Roanne, 6 ans.
M. Egasse (Henri), administration centrale, 2 ans.
M. Forissier (Jean-Baptiste), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 6 ans.
M. Fourcade (Marcel), atelier de construction de Tarbes, 6 ans.
M. Giraud (Louis), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 1 an.
M. Laballery (Paul), atelier de construction de Bourges, 6 ans.
M. Lecetre (Laurent), laboratoire central de l'armement, 6 ans.
M. Leclaire (Lucien), administration centrale, 6 ans.
M. Marion (Lucien), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 6 ans.
M. Massot (Louis), atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux, 6 ans.
M. Murat (Gabriel), atelier de construction de Roanne, 6 ans.
M. Pele (Emile), laboratoire central de l'armement, 6 ans.
M. Pelissie (Jean), atelier de fabrication de Toulouse, 6 ans.
M. Prevot (Marcel), atelier de construction de Rueil, 1 an.
M. Quatrebœufs (Joseph), atelier de construction de Rennes, 6 ans.
M. Rabes (Jean), manufacture nationale d'armes de Tulle, 2 ans.
M. Rondepierre (Paul), atelier de construction de Puteaux, 2 ans.
M. Vernassière (Antoine), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 6 ans.

A la classe exceptionnelle (1er *échelon*).

M. Bas (André), atelier de construction de Tarbes, 4 ans 6 mois.
M. Bodin (Joseph), direction régionale de surveillance de Paris, 2 ans 6 mois.
M. Bourguignon (Pierre), direction régionale de surveillance de Paris, 2 ans 6 mois.
M. Buisson (Albert), section d'études et fabrications des télécommunications, 6 ans 6 mois.
M. Chavannes (André), laboratoire central de l'armement, 6 ans 3 mois.
M. Dessimond (Charles), atelier de construction de Roanne, 4 ans 6 mois.
M. Duchezeau (Edmond), station d'essais de machines-outils, 2 ans 6 mois.
M. Guillermin (Pierre), section d'études et fabrications des télécommunications, 6 ans 6 mois.
M. Hinrie (Harold), administration centrale, 9 mois.
M. Lasne (Gabriel), atelier de construction de Bourges, 1 an.
M. Laurent (Marc), direction régionale de surveillance de Paris, 5 ans 6 mois.
M. Lemonnier (Raymond), section d'études et fabrications des télécommunications, 2 ans 6 mois.
M. Léopold (Emile), carloucherie de Valence, 2 ans 3 mois.
M. Londes (Henri), atelier de construction de Roanne, 2 ans 6 mois.
M. Noyer (Louis), atelier de construction de Bourges, 6 ans 6 mois.
M. Olivie (Charles), section d'études et fabrications des télécommunications, 5 ans.
M. Perrier (Henri), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 5 ans 6 mois.
M. Petitot (Eugène), atelier de construction de Puteaux, 6 ans 6 mois.
M. Picard (Louis), atelier de construction de Roanne, 6 ans 6 mois.
M. Pironnet (René), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 1 an 9 mois.
M. Ponsot (André), station d'essais de machines-outils, 6 ans 6 mois.

M. Portier (Maximim), atelier de construction de Rennes, 4 ans 6 mois.
M. Prevot (Emile), atelier de construction de Puteaux, 2 ans 6 mois.
M. Prou (Alexandre), direction régionale de surveillance de l'Ouest, 2 ans 6 mois.
M. Richard (Laurent), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 2 ans 3 mois.
M. Vautey (Edmond), laboratoire central de l'armement, 6 ans 6 mois.
M. Welferinger (Albert), atelier de construction de Puteaux, 6 ans 6 mois.

A la classe normale (3e échelon).

M. Anizan (Maurice), atelier de construction de Tarbes.
M. Appere (René), direction régionale de surveillance de Paris, 2 ans 6 mois.
M. Aroles (Urbain), atelier de construction de Tarbes.
M. Arpajan (Georges), direction régionale de surveillance du Sud-Ouest.
M. Auriere (Pierre), manufacture nationale d'armes de Tulle, 1 an.
M. Babois (Victor), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 3 ans.
M. Balestrat (François), direction régionale de surveillance de Paris-Autos/chars, 3 ans.
M. Bernos (Jean), service central des marchés, 7 mois 15 jours.
M. Bertrand (Marcel), atelier de construction de Puteaux, 1 an.
M. Bertrans (Pierre), atelier de construction de Rueil, 2 ans 6 mois.
M. Blanchard (Charles), section d'études et fabrications des télécommunications, 2 ans 3 mois.
M. Blanchard (Michel), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 9 mois.
M. Bloyer (Lucien), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 3 ans.
M. Bobo (Abel), atelier de construction de Bourges, 3 ans.
M. Boillet (Jacques), atelier de construction de Puteaux, 4 ans.
M. Boncœur (Marius), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 2 ans.
M. Bonnet (Cyrille), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 2 ans 9 mois.
M. Bonny (Louis), service central des marchés, 4 ans.
M. Bosson (Joanny), atelier de construction de Lyon, 1 an.
M. Bourzet (Antoine), atelier de construction de Roanne, 3 ans.
M. Bouteille (Georges), direction régionale de surveillance de l'Ouest, 1 an.
M. Cadet (Noël), direction régionale de surveillance de Paris-Autos/chars, 1 an.
M. Caillet (Clément), atelier de construction de Rennes, 1 an.
M. Cavaroz (Jean), laboratoire central de l'armement.
M. Charles (Jean), direction régionale de surveillance de Paris-Autos/chars, 1 an.
M. Chollet (Louis), atelier de construction de Tarbes, 2 ans 6 mois.
M. Clochon (Roger), direction régionale de surveillance de Paris, 4 mois 15 jours.
M. Coulpie (Maurice), administration centrale, 3 ans.
M. Courault (Joseph), laboratoire central de l'armement, 2 ans 9 mois.
M. Dartois (Gaston), direction régionale de surveillance de Paris-Autos/chars, 1 an.
M. Demarez (Henri), station d'essais de machines-outils.
M. Demons (Bernard), atelier de fabrication de Toulouse.
M. Denis (Jean-Baptiste), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 10 mois 15 jours.
M. Despart (Jacques), atelier de chargement de Moulins, 1 an.
M. Devallois (Robert), direction régionale de surveillance de Paris-Autos/chars, 1 an.
M. Esparbes (Albert), atelier de fabrication de Toulouse.
M. Ferrant (Gaston), atelier de construction de Rennes, 6 ans.
M. Fille-Rey (Georges), atelier de construction de Tarbes, 1 an.
M. Froment (Jean), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 3 ans.
M. Gautie (Georges), laboratoire central de l'armement, 1 mois 15 jours.
M. Giraud (Ismaël), école centrale de pyrotechnie de Bourges.
M. Gond (Camille), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 1 an.
M. Henry (Marcel), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 7 mois 15 jours.
M. Hocquet (René), direction régionale de surveillance de Paris, 2 ans 6 mois.
M. Joly (Maurice), atelier de construction de Bourges, 2 ans 3 mois.
M. Juland (Marcel), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 1 an.
M. Lachal (Gabriel), manufacture nationale d'armes de Saint Etienne, 1 an.
M. Lalanne (Roger), atelier de construction de Tarbes.
M. Lapointe (André), direction régionale de surveillance de Paris-Autos/chars, 1 an.
M. Laporte (Edmond), atelier de construction de Tarbes, 1 an.
M. Leblanc (André), atelier de construction de Puteaux, 2 ans.
M. Leriche (Marcel), laboratoire central de l'armement.
M. Lich (Olivier), atelier de construction de Tarbes, 3 mois.
M. Marot (André), laboratoire central de l'armement.
M. Marut (Henri), manufacture nationale d'armes de Tulle, 3 ans.
M. Massicard (Georges), atelier de construction du Havre, 1 an.
M. Mayran (Gabriel), atelier de fabrication de Toulouse, 2 ans 9 mois.
M. Meaudre (Jean-Baptiste), atelier de construction de Roanne, 1 an.
M. Meyrat (René), atelier de construction de Rueil, 2 ans 9 mois.
M. Morel (Hean), atelier de construction de Roanne, 6 ans.
M. Nemesin (Marcel), atelier de construction de Roanne, 1 an.
M. Oriol (André), direction régionale de surveillance de Paris, 2 ans 6 mois.
M. Oriol (Barthélémy), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne.
M. Pare (Ernest), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 2 ans 9 mois.
M. Perard (Claude), atelier de construction de Roanne, 1 an.
M. Perussie (Antoine), manufacture nationale d'armes de Tulle, 1 an.
M. Philippe (Léon), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 2 ans 3 mois.
M. Pichon (Léon), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 1 an.
M. Plat (René), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 3 ans.
M. Prevot (Henri), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 7 mois 15 jours.
M. Py (Octave), laboratoire central de l'armement, 2 ans 9 mois.
M. Retrou (Robert), atelier de construction de Puteaux, 3 ans.
M. Reveillac (Orélien), direction régionale de surveillance de Paris, 1 an.
M. Rissel (Ernest), atelier de construction de Rennes, 9 ans 9 mois.
M. Rousseau (Germain), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 6 ans.
M. Sartre (Raoul), atelier de fabrication de Toulouse, 1 an.
M. Sentilles (Eugène), atelier de construction de Tarbes, 1 an.
M. Simon (Pierre), atelier de construction de Roanne.
M. Sluniaieff (Alexandre), station d'essais de machines-outils, 2 ans.
M. Texereau (Georges), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 1 an.
M. Thebault (Marcel), atelier de chargement de Salbris, 1 an.
M. Thomas (François), atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux.
M. Venot (Paul), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 1 mois 15 jours.
M. Verdalou (Laurent), atelier de fabrication de Toulouse.
M. Vert (Jean-Baptiste), atelier de fabrication de Toulouse, 10 mois 15 jours.
M. Vey (André), cartoucherie de Valence.
M. Vilain (Bernard), établissement d'expériences techniques de Bourges, 2 ans 9 mois.
M. Wackermann (Auguste), atelier de construction de Puteaux, 2 ans 6 mois.
M. Zeis (Henri), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 1 an.

A la classe normale (2e échelon).

M. Bachellerie (Joseph), manufacture nationale d'armes de Tulle, 1 mois 15 jours.
M. Bailly (René), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne.
M. Barboltin (Edouard), manufacture nationale d'armes de Châtellerault.
M. Bayonne (Auguste), atelier de construction de Tarbes.
M. Berger (Roger), atelier de construction de Bourges, 6 mois.
M. Bigot (Alexandre), établissement d'expériences techniques de Versailles, 5 mois 15 jours.
M. Boudignon (Marcel), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 10 mois 15 jours.
M. Brugnier (Emile), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 3 mois.
M. Chanteloube (Gabriel), laboratoire central de l'armement, 6 mois.
M. Chosson (Georges), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne.
M. Costes (Louis), atelier de construction de Roanne, 10 mois 15 jours.
M. Daumin (Maurice), atelier de construction de Bourges, 6 mois.
M. Dron (Henri), atelier de construction de Roanne.
M. Fille-Rey (Jean-Marie), atelier de construction de Tarbes, 7 mois 15 jours.
M. Gadonnet (Paul), manufacture nationale d'armes de Tulle, 2 ans 6 mois.
M. Gâteau (André), atelier de construction de Tarbes, 6 mois.

M. Hyme (Louis), atelier de construction de Roanne, 9 mois.
M. Jourget (Blaise), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 2 ans 9 mois.
M. Lafaix (Gaston), école centrale de pyrotechnie de Bourges.
M. Lamalon (Marcel), atelier de construction de Roanne.
M. Lamirand (Eugène), atelier de construction de Lyon.
M. Lécuilier (Emilien), manufacture nationale d'armes de Châtellerault.
M. Leriche (Edouard), établissement d'expériences techniques de Versailles.
M. Michelet (Albert), atelier de construction de Rueil.
M. Perthuis (Fernand), atelier de construction de Puteaux, 2 ans 6 mois.
M. Poncet (Marcel), direction régionale de surveillance du Sud-Est.
M. Pondebat (André), atelier de construction de Tarbes, 2 ans.
M. Pradoux (Paul), atelier central des automobiles de Limoges.
M. Pulvin (Jean), service central des marchés.
M. Simon (Robert), atelier de construction de Rennes.
M. Spinel (Constant), établissement d'expériences techniques de Toulon, 6 mois.
M. Taque (Emile), atelier de construction de Puteaux.
M. Thiers (Albert), service central des marchés.
M. Verges (Antoine), manufacture nationale d'armes de Tulle.
M. Zucca (François), direction régionale de surveillance du Sud-Est.

A la classe normale (1er échelon).

M. Begoin (René), atelier de fabrication de Toulouse, 5 ans 6 mois.
M. Bonnefoy (Marcel), atelier de construction de Bourges, 3 ans.
M. Bouchard (Pierre), atelier de construction de Bourges, 3 ans.
M. Bouland (Georges), laboratoire central de l'armement, 4 ans 3 mois.
M. Boye (Jean), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 2 ans.
M. Casson-Calari (Raymond), atelier de construction de Tarbes, 2 ans.
M. Chabut (Pierre), manufacture nationale d'armes de Tulle, 3 ans.
M. Chevrette (Louis), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 2 ans.
M. Ciret (André), atelier de construction de Bourges, 2 ans.
M. Dalibert (Jean-Marie), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 3 ans.
M. Desme (André), atelier de construction de Rennes, 3 ans.
M. Dubois (Maurice), administration centrale, 2 ans.
M. Durand (Louis), atelier de construction de Roanne, 2 ans.
M. Jeannin (Joseph), section d'études et fabrications des télécommunications, 6 ans 9 mois.
M. Langlois (Yves), atelier de chargement de Clermont-Ferrand, 3 ans 2 mois 12 jours.
M. Lévêque (Jean-Marie), direction régionale de surveillance de l'Ouest, 2 ans.
M. Martinat (Marcel), atelier de construction de Bourges, 7 ans 6 mois.
M. Renoir (Maurice), atelier de construction de Bourges, 2 ans.
M. Robin (Alexandre), atelier de chargement de Salbris, 3 ans.
M. Roman (René), atelier de construction de Tarbes, 3 ans.
M. Sabot (Paul), atelier de construction de Roanne, 2 ans.
M. Sauvreneau (Georges), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 3 ans.
M. Tamisier (Paul), atelier de construction de Bourges, 2 ans.
M. Verdier (Raymond), manufacture nationale d'armes de Tulle, 2 ans.

TECHNICIENS DU CORPS DE TECHNICIENS D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TRAVAUX MÉCANIQUES DU SERVICE DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

7e échelon.

M. Avart (Paul), atelier de construction de Rueil, 4 ans 9 mois.
M. Barreau (Pierre), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 7 ans 3 mois.
M. Beaudeau (Gaston), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 8 ans 6 mois.
M. Beaudelle (André), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 10 mois 15 jours.
M. Bedu (Marcel), atelier de construction de Bourges, 3 ans 9 mois.
M. Belle (Maurice), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 4 ans.
M. Berbon (Jean), atelier de fabrication de Toulouse, 4 ans 3 mois.
M. Beroud (Maurice), atelier de construction de Roanne, 3 mois.
M. Berthon (Maurice), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 4 ans 3 mois.
M. Beth (Antonin), section d'études et fabrications des télécommunications, 1 an.
M. Blanc (Roger), direction régionale de surveillance du Nord-Est.
M. Blanchard (Georges), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 6 ans 9 mois.
M. Blanchard (Louis), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 9 mois.
M. Blondy (Raymond), atelier de construction de Puteaux, 4 ans 9 mois.
M. Bosson (André), atelier de construction de Lyon, 3 mois.
M. Boudet (Louis), direction régionale de surveillance de Paris-Autos/Chars, 5 ans.
M. Boudin (Jean), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 4 ans.
M. Bouquin (Maurice), section d'études et fabrications des télécommunications, 10 mois 15 jours.
M. Brisset (Maurice), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 8 ans 3 mois.
M. Chagnaud (Georges), atelier central des automobiles de Limoges.
M. Charadeau (Roger), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 6 ans.
M. Chareyron (Auguste), cartoucherie de Valence, 1 mois 15 jours.
M. Charlois (Gaston), atelier de construction de Bourges, 4 ans 3 mois.
M. Chasset (René), atelier de construction de Bourges, 10 ans 6 mois.
M. Cherrier (André), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 10 ans 3 mois.
M. Courbon (Marius), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 2 ans.
M. Courtine (Roger), administration centrale, 5 ans.
M. Danguillaume (Fernand), atelier de construction de Bourges, 3 ans 9 mois.
M. Deloche (René), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 5 ans 9 mois.
M. Delorme (Louis), atelier de construction de Tarbes, 9 mois.
M. Denizot (René), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 6 ans 6 mois.
M. Descaunet (Louis), atelier de construction de Tarbes, 2 ans 3 mois.
M. Deterne (Maurice), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 4 ans.
M. Devidal (Joseph), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 2 ans.
M. Drioux (Gérard), atelier de construction de Tarbes.
M. Fabre (Léon), atelier de construction de Lyon, 1 an 9 mois 16 jours.
M. Farineau (Oscar), atelier de chargement de Clermont-Ferrand, 7 ans.
M. Faucher (Robert), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 4 ans.
M. Faure (Paul), direction régionale de surveillance du Sud-Ouest, 2 ans 3 mois.
M. Ferrie (Louis), atelier de construction de Tarbes, 9 mois.
M. Fiaat (Jean), atelier de fabrication de Toulouse, 1 an 3 mois.
M. Fortin (Marcel), atelier de construction de Rennes, 10 mois 15 jours.
M. Fournel (Pierre), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 4 ans.
M. Froidevaux (Roland), atelier de construction de Lyon, 6 ans.
M. Galois (Louis), atelier de construction de Bourges, 6 ans 6 mois.
M. Garnier (Emile), atelier de construction de Tarbes, 1 an 6 mois.
M. Gouy (Robert), atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux, 4 ans.
M. Grall (André), direction régionale de surveillance de Paris-autos/chars, 17 ans 5 mois.
M. Guilhalmenc (Jean), atelier de construction de Tarbes.
M. Guiton (Joseph), cartoucherie de Valence.
M. Hodbert (Albert), atelier de construction de Rennes.
M. Jacquemain (Rémy), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 2 ans.
M. Jacquet (Maurice), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 9 ans.
M. Jondet (Georges), atelier de construction de Roanne, 7 ans 9 mois.
M. Kieffer (Gérard), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 4 mois 15 jours.
M. Lapeyre (Pierre), atelier de construction de Tarbes.
M. Laporte (Pierre), atelier de construction de Tarbes, 3 mois.
M. Lardy (Pierre), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 1 an 3 mois.
M. Lavaud (Charles), atelier de construction de Roanne, 6 ans 6 mois.
M. Leblanc (Henri), direction régionale de surveillance de Paris, 3 ans.
M. Linard (Raymond), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 1 an 3 mois.
M. Longinotto (Jean-Baptiste), atelier de construction de Lyon, 3 mois.

M. Mader (Jean-François), atelier de fabrication de Toulouse, 11 ans.
M. Magnin (Joseph), atelier de construction de Roanne, 7 mois 15 jours.
M. Malichard (Raphaël), atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux, 1 an 6 mois.
M. Marteau (Charles), station d'essais de machines-outils, 4 ans 9 mois.
M. Marty (Pierre), atelier de fabrication de Toulouse, 12 ans 9 mois.
M. Massacrier (Eugène), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 6 ans 6 mois.
M. Mengelle (Edouard), atelier de construction de Tarbes, 3 mois.
M. Merigot (Roger), direction régionale de surveillance de Paris-autos/chars, 2 ans.
M. Michon (Charles), direction régionale de surveillance de Paris, 2 ans 6 mois.
M. Millet (Camille), atelier de construction de Bourges, 7 ans 9 mois.
M. Millet (Georges), atelier de construction de Bourges, 3 ans.
M. Milhomme (Pierre), atelier de construction de Bourges, 4 ans 3 mois.
M. Minaire (Charles), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 1 an.
M. Moneuse (Albert), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 6 mois.
M. Moreau (Albert), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 9 mois.
M. Passeron (Emile), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 8 ans 6 mois.
M. Payrastre (Félix), cartoucherie de Valence, 9 mois.
M. Pecassou (Fernand), atelier de construction de Tarbes, 5 ans 6 mois.
M. Pecassou (François), atelier de construction de Tarbes, 2 ans 3 mois.
M. Pecassou (Louis), atelier de fabrication de Toulouse, 1 an 3 mois.
M. Perou (René), manufacture nationale d'armes de Châtellerault.
M. Perrotin (Marcel), manufacture nationale d'armes de Châtellerault.
M. Petitjean (Philibert), atelier de construction de Lyon, 6 mois.
M. Pissis (Paul), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 11 ans 9 mois.
M. Poisson (Eugène), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 7 ans 3 mois.
M. Posset (Raymond), cartoucherie de Valence, 6 ans 3 mois.
M. Poulard (Marcel), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 1 an 6 mois.
M. Prouteau (Lucien), établissement d'expériences techniques de Bourges.
M. Raffin (Joannès), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 7 mois 15 jours.
M. Rafin (Paul), école centrale de pyrotechnie de Bourges.
M. Ramonet (Dominique), atelier de construction de Tarbes, 3 mois.
M. Record (Antoine), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 7 mois 15 jours.
M. Renond (François), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 6 ans 6 mois.
M. Richard (Valentin), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 9 ans 9 mois.
M. Richaud (Jacques), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 4 ans 9 mois.
M. Rives (Jean), atelier de fabrication de Toulouse, 3 mois.
M. Rivière (Elie), atelier de fabrication de Toulouse, 1 an 3 mois.
M. Salmon (Gustave), atelier de construction de Rennes, 12 ans 6 mois.
M. Salome (Emile), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 4 mois 15 jours.
M. Sanial (Alexandre), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 1 an.
M. Saurat (Léon), atelier de fabrication de Toulouse, 1 an.
M. Saurel (Jean), atelier de fabrication de Toulouse, 15 ans 6 mois.
M. Senzer (Paul), atelier de construction de Rueil, 16 ans 9 mois.
M. Silvan (Eugène), atelier de construction de Lyon, 3 mois.
M. Teste (Marcel), manufacture nationale d'armes de Châtellerault, 3 ans 6 mois.
M. Touret (René), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 16 ans 6 mois.
M. Triep (Georges), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 7 ans.
M. Verges (Léon), manufacture nationale d'armes de Tulle 1 an 3 mois.
M. Vidal (Jean), atelier de construction de Roanne, 6 ans.
M. Viel (Gustave), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 6 ans 3 mois.
M. Ville (Marcel), atelier de construction de Lyon, 7 ans 6 mois.

6e échelon.

M. Barthe (Isnel), direction régionale de surveillance du Sud-Ouest, 2 mois 7 jours.
M. Bellevret (Lucien), atelier de construction de Roanne, 1 an 1 mois.
M. Bernuizet (François), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 1 an 2 mois.
M. Delas (Jean), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 6 mois.
M. Denizot (Louis), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 22 jours.
M. Deponthieu (Pierre), laboratoire central de l'armement, 1 an 9 mois.
M. Duffau (Dominique), atelier de construction de Tarbes, 2 ans.
M. Fade (Claude), atelier de construction de Roanne, 1 an 1 mois.
M. Ferraton (Paul), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 1 mois 15 jours.
M. Fougère (Lucien), atelier de construction de Bourges, 2 ans 6 mois.
M. Geoffrion (Henri), atelier de construction de Bourges, 2 ans.
M. Girard (Camille), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 1 an 8 mois.
M. Labrosse (Alfred), atelier de construction de Roanne, 1 an 9 mois.
M. Mazet (Pierre), direction régionale de surveillance du Nord-Est, 2 mois 7 jours.
M. Moulon (Marcel), atelier de construction de Bourges, 2 ans 6 mois.
M. Touzet (Jules), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne, 1 an 8 mois.

5e échelon.

M. Astri (Abel), cartoucherie de Valence, 2 ans.
M. Aymard (Emile), cartoucherie de Valence, 1 an.
M. Bailly (René), atelier de construction de Bourges, 2 ans.
M. Belbeze-Mirassou (Amédée), atelier de construction de Tarbes, 2 ans 6 mois.
M. Bisson (Joseph), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 1 an.
M. Camus (Gaston), section d'études et fabrications des télécommunications, 2 ans.
M. Carbon (Henri), section d'études et fabrications des télécommunications, 6 mois.
M. Chaplain (Gustave), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 1 an.
M. Charles (André), atelier de construction de Puteaux, 2 ans.
M. Clog (James), établissement d'expériences techniques de Toulon, 1 an.
M. Courtias (Maurice), Cartoucherie de Valence, 1 an 6 mois
M. Delarme (Henri), atelier de construction de Tarbes, 2 ans.
M. Doublet (Marcel), atelier de construction de Puteaux, 2 ans.
M. Dumet (Jean), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 1 an 7 mois.
M. Echegut (Jean), atelier de chargement de Moulins, 2 ans 6 mois.
M. Filieux (Georges), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 2 ans.
M. Ganche (Eugène), laboratoire central de l'armement, 1 an 6 mois.
M. Gaudefroy (Léon), atelier de chargement de Moulins, 1 an.
M. Gaumet (Lucien), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 6 mois.
M. Giraud (Jean-Marie), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 6 mois.
M. Glotin (Adolphe), atelier de construction de Rueil, 2 ans 4 mois.
M. Gron (René), atelier de construction de Bourges, 1 an.
M. Hardy (Robert), section d'études et fabrications des télécommunications, 2 ans.
M. Lacombe (Robert), atelier de fabrication de Toulouse, 2 ans.
M. Lafarge (Laurent), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 2 ans.
M. Langlois (Marcel), établissement d'expériences techniques de Versailles, 1 an.
M. Leduc (Paul), atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux, 2 ans 7 mois.
M. Legrand (René), atelier de construction de Bourges, 6 mois.
M. Meunier (Albert), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 2 ans 6 mois.
M. Nicolas (Clément), atelier de construction de Bourges, 1 an.
M. Parade (Emile), atelier de chargement de Salbris, 1 an.
M. Peloux (Paul), cartoucherie de Valence, 2 ans 3 mois.
M. Piton (Alain), section d'études et fabrications des télécommunications, 6 mois.
M. Priest (Raphaël), atelier de construction de Roanne, 2 ans 9 mois.
M. Renaud (Marcel), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 6 mois.

M. Santon (Edouard), section d'études et fabrications des télécommunications, 6 mois.
M. Soton (Alphonse), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 2 ans.
M. Thiersault (Calixte), atelier de chargement de Salbris, 6 mois.

4e échelon.

M. Achard (Antonin), atelier de construction de Lyon, 2 ans 6 mois.
M. Aubrun (Marcelin), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 11 ans 7 mois 1 jours.
M. Aubry (André), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 8 ans 22 jours.
M. Boiron (Jacques), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 6 ans 9 mois.
M. Brisset (Albert), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 2 ans.
M. Canac (Ernest), atelier de construction de Lyon, 11 ans 3 mois.
M. Cazenave (Jean), atelier de construction de Tarbes, 1 an 6 mois.
M. Cherbut (Raymond), atelier de construction de Roanne, 1 an 1 mois.
M. Damet (Georges), atelier de fabrication du Mans, 10 ans 3 mois 22 jours.
M. Desforges (Maurice), atelier de construction d'Irigny, 5 ans 4 mois 3 jours.
M. Dodon (Edmond), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 7 ans 3 mois 22 jours.
M. Galouye (Lautent), atelier de construction de Tarbes, 1 ans 10 mois 15 jours.
M. Girault (Raymond), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 8 ans 5 mois 7 jours.
M. Goulorle (Jean-Marie), atelier de construction de Roanne, 9 ans.
M. Grosjean (Pierre), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 2 ans.
M. Jacob (Robert), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 2 ans.
M. Jolodin (Henri), atelier de chargement de Salbris, 5 ans 22 jours.
M. Labbaye (Robert), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 5 ans 22 jours.
M. Lahaye (Gaston), atelier de construction de Rennes, 1 an 10 mois 15 jours.
M. Léger (Alphonse), atelier de chargement de Salbris, 7 ans 6 mois.
M. Leroy (Maurice), administration centrale, 1 an 6 mois.
M. Maillard (Paul), atelier de construction de Bourges, 8 ans 9 mois 22 jours.
M. Manavit (René), atelier de fabrication de Toulouse, 10 ans 10 mois 15 jours.
M. Millerioux (Jean), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 6 ans 11 mois 7 jours.
M. Miniot (André), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 6 ans 6 mois 22 jours.
M. Moreau (Paul), administration centrale, 1 an 6 mois.
M. Peyre (Jean), atelier de fabrications de Toulouse, 12 ans 6 mois 22 jours.
M. Protin (Abel), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 10 ans 1 mois 15 jours.
M. Saulnier (Gilbert), établissement d'expériences techniques de Bourges, 3 ans 4 mois 5 jours.
M. Schouartz (Louis), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 5 ans 9 mois 22 jours.
M. Thebault (Joseph), atelier de construction de Rennes, 11 ans 3 mois.
M. Tixier (Silvain), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 5 ans 11 mois 7 jours.
M. Viallard (Jean-Marie), direction régionale de surveillance du Sud-Est, 6 ans 6 mois 22 jours.

3e échelon.

M. Burbail (Joseph), atelier de fabrication de Toulouse, 2 ans 6 mois.
M. Derouet (Maurice), école centrale de pyrotechnie de Bourges, 2 ans 9 mois.
M. Dupon (Raoul), atelier de construction de Roanne, 1 an 9 mois.
M. Trabac (Léon), section d'études et fabrications des télécommunications, 7 mois 15 jours.

2e échelon.

M. Luitz (André), section d'études et fabrications des télécommunications, 1 an 3 mois.
M. Pancher (Pierre), section d'études et fabrications des télécommunications, 6 mois.

Service vétérinaire (réserve).

Par décision ministérielle du 22 juin 1954, les vétérinaires auxiliaires de réserve dont les noms suivent, en possession du diplôme d'Etat de docteur vétérinaire, sont nommés au grade de vétérinaire aspirant de réserve :

(Rang du 1er mai 1954.)

MM. Fromentin (Gérard), troupes du Maroc.
Fedida (Maurice), F. F. Allemagne.
Saigre (Michel), 9e région militaire.
Vis (Gérard), 1re région militaire.
Lolissier (André), 8e région militaire.

(Rang du 1er juin 1954.)

MM. Quitlet (Pierre), 1re région militaire.
Pichard (Robert), 1re région militaire.

Liste des candidats admis aux écoles militaires préparatoires d'enseignement général en 1954.

Classe de quatrième classique.

Calandre (Philippe-Marie), Clermont-Ferrand (1).

Classe de quatrième moderne.

Bertrand (Gérard-Auguste), Avignon.
Boucheteil (Bernard), Dakar.
Bride (Jack-Marcel), Blois.
Casabianca (Bernard), Dakar.
Cassar (Alain-Jean) (2), Tunis.
Coly (Michel), Paris.
D'Albundo (Jean), Paris.
Desbarats (Bruno-Louis), Chartres.
Favennec (Jean-Yves), Albi.
Fleche (Jean-Lucien), Dijon.
Gonthier (Michel), Troyes.
Hindermann (Jean-Paul), Colmar.
Laroche (Michel), Melun.
Marchais (Jean-Claude), Paris.
Melero (Maurice), Marseille.
Quere (Alain), Versailles.
Reggi (Michel-Maurice), Marseille.
Waslet (Remy-Claude), la Rochelle.

Classe de cinquième classique.

Pelin (Jacques), Paris.
Doublet (Bernard-Philippe), le Mans.
Dupuis (Jean-Claude), Auch.
Masson (André), Toulon.

Classe de cinquième moderne.

Arrivat (Guy-Yves), Marseille.
Baudoin (Pierre-Kléber), Nancy.
Berthe (Christian-Maxime), Tarbes.
Bourdon (Louis-Claudius), Lyon.
Boyer (Bernard), Bône.
Briere (Gabriel-Georges), Vannes.
Brochard (Bernard-Maurice), Alençon.
Coste (Jean-Claude-Benjamin), la Rochelle.
Coulaud (Daniel), Besançon.
Couturier (Alain-Maurice), la Rochelle.
Croce (Laurent Pierre), Marseille.
Croes (José), Châlons-sur-Marne.
Cuvillier (Jacques-Jean), Arras.
Deloge (André), Dijon.
Duchaud (Jean), Paris.
Duvoye (Daniel-Marcel), Nancy.
Fraisse (Alain-Gilbert), Coblence.
Gamain (René-Georges), Fribourg.
Gelis (Pierre-René), Landau.
Greuse (Paul), Marseille.
Henri (Michel-Paul), Clermont-Ferrand.
Hucher (Pierre), Paris.
Lafon (Gérard-Jean), Coblence.
Le Dins (Bernard-Joseph), Quimper.
Le Fort (Jean-Claude), Paris
Mailles (André), Mont-de-Marsan.
Margueritat (Guy-Roland), Auxerre.
Martin (André-Jean), Nevers.
Massiat (Jacques-Henri), Versailles.
Masson (Alain-Jacky), Mézières.
Masson (Albert), Tunis.
Mathieu (Pierre), Mézières.
Ribaud (Yves-Jean), Moulins.
Ruault (Bernard-Pierre), Dijon.
Sebille (Alain), Strasbourg.
Serpentini (Gilbert-Charles), St-Etienne.
Thouvenin (Jacques), Chaumont.

Classe de sixième.

Achour (Dominique), Dijon.
Agniau (Denis), Gap.
Albert (Philippe), Epinal.
Aliger (Robert), Marseille.
Amoric (Jean-Paul), Lyon.
Andre (Jean-Michel), Paris.
Anselmet (Jean-Marcel), Chambéry.
Antoine (Pierre), Nancy.
Arborio (Michel), Nice.
Arnaud (Christian), la Boissière Ecole.

(1) Centre d'examen.
(2) Sous réserve que l'intéressé soit reconnu physiquement apte aux E. M. P. par un médecin militaire.

Auffray (Michel), Rennes (1).
Auge (Jean-Roch), la Boissière.
Aveline (Georges-Alain), Djibouti.
Bachelet (Jean-René), Dijon.
Bailly (Jean-Claude), Orléans.
Bandelier (Marc-Henri), Dijon.
Barreau (Bernard), Fribourg.
Beaudrey (Jean-François), Nice.
Becourt (Jean-Marie), Belfort.
Berard (Michel), Casablanca.
Beres (Gérard), Bordeaux.
Bertault (Jean), Châlons-sur-Marne.
Bomo (Gérard-Emile), Bar-le-Duc.
Bopp (Jacques), Bastia.
Boudot (Jean-Louis), Metz.
Bouffier (Jean-Louis), Grenoble.
Bougon (Yves-Alain), Alger.
Boursiac (Claude), Montauban.
Boutaud (Jean-Pierre), Limoges.
Bratschi (Michel), Lyon.
Braun (Daniel-Michel), Châlons-sur-Marne.
Breuil (Jacques), la Boissière.
Briantais (Gérard), Rennes.
Brieu (Max), Bordeaux.
Broc (Christian), Paris.
Bron (Claude), Belfort.
Brouchon (Gilbert), Gap.
Brunet (Alain-Serge), Bourges.
Buret (Gérard-Henri), Caen.
Bussac (Alain-Christian), Toulouse.
Cabal (Bernard), Albi.
Cacheux (Georges), la Boissière.
Cadon (Michel), Thies (Sénégal)
Cavarroc (Jean), la Boissière.
Cayre (Francis), Albi.
Cazaban (Roger-Michel), Tarbes.
Cazaud (Gérard), Landau.
Cerda (Jacky), Nîmes.
Chanson (Bernard), la Boissière.
Chataigner (Pierre-Guy), la Rochelle.
Chauchereau (Daniel-Paul), Orléans.
Chaumont (Jean-Claude), Chaumont.
Chaux (Jean-Louis), Clermont-Ferrand.
Cheminal (Jean-Claude), Nancy.
Chevalier (Pierre), Paris.
Choquet (Jean-Marie), Angoulême.
Christien (Daniel-Jean), Bône.
Clée (Daniel), Paris.
Combas (Yves), la Boissière.
Combe (Christian-Jean), Avignon.
Cordet (Robert), Toulon.
Cornu (Gérard), Marseille.
Cossart (Daniel), Clermont-Ferrand.
Courtois (Marc-Yves), Tananarive.
Couturier (Didier), Paris.
Crae (Jean-Paul), Perpignan.
Creche (Michel-Henri), Orléans.
Dalquier (Denis-Yves), Blida.
Daniel (Jacques), Paris.
Dat (Lucien), Nîmes.
Daumas (Claude-J.-Pierre), Tunis.
David (Jean-Paul), Chambéry.
Day (Michel-Jean), Evreux.
Delorme (Jacques-Henri), Marseille.
Demoron (Christian), Chalon-sur-Saône.
Desgeorges (Michel-Jean), Chalon-sur-Saône.
Desgranges (André-Noël), Saint-Etienne.
De Wilde (Jean-Claude), le Mans.
Dherissard (Yves), Bône.
Didierjean (Philippe-Léon), Auxerre.
Diot (Christian), Rouen.
Diverres (Jean-Paul), Paris.
Dobez (Bernard), Philippeville.
Donat (Francis), Toulouse.
Dosnon (Roger), Troyes.
Dreyer-Dufer (Jacques), Pointe-Noire.
Dumait (Yves-Lucien), Metz.
Dumoulin (Jean-Pierre), Marseille.
Ebrard (Jean), Gap.
Eme (Denis-Camille), Dijon.
Esquerre (Alain), Bordeaux.
Felix (Maurice), Marseille.
Ferragne (Martial), le Puy.
Finantz (René-Léon), Strasbourg.
Fiquet (Jean-Michel), Châlons-sur-Marne.
Flanire (Jean-Louis), Strasbourg.
Foulquier (Guy-François), Pau.
Francois (Raymond-Charles), Dijon.
Frechet (Gilles), Epinal.
Gage (Philippe), Orléans.
Gagnaire (Jean-Michel), Bordeaux.
Gambini (Louis), Marseille.
Ganiot (Claude-Lucien), Vesoul.
Garichot (Philippe-Bernard), Avignon.
Garon (Robert-Henri), Annecy.
Gasselin (Yves-Léon), Clermont-Ferrand.
Genet (Jean), Nevers.
Geoffroy (Jacques), Fribourg.
Gerber (Olivier), Lyon.
Giordano (Claude), Toulon.
Girardin (Jean-Claude), Nevers.
Glanois (Daniel), Saint-Etienne.
Goulet (J.-Jacques), Marseille.
Gourmelen (Henri-Pierre), Nantes.
Grand-Jean (René), Belfort.
Grandordy (Darniel-Jean), Avignon.
Granger (Georges), Moulins.
Granit (Michel), Périgueux.
Greffier (Christian), la Boissière.
Groell (Alain), Nancy.
Grumaillon (Claude), Grenoble.
Guedot (Jean-Claude), Casablanca.
Guedot (Pierre-Louis), Casablanca.
Guezouli (Elkadi), Colomb-Béchard.
Guidat (Michel-Julien), Epinal.
Guiot (Gérard-Marcel), Nancy.
Haettel (Bernard), Nancy.
Hamelin (Albert-Louis), Blida.
Hebral (Dominique), Paris.
Henry (Jacques-René), Tours.
Herbreteau (Claude-Jean), la Rochelle.
Herriot (Jean-François), Toulon.
Hombourger (Michel), Metz.
Huguet (Alain), Avignon.
Huguet (Roland), Avignon.
Hupin (Jean-Pierre), Laval.
Ichallal (Yves-Claude), Bône.
Isnard (Alain), Laon.
Isorez (Bernard), Annecy.
Ithier (René-Henri), Clermont-Ferrand.
Jambu (Michel-Jean), Tunis.
Jardinier (Charles), Nancy.
Jean (Bernard-Henri), Gap.
Josserand (Maurice), Lille.
Joubert (Gérard), Versailles.
Jounot (Gérard-Georges), Lyon.
Kolb (Jacques-Michel), Strasbourg.
Kremp (Richard), Sousse.
Labertit (Claude), Bordeaux.
Lalande (Bernard), Montauban.
Landais (Jean-Pierre), Bar-le-Duc.
Langrand (Régis), la Roche-sur-Yon.
Lanotte (André-Bernard), Nancy.
Laplanche (Gérard-Serge), Clermont-Ferrand.
Largillière (Francis), Arras.
Lavarde (René), Paris.
Lavastre (Christian-René), Valence (1).
Lavastre (Marius-Charles), Privas.
Lavaud (Daniel), Clermont-Ferrand.
Lebreton (Guy), Mont-de-Marsan.
Leclerc (Michel-Julien), Mézières.
Leclere (Georges-Maurice), Marrakech.
Le Fevre (Jean-François), Epinal.
Lefevre (Serge-Paul), Orléans.
Lelong (René-Gérard), Bastia.
Lenfle (Maurice), Paris.
Le Quellec (Robert), Vannes.
Leroux (Jacques), Vannes.
Le Strat (Rémy), Fribourg.
Letendard (Hubert-Arthur), le Mans.
Letourneur (André-Albert), Caen.
Le Vaguéresse (René-Paul), Vannes.
Levaillant (Bernard-Louis), Vannes.
Lexcellent (Roger-Paul), Nîmes.
Lombard (Henry-Alain), Saint-Etienne.
Louis (Pierre), Marseille.
Luneau (Bernard), Châteauroux.
Lutgen (François), Chalon-sur-Saône.
Macchion (Albert), Avignon.
Mainhagu (Pierre), Pau.
Maliet (André), Arras.
Marchou (Daniel), Périgueux.
Marcillat (Daniel), Paris.
Marghella (Christian-Gabriel), Constantine.
Marignan (Jacques), Périgueux.
Martel (Jean), Montauban.
Martin (Roger-François), Casablanca.
Masson (Jacques-Louis), Poitiers.
Massot (Gérard-Fernand), Alger.
Mathieu (Bernard-Henri), Châlons-sur-Marne.
Mercadier (André), Montauban.
Merdy (Joël), la Boissière.
Mesnard (Patrice), Rouen.
Meunier (Gustave), le Mans.
Midot (Maurice), Besançon.
Milleret (Jean-François), Nevers.
Millet (Jean-Paul), Tours.
Minard (Jean-Pierre), Chalon-sur-Saône.
Moeglin (Jean-Charles), Dijon.
Molin (Philippe), Arras.
Mongeau (André), la Rochelle.
Montchanin (Jacques), Auxerre.
Morin (Bernard), Dijon.
Moulian (Jean-Henri), Mont-de-Marsan.
Narcy (Alain-Maurice), Tours.
Nicolas (Alain), Paris.
Nicolas (Jean-Jacques), Nancy.
Nicolleau (Gérard), la Boissière.
Noël (Max-Victor), Clermont-Ferrand.
Noirot (Jean-Jacques), Lyon.
Nomas (Claude-André), le Mans.
Nugeyre (Pierre), Clermont-Ferrand.
Parent (Alain-Gaston), Auxerre.
Parent (André), Lille.
Paris (Bernard-Jean), Chalon-sur-Saône.
Paris (Jean-Claude), Fribourg.
Paul (Gérard-Lucien), Caen.
Pech (Jean-Paul), Lyon.
Peres (Joseph), Angoulême.
Perrin (Jacques), Dijon.
Perron (Jean-Pierre), Dijon.
Perrot (René), Paris.
Personnaz (Bernard), Chambéry.
Petelet (Georges), Chalon-sur-Saône.
Petit-Jean (Alain-Daniel), Lyon.
Phavorin (Jean-Paul), Versailles.
Pierrugues (Alain), Nice.
Pineau (Roland), Nantes.
Poignant (Jean-Pierre), Chalon-sur-Saône.
Poinsignon (François-Dominique), Nancy.
Poli (Lucien), Marseille.
Polino (Christian), la Boissière.
Pons (Jacques-Paul), Vannes.
Ponquet (Alain), Colmar.
Prevault (Jean-Claude), Amiens.
Puget (Francis), Dijon.
Quantin (Alain-Claude), Marseille.
Quenin (Bernard-Paul), Avignon.
Ramey (Michel-René), Vesoul.
Raynaud (Maurice), Bordeaux.
Rémy (Christian), Metz.
Renard (René-Jean), Arras.
Reymondeau (Jean-Claude), Montauban.
Ribot (Robert), Angoulême.
Richard (Jean-Claude), Innsbruck.
Richez (Robert), Marseille.
Richonnier (Michel-Jean), Saigon.
Rivat (Jean-François), Nancy.
Robert (Jean-Pierre), Avignon.
Robert (Michel-Gustave), Poitiers.
Robin (Jacques), Chalon-sur-Saône.
Rollin (Daniel-Henri), Gabès.
Rongieras (Jean-Louis), Lyon.
Rouffi (Jacques), Metz.
Rougeot (Michel-André), Chalon-sur-Saône.
Roussin-Bouchard (Bernard-Philippe), Gap.
Roy (Daniel), Nevers.
Ruel (Paniel), Fribourg.
Ruelle (Jacques-Bernard), Vesoul.
Ryckelingh (Bernard), Arras.
Sandou (Michel), Marseille.
Saura (Jean-Claude), Mézières.
Sauvage (Dominique), Tours.
Serre (André), Lyon.
Servant (Louis-Eugène), Nantes.
Sicaud (Jean-Marie), Tours.
Sogno (Jacques), Grenoble.
Sore (Jean), Dakar.
Souidi Hassen el Kamel, Blida.
Soulet (Jean-Pierre-Marie), Marseille.
Soulie (Christian), Montpellier.
Stanguennec (François-Michel), Evreux.
Steiger (Jean), Strasbourg.
Strauss (Jean-Claude), Belfort.
Streiff (Jules), Nancy.
Therrat (Michel-Albert), Melun.
Thiebaut (Jean-René), Cahors.
Thiriet (Frédéric), Blida.
Tillon (Denis), Besançon.
Tousseau (Marcel), Foix.
Travaillot (Bernard-Louis), Marseille.
Travaillot (Christian-Yves), Marseille.
Tricoire (Serge-André), Clermont-Ferrand.
Trivaleu (Jacques), Blois.
Vaissière (Jacques-Paul), Moulins.
Valoggia (Hubert), Metz.
Vezon (Georges), Clermont-Ferrand.
Verge (François), Perpignan.
Vidal (Alain), Gap.
Virantin (Serge), Limoges.
Voinot (Gérard), la Boissière.
Waag (Yvon), Fès.
Walter (Henri), Besançon.
Wellebrouck (Jean-Claude), Marseille.
Welfi (Albert), Bar-le-Duc.

(1) Centre d'examen.

(1) Centre d'examen.

En outre, les candidats au prytanée militaire dont les noms suivent, bien reçus à cet établissement, sont admis aux écoles militaires préparatoires d'enseignement général sous réserve que les familles fournissent pour le 1er septembre 1954 au plus tard aux subdivisions militaires qui ont instruit les demandes d'admission au prytanée le complément de dossier fixé par la notice n° 14001 PM./2E. du 5 septembre 1953:

Classe de quatrième classique.

Gautier (Claude-Maurice), le Mans (1).
Martisien (Daniel-René), le Mans.
Vidal (Jean-Pierre), Meknès.

Classe de quatrième moderne.

Bris (Bernard), Lille.

Classe de cinquième classique.

Floch (Jean-Jacques), Quimper.

Classe de cinquième moderne.

Milleliri (Jacques), Bastia.
Rugraff (Jean-Pierre), Fribourg.

Classe de sixième.

Pierret (Philippe), Paris.
Rochoux (Jean-Claude), Paris.
Trimaille (Bernard), Casablanca.

Les affectations dans les écoles des candidats admis seront notifiées aux familles par les autorités qui ont reçu les demandes d'admission. Les élèves seront convoqués par leur école d'affectation.

Liste des candidats admis au prytanée militaire de la Flèche en 1954.

(Classes de sixième à première.)

Classe de première, section C.

Arboi (Jacques).
Caldairou (Bernard).
Fensch (Jean-Louis).
Gufflet (Daniel).
Peccoux (Claude).
Retat (Bernard).
Robert (Michel).

Classe de première, section moderne.

Bellard (Lucien).
Gardes (Jean-François).

Classe de seconde, section classique.

Becourt-Foch (Eric).
Lejay (Bertrand).
Nadau (Christian).
Rideau (Jacques).

Classe de seconde, section moderne.

Billercy (Jean-Jacques).
Coureaud (Bernard).
Demey (Jean-Pierre).
Gougnard (Bernard).
Grange (Jacques).
Le Lay (Jean-Pierre).
Picollet (Maurice).

Classe de troisième, section classique.

Bernard (Jean-Claude).
Guyon (Alain).
Josse (Alain).
Lehoucq (Jean).
Mazars de Mazarin (Pierre).
Pelet (Yves).
Sandoz (Jean-Marie).

Classe de troisième, section moderne.

Blanchet (Philippe).
Joyeux (Olivier).

Classe de quatrième, section classique.

Barrand (Jean-Philippe), Bordeaux (1).
Baudequin (Jean-Pierre), Lyon.
Bigot (Jacques), Belfort.
Bothorel (Henri), Quimper.
Collignon (Serge), Nantes.
Depuyer (Christian), Annecy.
Girard (Jean-Claude), Pointe-Noire

Classe de quatrième, section moderne.

Hernandez (Jean-Pierre), Fès.
Laisne (Jackie-Bernard), Dijon.
Langinieux (Jean), Nice.
Langlet (Rémy-Jean), Angers.
Laurentin (Philippe-Christian), Pau.
Machurot (Jacques-Pierre), Angoulême.
Pelletier (Michel), Nancy.

Classe de cinquième, section classique.

Bartoli (Christian), Marrakech.
Tysserie (Philippe-Jean), Nîmes.
Feillens (Bernard-Marc), Bône.

(1) Centre d'examen.

Classe de cinquième, section moderne.

Brie (Jean), Bordeaux (1).
Kelner (Christian-Louis), Metz.
Lechat (Raymond-Henri), le Mans.
Martin (Pierre-Gabriel), Vannes.
Menou (Jacques-Théophile), Quimper.
Paillard (Michel-Robert) (2), Pau.
Texier (Michel-Pierre), Tours.

Classe de sixième.

Ansidei (Jean), Privas.
Barbaras (Gérard), Toulon.
Billard (Luc-Paul), Lyon.
Blanc (François-Louis), Belfort.
Bouquin (Michel-François), Blois.
Bouvet (Gérard), Rennes.
Brelecher (Bernard), Nantes.
Caillet (Jean-Pierre), La Roche-sur-Yon.
Capdepont (Jean-Louis), Orléansville.
Chalvidan (Denis-Jean), Limoges.
Chambon (Jean-François), Périgueux.
Chantelot (Patrick), Paris.
De Moras (Richard), le Mans.
Denis (Jean-Pierre), Caen.
Dourdan (André-Michel), le Mans.
Drimaracci (Pierre), Privas.
Druart (Jean-Yves), Tours.
Duhot (Michel), Nice.
Fonearnier (Robert-Lucien), Privas.
Gadonna (Patrick-Daniel), Quimper.
Galle-Tessonneau (Jean-René), Bordeaux.
Gaudiau (Robert-Jean), Foix.
Georges (Gilles-Elie), Privas.
Giraud (Claude), Grenoble.
Greach (Joël), Quimper.
Guerin (Jean-Marie), le Mans.
Guerrier (Christian), Paris.
Guibur (Roland), Rennes.
Lacombe (Pierre-J.-Marie), Bourges.
Lafitte (Roland-Eugène), Fès.
Lambert (Jean-Joseph), Metz.
Le Bosse (Jean-Claude), le Mans.
Le Henaff (Daniel), Paris.
Le Jan (Paul-Marie), Lyon.
Lemarthe (Jean-Pierre), Tours.
Liziard (Charles), Quimper.
Luce (Claude), Tours.
Morin (Bernard-Laurent), Pau.
Paillet (Jean-Pierre), Angers.
Palmier (Jean-François), Pau.
Pennec (Jean-Michel), Quimper.
Perruchot-Triboulet (Jacques-Marie), Nevers.
Pitton (Jean-Marie), Chambéry.
Plun (Gérard), Port-Lyautey.
Poudret (Bernard-René), Orléansville.
Roudaut (Noël), Quimper.
Roussel (François-Marie), Colomb-Béchard.
Schmitt (Claude), Chambéry.

Les élèves seront convoqués individuellement par les soins du commandant du prytanée militaire.

La rentrée aura lieu les 15, 16 et 17 septembre 1954.

Les admissions ne deviendront définitives qu'à la fin du premier trimestre de l'année scolaire 1954-1955.

Les élèves qui, au cours de ce premier trimestre, se révéleront insuffisants pourront être proposés pour le renvoi aux vacances de Noël 1954.

Les élèves qui, en fin d'année scolaire, n'auront pas obtenu la moyenne de 9 s'exposeront à être exclus de l'école après délibération du conseil des classes.

(1) Centre d'examen.
(2) Candidat en section classique, ne peut être admis qu'en section moderne.

Liste des candidats des centres d'Alger et de Casablanca déclarés admissibles et sous-admissibles au concours d'admission à l'école polytechnique en 1954.

Sont déclarés sous-admissibles pour avoir obtenu aux six compositions écrites, comptant pour la sous-admissibilité, un total de points égal ou supérieur à 285:

MM.
Bertin (Bruno), Brauns (Paul).
Carayol (Michel), Casanova (Jacques).
Djabali Mahmoud.
Gallois (Gérard), Giovachini (Jean), Grima (Jean-Pierre).
Mavel (Gérard), Munera (Gérard).
Ozanne (François).
Pelissier-Tanon (Jérôme), Peyrache (Guy), Pompei (Charles).
Rocroi (Alain).
Saint-Jean (Bernard), Saint-Jean (Pierre), Segui (Jean).

Ces candidats devront répondre à l'appel de la quatrième série d'admissibilité qui sera fait le vendredi 9 juillet 1954, à sept heures, à l'école polytechnique, 23, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Candidat déclaré admissible pour avoir obtenu aux six compositions écrites comptant pour la sous-admissibilité un total de points égal ou supérieur à 450.

Benzaken (Claude).

Candidat déclaré admissible dans un des concours antérieurs.

Balazard (Jacques).

Ces candidats devront répondre à l'appel de la quatrième série d'admissibilité qui sera fait le vendredi 16 juillet 1954, à sept heures, à l'école polytechnique, 23, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Liste de classement de sortie du stage d'application des médecins lieutenants du service de santé de l'air.

(Année 1954, armée active.)

Soler (Albert).
Mautalen (Charles).
Bertoni (René).
Barriere (Jean).
Saint-Jean (Yves).
Blanloeuil (Claude).
Cadour (Edouard).
Bremond (Jacques).
Bounefoy (Paul).
Despiau-Pujo (Francis).
Nicolas (Max).
Rollet (Michel).
Rollet (Max).
Guiot (André).
Jorrot (Jacques).
Guilland (Gilbert).
Loubiere (Robert).
Joseph (Roger).
Lalevée (Maurice).
Bernard (Michel).
Chatelier (Gérard).
Peguet (Michel).
Delfin (Louis).
Desplats (Yves).

Concours d'admission à l'école spéciale militaire interarmes (division Saint-Cyr, en 1954).

(Première liste d'admissibilité.)

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 juin 1954: page 6101, 3e colonne, Majorations,

Entre:

« 1° Majorations à titre militaire: seront arrêtées à la date du 1er août » et: « ... seuls bénéficieront... »,

Intercaler:

« Seul un état signalétique et des services, certifié par le chef de corps de l'intéressé, sera admis, à l'exclusion de tout autre document;

« 2° Majorations pour diplômes: seront également arrêtées à la date du 1er août. Les candidats intéressés devront présenter l'original du diplôme ou une copie légalisée ».

Liste des militaires radiés du peloton d'élèves officiers de réserve de l'air.

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 juin 1954: page 5404, promotion « Caen 54 A » (référence de radiation: décision ministérielle n° 5446/EMP/5 du 15 mai 1954), après: « Guimelchain (Maurice) », au lieu de: « Guiraud (Jean-Pierre-D.-G.) », lire: « Guirand (Jean-René-P.) ».

(Le reste sans changement.)

Concours d'admission à l'école de l'air en 1954.

Liste, par ordre alphabétique, des candidats déclarés admissibles à la suite des épreuves écrites du concours d'admission à l'école de l'air (élèves officiers de l'air, cadre navigant, et élèves officiers mécaniciens de l'air), recrutement direct, en 1954.

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 juin 1954: page 6139, après: « Aimard (Pierre-D.-J.-F.) », au lieu de: « Albange (Jean) », lire: « Albenge (Jean) ».

(Le reste sans changement.)

Tour de départ aux théâtres d'opérations extérieurs.

Service des matériels.

SUBDIVISION ARTILLERIE

Extrait de la liste A établie au 1er juillet 1954.

Référence: I. M. n° 97284 Pdf/1 B, du 23 juin 1949 et ses modificatifs.

Le présent extrait de la liste A annule et remplace celui publié au *Journal officiel* n° 93 du 22 avril 1954.

TOUR NORMAL

INSCRIPTIONS NOUVELLES (1).

NOTA. — La date inscrite à la suite du prénom indique la date de naissance.

Adjudants-chefs.

Artificiers.

Colas (René), 16 mai 1916, 1re région.
Masnou (Clovis), 21 septembre 1908, 5e région.

(1) Sous-officiers nommés à compter du 1er juillet 1954.

Comptable M. F.

Colon (Albert), 23 juin 1916, Maroc.

Armuriers.

Robert (Pierre), 9 août 1911, Tunisie.
Urlacher (Paul), 23 novembre 1913, 8e région.
Colombain (Marcel), 7 mars 1912, 7e région.
Chevas (Gustave), 13 juin 1912, Maroc.
Mollet (Lucien), 2 juillet 1910, 6e région.

Mécanicien d'artillerie.

Erlard (Roger), 19 juillet 1914, 1re région.

Mécanicien électro D. C. A.

Labat (Paul), 6 janvier 1906, 6e région.

Selliers.

Brunet (Maurice), 8 mai 1909, 3e région (école).
Raveau (Marcel), 10 juillet 1912, Maroc.

Divers.

Besnard (Roger), 9 juin 1912, 1re région (école).

Charron.

Cerdan (Joseph), 27 septembre 1914, 10e région

Adjudants.

Artificiers.

Bouchet (Paul), 13 juin 1909, 10e région.
Perrot (Pierre), 25 août 1910, Maroc.

Comptables M. F.

Bouvier (Edouard), 18 mars 1918, 10e région.
Genet (Léon), 18 avril 1921, 1re région.

Sellier.

Torres (Julien), 29 mars 1915, 10e région.

Divers.

Lagrave (Jean), 25 juillet 1920, 4e région (école).
Debray (Julien), 19 août 1917, 1re région.
Gagneau (Henri), 2 décembre 1923, 1re région.

Maréchaux des logis-majors.

Artificier.

Tavernier (Raoul), 22 mai 1920, F. F. A.

Comptables M. F.

Becker (Kléber), 4 octobre 1914, 2e région.

Comptable C. T.

Pecqueur (Norbert), 19 septembre 1925, 10e région.

Armuriers.

Legrand (Roger), 22 novembre 1923, F. F. A.
Degois (Roland), 18 février 1923, 1re région.

Divers.

Camus (Henri), 26 juin 1925, service cinématographique.
Violet (Martial), 2 décembre 1923, 1re région.
Bouchet (Georges), 7 juin 1925, F. F. A. (mécanographique).

Non spécialiste.

Roze (Georges), 11 octobre 1919, 8e région.

Maréchaux des logis chefs.

Artificier.

Guerret (Lucien), 6 février 1923, Maroc.

Comptable C. T.

Foucault (Raymond), 29 octobre 1928, 1re région.

Armurier.

Sureau (Alfred), 22 octobre 1926, Maroc.

Mécanicien électro D. C. A.

Thebault (André), 28 mai 1926, F. F. A.

Divers.

Spatz (Jacques), 3 décembre 1927, 10e région (mécanographique).
Haiet (Henri), 10 décembre 1929, 4e région (école).

Non-spécialistes.

Villet (Roger), 19 mars 1927, 10e région.
Rousselle (Roland), 29 décembre 1925, Maroc.

INSCRIPTIONS ANCIENNES

NOTA. — La deuxième date (rectifiée le cas échéant) inscrite à la suite du prénom indique la date de nomination.

Adjudants-chefs.

Artificiers.

Dubois (Henri), 29 août 1913 (1er octobre 1949), 3e région.
Boccon (Maurice), 30 octobre 1912 (1er octobre 1949), 8e région.
Hulette (Henri), 27 mars 1909 (1er octobre 1948), 6e région.
Chartier (Louis), 28 juillet 1909 (1er juillet 1948), 3e région.
Boulax (Roger), 4 décembre 1912 (1er juillet 1948), 3e région.
Fillod (Marius), 8 septembre 1909 (1er avril 1948), 7e région.
Coillard (Antoine), 11 mars 1913 (1er avril 1948), base 901.
Plumard (Firmin), 24 septembre 1911 (1er novembre 1948), 2e région.
Voituret (Paul), 26 janvier 1909 (1er janvier 1948), 6e région.

Comptables M. F.

Dufour (Jules), 5 décembre 1912 (1er janvier 1951), administration centrale.
Ronfort (Paul), 25 janvier 1912 (1er janvier 1951), 6e région.
Clotaire (Jean), 8 mai 1913 (1er janvier 1951), Maroc.
Belkadi Mohamed, 30 avril 1914 (1er octobre 1950), 4e région.
Almes (Roger), 10 février 1914 (1er octobre 1950), 9e région.
Rivaud (Clovis), 27 février 1915 (1er octobre 1950), 8e région.
Warin (Robert), 28 décembre 1912 (1er juillet 1950), 6e région.
Moreau (Maurice), 17 août 1908 (1er juillet 1950), 1re région.
Sourier (René), 31 décembre 1914 (1er juillet 1950), 1re région.
Faivre (Henri), 21 décembre 1909 (1er juillet 1950), 4e région.
Parcot (André), 19 avril 1911 (1er juillet 1950), F. F. A.
Robert (Maurice), 2 novembre 1916 (1er juillet 1950), F. F. A.
Labonde (André), 30 juillet 1915 (1er juillet 1950), 10e région.
Millet (Armand), 2 mai 1914 (1er juillet 1950), 1re région.
Caumeil (François), 2 août 1910 (1er juillet 1950), 5e région.
Dedieu (Charles), 3 août 1914 (1er avril 1950), Maroc.
Neumann (Roger), 10 août 1916 (1er avril 1950), F. F. A.
Loncan (Etienne), 6 août 1917 (1er avril 1950), Maroc.
Roville (Edmond), 14 mai 1915 (1er avril 1950), 6e région.
Perrotet (Jules), 18 janvier 1917 (1er avril 1950), F. F. A.
Gailleres (André), 30 mars 1914 (1er janvier 1950), 4e région (école),
Boyer (Julien), 26 avril 1913 (1er janvier 1950), 9e région.

Comptables C. T.

Gachadoumat (André), 22 juin 1912 (1er octobre 1950), 1e région (école).

Entretien réparations parachutes.

Estrem (Jean), 17 novembre 1908 (1er octobre 1944), 5e région (école).
Kessler (Marcel), 18 novembre 1913 (1er janvier 1944), 1re région.

Approvisionnements.

Thomas (Jean), 29 août 1909 (1er juillet 1945), administration centrale.
Ghenal (Adrien), 29 juillet 1917 (1er juin 1945), Maroc.
Dhenain (Jean), 9 juillet 1910 (1er janvier 1945), Maroc.
Grolleau (Albert), 3 octobre 1910 (1er octobre 1944), 1e région.
Lavaud (Georges), 29 octobre 1913 (10 novembre 1943), 7e région.
Mauduit (André), 9 mars 1913 (1er novembre 1943), F. F. A.
Cavaignac (Pierre), 14 novembre 1905 (1er juillet 1943), 5e région.
Michaud (Fernand), 19 avril 1910 (13 août 1942), 2e région.
Hubler (André), 21 août 1909 (1er août 1942), 1re région.

Armuriers.

Lutz (Maurice), 3 mars 1909 (1er juillet 1951), 7e région.
Chirat (Claude), 12 avril 1915 (1er juillet 1951), 8e région.
Fayet (Henri), 26 novembre 1908 (1er juillet 1951), 6e région.
Chabaud (Jean), 29 novembre 1914 (1er juillet 1951), 10e région.
Ricordeau (Jean), 1er août 1913 (1er avril 1951), 3e région.
Brialy (Robert), 2 janvier 1916 (1er avril 1951), 2e région.
Mermoud (Claude), 20 janvier 1913 (1er janvier 1951), administration centrale.

Mécaniciens d'artillerie.

Durieux (Gaston), 15 mars 1907 (1er décembre 1946), 1re région.
Arrachard (Victor), 12 mai 1909 (1er décembre 1945), 2e région.
Santucci (François), 5 avril 1916 (1er octobre 1945), 8e région.
Avenne (René), 12 novembre 1911 (1er septembre 1945), F. F. A.
Cousin (René), 24 décembre 1912 (1er juillet 1945), 1re région.
Richaud (Léon), 10 octobre 1910 (1er juillet 1945), 7e région.
Balthasar (Joseph), 30 août 1907 (1er juin 1945), 6e région.
Mattei (Marc), 7 février 1911 (1er avril 1945), 9e région.
Salvat (René), 5 octobre 1910 (31 août 1944), 7e région.
Revert (Clovis), 21 mars 1909 (1er juillet 1944), 7e région.
Wald (Adolphe), 13 juillet 1908 (1er juillet 1944), 6e région.
Saint-Jean-Paulin (Armand), 18 octobre 1908 (1er juillet 1944), 10e région.
Piquard (Georges), 21 juin 1906 (7 juin 1944), inspection.
Lefèvre (Maurice), 11 juillet 1905 (1er avril 1944), 1re région.

Mécaniciens électro D. C. A.

Pourin (Max), 21 mars 1914 (1er avril 1952), 1re région (école).
Roussel (Marc), 1er septembre 1913 (1er avril 1951), 5e région.
Guitreau (Charles), 6 décembre 1912 (1er décembre 1945), 3e région.
Clément (Georges), 23 août 1911 (1er juillet 1944), 10e région.

Optique.

Biechy (Emile), 10 mars 1913 (1er octobre 1949), F. F. A.
Ulbrich (Gustave), 12 août 1911 (1er octobre 1948), F. F. A.
Perreard (Roger), 19 novembre 1909 (1er octobre 1947), 7e région.
Chenais (Henri), 24 mars 1913 (1er juillet 1945), 3e région.
Peyry (Paul), 14 novembre 1909 (1er juillet 1945), 1re région (école).
Cochennec (Julien), 14 décembre 1909 (1er janvier 1945), 1re région.

Mécaniciens auto.

Roussel (André), 24 janvier 1907 (27 mai 1951), 8e région.
Jean (Emile), 17 février 1914 (5 mai 1950), Maroc.
Leny (Robert), 25 juillet 1917 (24 novembre 1947), Maroc.
Brunel (Pierre), 18 mai 1910 (1er décembre 1945), 6e région.
Peyou (Jean), 18 avril 1918 (1er octobre 1945), 5e région.
Rouchie (François), 23 février 1911 (1er octobre 1945), 4e région.
Quer (Charles), 30 janvier 1913 (1er octobre 1945), 3e région (école).
Ghilini (Pierre), 15 mars 1911 (1er octobre 1945), 1re région.
Butez (Robert), 25 juin 1914 (1er octobre 1945), 2e région.
Castel (Pierre), 25 avril 1914 (7 septembre 1945), 1re région (école).
Faure (Bernard), 3 octobre 1913 (1er septembre 1945), 4e région.
Vandevoir (Maurice), 25 septembre 1910 (24 juillet 1945), 10e région.
Caumont (François), 2 avril 1911 (1er juillet 1945), 3e région.
Brocard (Lucien), 6 septembre 1910 (1er juillet 1945), 8e région.
Court (Raymond), 11 décembre 1910 (1er juillet 1945), F. F. A.
Baudet (Rémy), 1er septembre 1918 (12 juin 1945), 1re région.
Leyour (Joseph), 18 juin 1918 (1er juin 1945), 6e région.
Dumont (Alfred), 2 mars 1909 (1er juin 1945), 1re région (école).
Chochoy (Auguste), 1er mars 1916 (1er juin 1945), 1re région.
Berger (Jean), 1er avril 1915 (1er juin 1945), service cinématographique.
Monier (Eugène), 15 mai 1912 (1er juin 1945), F. F. A.
Gury (Marie), 12 mai 1910 (1er juin 1945), 4e région.
Infusini (Robert), 12 février 1918 (1er juin 1945), 10e région.
Bois (Auguste), 5 mai 1912 (1er juin 1945), inspection.
Pilard (Georges), 18 février 1905 (1er juin 1945), 1re région (école).
Sauvaget (Alcide), 22 octobre 1910 (1er mai 1945), 4e région.
Aubry (Marcel), 7 avril 1915 (1er avril 1945), Maroc.
Gougeon (Gaston), 3 décembre 1911 (1er avril 1945), 8e région.
Pavis (Jean), 5 août 1914 (1er avril 1945), F. F. A.
Tamineau (Guy), 30 avril 1915 (1er avril 1945), 10e région.
Corlay (Jean), 15 février 1911 (15 février 1945), inspection.
Deval (Fernand), 10 juillet 1912 (1er janvier 1945), 10e région.
Mean (Edmond), 21 janvier 1914 (1er janvier 1945), 6e région.
Couillandreau (Robert), 14 juillet 1917 (1er janvier 1945), 4e région.

Mécanique générale.

Guilhem (René), 1er août 1915 (1er juillet 1946), 5e région.

Charrons.

Legrand (Bernard), 27 décembre 1914 (1er octobre 1949), Maroc.
Auger (Robert), 2 septembre 1914 (1er janvier 1948), 3e région (école).
Grente (Alfred), 25 septembre 1907 (1er avril 1947), 8e région.
Pinthon (Raymond), 1er avril 1907 (1er janvier 1946), 7e région.
Michel (Gaston), 4 avril 1910 (1er juillet 1945), 1re région (école).
Caron (Octave), 29 mai 1907 (1er janvier 1945), 2e région.

Mécaniciens engins blindés.

Pitel (René), 4 janvier 1916 (1er novembre 1945), F. F. A.
Fevre (Camille), 30 janvier 1912 (1er octobre 1945), 8e région.
Dubarry (Louis), 18 mai 1909 (1er octobre 1945), 6e région.
Geny (Henri), 20 septembre 1910 (1er août 1945), F. F. A.
Maucotel (Maurice), 31 octobre 1908 (1er août 1945), 8e région.
Drouot (Maurice), 21 février 1913 (1er avril 1945), 6e région.
Robin (Jean), 3 juin 1918 (1er octobre 1944), 4e région.
Douchain (Lucien), 5 juillet 1906 (25 juin 1944), Maroc.
Hocquart (Albert), 10 novembre 1912 (15 avril 1944), 6e région.
Billon (Pierre), 1er juillet 1940 (25 janvier 1943), Maroc.
Rostaing (Antoine), 6 janvier 1906 (1er avril 1942), 1re région (école).
Georgeon (Roger), 2 mars 1919 (1er décembre 1941), 8e région.

Selliers.

Ringot (Alphonse), 26 juin 1911 (1er octobre 1951), 1re région (école).
Bailly (Albert), 4 janvier 1910 (1er octobre 1951), Tunisie.
Schmerber (Antony), 3 janvier 1911 (1er octobre 1951), Maroc.
Lecroc (François), 21 janvier 1910 (1er janvier 1951), Tunisie.
Delplanque (Charles), 20 septembre 1907 (1er janvier 1951), 3e région (école).

Adjudants.

Artificiers.

Riou (Georges), 9 novembre 1916 (1er avril 1951), 3e région.
Claret (Maurice), 26 juillet 1909 (1er octobre 1950), 1e région.
Colin (Albert), 4 janvier 1916 (1er juillet 1950), 6e région.
Vidal (Adrien), 10 décembre 1918 (1er janvier 1950), Tunisie.
Lomont (Maxime), 9 août 1919 (1er janvier 1950), 6e région.
Mira (Joseph), 28 mai 1915 (1er janvier 1950), 5e région.
Trifigny (Robert), 5 juin 1919 (1er janvier 1950), 2e région.
Lucas (Yvon), 14 février 1914 (1er octobre 1949), 6e région.
Guerin (Léon), 23 juillet 1914 (1er octobre 1949), 3e région.
Trocme (Pierre), 29 décembre 1912 (1er octobre 1949), 7e région.
Mangeant (Jacques), 25 janvier 1909 (1er octobre 1949), 4e région.
Johard (Louis), 28 décembre 1914 (1er juillet 1949), F. F. A.
Vignon (Maurice), 3 mai 1917 (1er juillet 1949), F. F. A.

Comptables M. F.

Kosin (Charles), 19 octobre 1911 (1er octobre 1950), 10e région.
Brion (René), 30 septembre 1914 (1er octobre 1950), 3e région (école).
Perizet (Paul), 18 juillet 1912 (9 septembre 1950), F. F. A.
Blondel (Albert), 13 septembre 1920 (1er avril 1950), base 901.
Fixard (Gérard), 29 mai 1918 (1er janvier 1950), F. F. A.
Boulet (Félix), 12 août 1912 (1er janvier 1950), 2e région.
Leger (Roland), 12 août 1920 (1er janvier 1950), 1re région.
Couvel (Fernand), 10 mars 1919 (1er janvier 1950), Tunisie.
Dugarin (Robert), 26 juin 1920 (1er janvier 1950), Tunisie.
Travers (Eugène), 7 juin 1912 (1er janvier 1950), F. F. A.
Costes (Aristide), 31 août 1913 (1er janvier 1950), 9e région.

Comptables C. T.

Bechereau (Fernand), 18 janvier 1920 (1er janvier 1951), 3e région (école).
Raffin (Elie), 9 novembre 1919 (1er octobre 1951), 1re région.
Henaut (René), 25 avril 1923 (1er avril 1951), 2e région.
Fanene (André), 14 mai 1916 (1er avril 1951), 10e région.
Garcia (Pierre), 11 janvier 1917 (1er janvier 1951), Maroc.
Gavila (Barthélemy), 13 novembre 1917 (1er avril 1950), 7e région.

Entretien réparations parachutes.

Cante (Lucien), 12 janvier 1914 (10 novembre 1943), 8e région.

Approvisionnements.

Livet (Robert), 2 décembre 1918 (1er octobre 1945), F. F. A.
Grimaud (Jean), 8 décembre 1914 (1er juillet 1945), Tunisie.
Lecoq (Augustin), 20 janvier 1915 (1er juillet 1945), 6e région.
Rousset (Paul), 20 novembre 1915 (1er juin 1945), 4e région.
Decamps (Henri), 15 octobre 1916 (1er janvier 1945), 1re région.

Armuriers.

Feray (Maxime), 6 septembre 1913 (1er octobre 1951), 9e région.
Pellegrin (Albert), 1er juin 1915 (1er octobre 1951), 4e région.
Salliet (Georges), 12 mai 1915 (1er juillet 1951), 5e région.
Sylvestre (Marcel), 25 juin 1914 (1er juillet 1951), Maroc.
Pipereau (Marcel), 22 juin 1913 (1er avril 1951), 3e région.
Guillerm (Yves), 9 septembre 1914 (1er avril 1951), 3e région.
Colin (André), 19 août 1914 (1er avril 1951), 7e région.
Bontemps (Georges), 4 septembre 1914 (1er avril 1951), 6e région.
Rey Demanceuf (Maurice), 6 novembre 1913 (1er avril 1951), 8e région.
Gelle (Fernand), 18 juin 1915 (10 février 1951), F. F. A.

Mécaniciens d'artillerie.

Le Guillou (Jean), 19 mai 1915 (1er septembre 1944), 3e région.
Blenner (Ernest), 17 janvier 1915 (1er juillet 1944), 9e région.
Seguy (André), 28 octobre 1910 (27 juillet 1943), 3e région.

Mécaniciens électro D. C. A.

Obrecht (Marcel), 1er avril 1912 (20 octobre 1949), F. F. A.
Fonvielle (Denis), 8 août 1920 (23 mars 1949), 3e région.
Liaud (Yves), 19 mars 1917 (1er janvier 1948), 7e région.
Lavenant (Camille), 5 octobre 1916 (1er mars 1947), inspection.

Optique.

Laclau (Pierre), 21 février 1917 (1er juillet 1949), 1re région.
Gremillon (Paul), 29 juin 1913 (1er octobre 1948), 4e région.
Lardot (Claude), 7 février 1918 (1er octobre 1948), 1re région.
Vialle (Camille), 13 mai 1916 (1er juillet 1948), 7e région.
Lacaze (Albert), 23 octobre 1917 (1er avril 1948), 10e région.
Saget (Henri), 12 juin 1912 (1er janvier 1948), Tunisie.
Lapoutge (William), 10 juillet 1914 (1er janvier 1948), F. F. A.
Lainque (Gilbert), 1er avril 1913 (1er octobre 1947), F. F. A.
Hubeau (Louis), 11 août 1913 (1er janvier 1947), inspection.

Mécaniciens auto.

Degeilh (François), 18 février 1916 (27 octobre 1951), F. F. A.
Baille (Gilbert), 14 janvier 1921 (1er janvier 1950), 1re région (école).
Masson (Guy), 28 décembre 1921 (1er décembre 1945), 6e région.
Chaumont (Jean), 21 septembre 1916 (1er décembre 1945), 9e région. (école).
Merle (Jean), 1er août 1911 (25 novembre 1945), F. F. A.
Senentz (Paul), 22 juillet 1919 (1er novembre 1945), 10e région.
Frezet (Gilbert), 4 février 1916 (1er octobre 1945), 6e région.
Tourret (Roger), 5 mai 1919 (1er octobre 1945), F. F. A.
Heller (Edmond), 16 septembre 1915 (1er septembre 1945), inspection.
Baradue (Gilbert), 8 décembre 1914 (1er juillet 1945), F. F. A.
Pere-Faan (Jean), 10 janvier 1913 (1er juillet 1945), 1re région (école).
Gattie (René), 7 juillet 1919 (1er juin 1945), administration centrale.
Signol (Marcel), 2 juin 1918 (1er juin 1945), Maroc.
Chevoir (Jean), 11 octobre 1917 (1er juin 1945), 3e région.
Dieu (Henri), 17 décembre 1917 (1er juin 1945), 4e région (école).
Mir (Emile), 15 octobre 1917 (25 mai 1945), 5e région.
Billochon (Marcel), 3 mars 1918 (1er mai 1945), 2e région.
Heidet (Marcel), 25 mai 1914 (1er avril 1945), 4e région (école).
Palazzoli (Gimio), 12 janvier 1915 (1er avril 1945), 9e région.
Delamarre Marcel), 10 septembre 1918 (1er mars 1945), 4e région.
Masson (Robert), 23 décembre 1912 (1er janvier 1945), 8e région.

Charrons.

Occhipento (Joseph), 24 novembre 1915 (1er avril 1950), 10e région.
Chaderat (Paul), 18 novembre 1916 (1er juillet 1948), 8e région.
Useo (Robert), 19 novembre 1908 (1er juillet 1948), 1re région.
Hallair (Jean), 30 septembre 1917 (1er juillet 1948), 7e région.
Thomas (Jean), 25 août 1906 (1er juillet 1948), 6e région.
Sonnet (René), 3 octobre 1912 (1er juillet 1947), 7e région.

Mécaniciens d'engins blindés.

Soulié (Michel), 26 juin 1918 (10 juin 1945), F. F. A.
Vigny (Ernest), 18 octobre 1914 (1er juin 1945), 6e région.
Desmarest (Raymond), 4 avril 1914 (6 mai 1945), 6e région.
Menec (Auguste), 1er juin 1917 (1er janvier 1945), Maroc.
Rigolet (René), 30 décembre 1911 (1er janvier 1945), Maroc.
Boulmier (Emile), 15 janvier 1917, 1er août 1944), 7e région.
Scheffer (Victor), 19 janvier 1912 (6 juin 1944), 1re région.

Selliers.

Texier (Lucien), 12 mars 1914 (1er janvier 1952), 1e région.
Grellier (Louis), 21 juillet 1914 (1er avril 1951), 7e région.
Barangé (André), 15 février 1915 (1er avril 1951), 3e région.

Maréchaux des logis-majors.

Artificier.

Georges (Fernand), 10 janvier 1915 (25 octobre 1950), 7e région

Comptables M. F.

Denis (Bernard), 8 octobre 1914 (1er juillet 1950), 3e région.
Degioanni (Marcel), 8 janvier 1921 (1er avril 1950), 9e région.
Monti (Eugène), 13 octobre 1913 (1er avril 1950), 8e région.

Comptable C. T.

Delzoppo (Jean), 18 décembre 1914 (1er janvier 1950), 8e région.

Armuriers.

Herrier (Ferdinand), 10 juillet 1911 (1er octobre 1951), 8e région.
Le Deist (Pierre), 16 novembre 1917 (1er octobre 1951), 3e région.
Brenneur (François), 7 août 1920 (1er octobre 1951), 3e région.
Romilly (René), 30 juin 1923 (1er octobre 1951), Maroc.
Pallon (Désiré), 19 février 1916 (1er juillet 1951, 9e région.
Eychenie (Ernest), 9 novembre 1922 (1er juillet 1951), 4e région.
Lassus-Pigat (Gaston), 24 août 1916 (1er juillet 1951), F. F. A.

Maréchaux des logis chefs.

Artificiers

Taba (Roger), 1er novembre 1915 (21 décembre 1949), 9e région.
Bussard (Jean), 3 mars 1921 (1er septembre 1949), 3e région (école).
Gilodes (Paul), 19 janvier 1920 (1er juillet 1949), 9e région.
Le Pape (Guy), 30 mars 1928 (1er juillet 1949), F. F. A.

Comptables M. F.

Ballandras (André), 14 avril 1924 (1er juillet 1949), 8e région.

Comptables C. T.

Allie (Robert), 22 août 1924 (1er juillet 1952), F. F. A.
Renard (Jacques), 24 juillet 1926 (1er avril 1954), 8e région.
Benguerel (Robert), 17 février 1922 (1er avril 1954), 6e région.
Gachet (Pierre), 6 septembre 1917 (1er avril 1954), 6e région.
Lenormand (Michel), 10 juin 1918 (24 décembre 1950), 1re région.
Gibaud (Guy), 29 janvier 1926 (1er avril 1950), 3e région (école).
Labrorie (Paul), 30 juin 1929 (1er avril 1950), 5e région (école).

Armuriers.

Saulnier (Pierre), 15 juillet 1926 (1er octobre 1954), 6e région.
Lauvergnat (Raymond), 19 octobre 1925 (1er octobre 1954), Maroc.
Scherrer (Eugène), 10 mai 1923 (1er octobre 1951), 6e région.
Gambert (Maurice), 24 janvier 1927 (1er juillet 1951), F. F. A.
Mermoz (Georges), 2 avril 1926 (1er janvier 1951), Maroc.

Mécaniciens électro D. C. A.

Thibault (Ulysse), 4 mai 1927 (1er avril 1954), 3e région.

Optique.

Lepape (Jean), 16 septembre 1924 (1er janvier 1949), F. F. A.
Groillier (Pierre), 24 juillet 1922 (16 août 1945), F. F. A.

Mécaniciens auto.

Gaveriaux (Paul), 18 octobre 1920 (1er octobre 1951), 6e région.
Châtelain (Jack), 25 août 1918 (2e mai 1951), F. F. A.

Maréchaux des logis.

Artificiers.

Aubert (Serge), 17 mars 1929 (1er novembre 1950), 1re région.
Negron (Marcel), 14 mai 1929 (18 octobre 1950), 10e région.
Spaletta (Georges), 6 octobre 1929 (18 octobre 1950), F. F. A.
Saunier (Pierre), 15 mai 1929 (18 octobre 1950), 6e région.
Delhorme (Roland), 20 avril 1929 (26 avril 1950), 1re région.
Portais (Louis), 17 mai 1926 (1er juillet 1949), 4e région.
Renard (Michel), 22 octobre 1929 (15 mai 1949), F. F. A.

Comptables M. F.

André (Paul), 19 avril 1931 (15 avril 1953), 5e région.
Chenu (Paul), 1er décembre 1931 (1er octobre 1952), 1re région (école).

Comptable C. T.

Yon (Raymond), 18 mai 1923 (1er février 1950), 6e région.

Armuriers.

Lanos (Yves), 19 juillet 1931 (16 juillet 1951), 6e région.
Simard (Guy), 16 janvier 1931 (16 juillet 1951), 4e région.
Resche-Rigon (Michel), 11 juillet 1930 (1er août 1951), 1re région (école).
Degasne (Roger), 2 février 1930 (25 avril 1951), 10e région.
Boitiau (Bernard), 29 février 1930 (25 avril 1951), F. F. A.
Pecout (Guy), 6 janvier 1930 (25 avril 1951), 1re région.
Gerard (Roland), 16 février 1932 (16 février 1951), F. F. A.
Boudier (Serge), 5 août 1930 (1er janvier 1951), 8e région.
Raffard (Daniel), 21 octobre 1928 (1er janvier 1951), Maroc.
Pauliac (Raymond), 18 juin 1928 (1er janvier 1951), 3e région (école).

Mécaniciens d'artillerie.

Marlin (Louis), 20 décembre 1950 (1er mai 1953), 1re région.
Guiet (Gérard), 1er novembre 1932 (1er janvier 1953), 10e région.
Alliot (Jean), 11 décembre 1932 (1er décembre 1951), 1re région.
Carrere (Michel), 1er janvier 1932 (31 juillet 1951), 1re région.
Chamrion (Claude), 29 octobre 1929 (18 octobre 1950), 1re région.
Allo (Jean), 27 décembre 1930 (12 janvier 1950), F. F. A.

Mécaniciens électro D. C. A.

Robin (Jean), 9 février 1932 (31 mars 1953), 1re région.
Faure (Serge), 27 janvier 1931 (27 janvier 1953), F. F. A.
Laporte (Pierre), 22 janvier 1931 (22 janvier 1953), F. F. A.
Tanguy (Jean), 19 janvier 1933 (15 octobre 1952), Maroc.
Buczek (Emile), 17 juin 1931 (15 octobre 1952), 1re région (école).
Maizy (José), 27 janvier 1932 (5 octobre 1952), 1re région (école).
Gard (Michel), 9 mai 1931 (1er juillet 1952), 1e région.
Grulier (Robert), 10 mai 1933 (10 mai 1952), 10e région.
Cazeaud (Camille), 24 septembre 1931 (1er décembre 1951), F. F. A.
Basset (Jacques), 24 février 1932 (24 février 1951), 8e région.
Carayon (Jean), 4 février 1932 (4 février 1951), 9e région.

Optique.

Chesser (Bovis), 18 décembre 1927 (28 mai 1951), 1re région (école).
Locatelli (Jean), 7 janvier 1928 (1er juillet 1950), 6e région.
Perrin (Pierre), 27 avril 1930 (20 janvier 1950), 1re région.
Bource (Jean), 23 mai 1931 (23 mai 1950), 1re région.
Calves (Jacques), 5 juillet 1930 (16 août 1949), Maroc.
Balatre (André), 4 août 1930 (1er août 1949), 1re région.
Maroleau (Jacques), 4 octobre 1930 (1er août 1949), 1re région.

Mécaniciens auto.

Nerzic (René), 15 juillet 1928 (1er juillet 1951), Maroc.
Bourgailh (André), 11 juin 1923 (1er novembre 1949), 6e région.

Les sous-officiers dont les noms figurent sur le présent extrait devront être soumis dans les moindres délais à la visite médicale et éventuellement à une contre-visite dans les conditions fixées par FI. M. n° 4728-2/DCSSA en date du 19 août 1949 (*B. O.*, p. t., n° 32 du 5 septembre 1949).

Les indications relatives à l'aptitude physique et éventuellement aux demandes de sursis et demandes de radiation de l'extrait du tour de départ devront parvenir à l'administration centrale (direction centrale du matériel) par télégramme avant le 20 juillet 1954.

Pour les sous-officiers en service en Afrique du Nord, il y aura lieu de préciser le port d'embarquement.

NOTA. — Les certificats de visite des sous-officiers qui ont figuré au tour de départ du 22 avril 1954 restent valables pour ceux reconnus aptes; pour les inaptes, il devra être adressé de nouveau un certificat médical.

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

Fixation de la valeur imposable servant au calcul de la taxe cumulée sur les laines.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 99 de l'annexe III au code général des impôts fixant les modalités d'application de la taxe sur les transactions;

Vu l'article 33 (§ 4) de l'annexe IV audit code pris en exécution du texte précité,

Arrête:

Art. 1er. — La valeur imposable servant de base au calcul de la taxe cumulée en ce qui concerne le régime spécial de la laine est fixée comme suit, à partir du 1er juillet 1954:

1.587 F par kilogramme de laine peignée;
825 F par kilogramme de laine cardée en rubans;
635 F par kilogramme de laine blousse.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juillet 1954.

HENRI ULVER.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret du 2 juillet 1954 modifiant le décret du 1er février 1954 nommant un professeur d'ophtalmologie à l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Limoges.

Par décret en date du 2 juillet 1954, le décret du 1er février 1954 est modifié ainsi qu'il suit:

« M. Valière-Vialeix, docteur en médecine, est nommé professeur dans la chaire de clinique ophtalmologique de l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Limoges (dernier titulaire: M. Duverger, retraité), à compter du 1er octobre 1953 et titularisé à cette date dans le grade correspondant. »

Décret du 2 juillet 1954 portant admission à la retraite (enseignement supérieur).

Par décret en date du 2 juillet 1954, M. Guerithault, professeur à l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Nantes, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté d'âge et de services à compter du 29 octobre 1953.

M. Guerithault est maintenu en fonctions jusqu'au 30 septembre 1954.

Attribution, par la ville de Mulhouse, d'une indemnité au bibliothécaire de la bibliothèque municipale.

Par arrêté en date du 15 juin 1954, la ville de Mulhouse est autorisé à allouer une indemnité annuelle de 50.000 F à M. Richter, bibliothécaire de la bibliothèque municipale.

Attribution, par le département de la Haute-Loire, d'une indemnité aux institutrices chargées de l'enseignement de la dentelle à la main.

Par arrêté en date du 15 juin 1954, le département de la Haute-Loire est autorisé à allouer aux institutrices chargées de l'enseignement de la dentelle à la main une indemnité spéciale de 4.500 F l'heure-année, dans la limite de trois heures-année par agent.

Concours de 1954 pour l'entrée à l'école normale supérieure et pour les bourses de licence.

Liste, par académie, des candidats déclarés admissibles aux épreuves orales (section des sciences, groupes I et II).

ACADÉMIE DE PARIS

Akrich, Alidières, Bellando, de Bergevin, Bessis, Bonnamy, Bornet, Bosc, Claudel, Combes, Coulon, Davies, Delgendre, Delpuech, Douady, Dreuil, Esambert, Gacougnolle, Haissinsky, Halbron, Imbert, Jacquard, Kaplan, Lacaze, Lassiaille, Lecomte, Legendre, Leloup, Lerner, Machuel, Marlinais, Massieu, Meurice, Mercouroff, Merrien, Meyer, de Monestrol, Moreau, Neraud, Pache, Pasqualini, Poitevin, Rouffet, Thibaudier, Tranchevent, Veyssie, Villain, Walrave.

ACADÉMIE D'AIX

Jullien, Mein.

ACADÉMIE D'ALGER

Benzaken, Munera.

ACADÉMIE DE BESANÇON

Chaumont, Mangin.

ACADÉMIE DE BORDEAUX

Ninin, Vignolles.

ACADÉMIE DE CASABLANCA

Giovachini.

ACADÉMIE DE DIJON

Le Roy, Raymond.

ACADÉMIE DE GRENOBLE

Eymery.

ACADÉMIE DE LILLE

Decaure, Thery.

ACADÉMIE DE LYON

Bodaro, Lacroix, Picard, Pitrat, Suard.

ACADÉMIE DE MONTPELLIER

Jampy, Molino.

ACADÉMIE DE POITIERS

Froger, Muller.

ACADÉMIE DE TOULOUSE

Bize, Hily, Marsal, Pradines.

GROUPE II

Garçons.

Berthelemy, Carron, Dauta, Dupuy, Frontier, Hartmann, Jacquet, Nevot, Sabalier, Saveant, Sommer, Thevenin, Veillard, Vigier.

Filles.

Mlles Bouissou, Froussaudier, Ghiarelli, Dubouchet, Dutheil, Lemasson, Gauthier, Maillard,

Les épreuves orales commenceront à l'école normale supérieure, 45, rue d'Ulm, Paris (5e), le vendredi 2 juillet à huit heures, pour les candidats ayant composé dans l'académie de Paris. Les candidats de province seront examinés au fur et à mesure de leur arrivée.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Liste d'aptitude aux fonctions de commis des services extérieurs des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture.

Par arrêté en date du 18 juin 1954:

En application des dispositions de l'article R. 442 du décret n° 53-771 du 13 août 1953 prévoyant des bonifications de points en faveur des orphelins de guerre, M. Satis (Claude) est déclaré apte aux fonctions de commis des services extérieurs des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture.

Conformément aux dispositions du décret n° 53-771 du 13 août 1953, M. Durand (Lucien) est inscrit sur la liste supplémentaire établie à la suite du concours ouvert en 1951. Il pourra être déclaré apte aux fonctions de commis des services extérieurs des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture si un candidat admis définitivement est démissionnaire ou si l'un des postes mis à la disposition des bénéficiaires d'emplois réservés reste vacant.

Cette liste supplémentaire n'est valable que jusqu'au 1er janvier 1955.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret portant déclassement et reclassement dans la voirie urbaine de Saint-Raphaël (Var) des délaissés de la R. N. 98 résultant de la réalisation de la déviation du Dramont.

Rectificatif au *Journal officiel* du 13 avril 1954, page 3523, au lieu de: « le plan au 1/2500 susvisé », lire: « le plan au 1/500 susvisé ».

Classement du nouveau tracé de la R. N. n° 748 dans la voirie nationale, déclassement et reclassement du délaissé dans la voirie urbaine d'Audierne.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu le décret n° 53-1172 du 27 novembre 1953 relatif à l'autorisation et à la déclaration d'utilité publique des travaux concernant les routes nationales, ainsi qu'aux classement et déclassement de celles-ci;

Vu la délibération du conseil municipal d'Audierne en date du 9 mars 1954;

Vu le rapport des ingénieurs du service des ponts et chaussées du département du Finistère en date des 4, 11 et 24 mai 1954;

Vu le plan au 1/500 visé par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de ce département le 24 mai 1954;

Vu l'avis favorable du ministre de l'intérieur en date du 18 juin 1954,

Arrête:

Art. 1er. — Est classé dans la voirie nationale, comme partie intégrante de la route nationale n° 784, le nouveau tracé de cette route compris entre la rue Victor-Hugo et la rue Anatole-France, dans la traverse d'Audierne, et figuré en rose sur le plan susvisé, qui restera annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Est déclassée et reclassée dans la voirie urbaine d'Audierne la section délaissée de l'ancien tracé de la même route nationale comprise entre la rue Laisné et la place de la République, et figurée en jaune sur ledit plan.

Art. 3. — Le préfet du Finistère est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1954.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HENRI ZIEGLER.

Nomination de membres du comité central des œuvres sociales.

Par arrêté du 30 juin 1954, a été renouvelée comme suit, à compter du 1er juillet 1954, la composition du comité central des œuvres sociales institué au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme en ce qui concerne les membres désignés par la société mutualiste du personnel des travaux publics, des transports et du tourisme:

Membres titulaires.

M. Cazin, adjoint technique des ponts et chaussées.
M. Charton, administrateur civil au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Membres suppléants.

M. Gobet, agent de travaux des ponts et chaussées.
M. Mathieu, agent de travaux des ponts et chaussées.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Décret du 3 juillet 1954 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 3 juillet 1954, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'industrie et du commerce, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 12 janvier 1954 portant que la nomination du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à titre exceptionnel:

Au grade de chevalier.

M. Courbey (Roger-Edmond), chef de file de la distribution à Electricité de France; 23 ans 6 mois de pratique professionnelle et de services militaires. Titres exceptionnels.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Importation et transit des bois, plants et fruits de châtaignier.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture, le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat au budget,

Sur la proposition du directeur général des eaux et forêts, du directeur de la production agricole, du directeur général des douanes et droits indirects et du directeur des industries chimiques,

Vu l'avis du comité consultatif de la production des végétaux;

Vu l'ordonnance n° 45-2627 du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux, modifiée par l'article 65 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947,

Vu le code des douanes, et notamment l'article 38;

Vu le décret n° 53-608 du 7 juillet 1953 fixant les attributions du secrétaire d'Etat au budget;

Vu la loi n° 54-445 du 15 avril 1954 portant fixation du tarif des droits de douane d'importation;

Vu l'arrêté du 5 mars 1952 concernant le contrôle sanitaire des végétaux à l'importation et la fixation du taux des droits d'inspection, et notamment son article 7, maintenant en application l'arrêté du 11 décembre 1950 relatif à l'importation et au transit des bois, plants et fruits de châtaignier,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'arrêté du 11 décembre 1950 est abrogé.

Art. 2. — Sont interdits l'importation et le transit des plants et bois de châtaignier, désignés ci-dessous par référence à la nomenclature générale des douanes, en provenance de tous pays:

Ex n° 59. — Boutures non racinées et greffons de châtaignier.
Ex n° 64. — Plantes de pépinières et autres plantes vivantes = essence de châtaignier.
Ex n° 124 A et B. — Matières premières végétales pour le tannage = bois et écorce de châtaignier.
Ex n° 763. — Bois de feu — de châtaignier.
Ex n° 765 A. — Bois ronds bruts même écorcés — de châtaignier.
Ex n° 766 A. — Bois équarris ou planés — de châtaignier.
Ex n° 767 A. — Bois sciés — de châtaignier.
Ex n° 769. — Traverses pour voies ferrées — en châtaignier.
Ex n° 770 A et B. — Bois de tonnellerie — de châtaignier.
Ex n° 771. — Bois feuillards, lisses, lattes, échalas fendus — de châtaignier.
Ex n° 772. — Pieux et piquets préparés — en châtaignier.
Ex n° 777. — Sciure de châtaignier.
Ex n° 779. — Bois rabotés, rainés et (ou) bouvetés — de châtaignier.
Ex n° 791. — Caisses et emballages légers où entre du châtaignier.
Ex n° 792 A. — Ouvrages de tonnellerie cerclés en bois de châtaignier.

Art. 3. — L'importation de marrons et de châtaignes (n° 75 D) en provenance de tous pays est subordonnée à la délivrance d'un certificat phytosanitaire. Si l'*endothia parasitica* sévit dans le pays exportateur, ce certificat précisera que les produits ont été désinfectés suivant un procédé agréé par le service français de la protection des végétaux.

Art. 4. — Le directeur général des eaux et forêts, le directeur de la production agricole, le directeur général des douanes et droits indirects et le directeur des industries chimiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 1954.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
MICHEL LAURAS.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
AMBROISE ROUX.

Le secrétaire d'Etat au budget,
Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ANDRÉ-LOUIS MARTIN.

Transformation de l'école d'agriculture des Trois-Croix (Ille-et-Vilaine) en école régionale d'agriculture.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Vu les lois des 2 août 1918 et 5 juillet 1941 portant organisation de l'enseignement agricole public;

Vu le décret du 23 juin 1920 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi susvisée du 2 août 1918;

Vu la convention en date du 1er mars 1929 mettant à la disposition de l'Etat, pour une période de trente ans renouvelable, le domaine des Trois-Croix, appartenant au département d'Ille-et-Vilaine, et sur lequel est actuellement installée une école d'agriculture;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement,

Arrête:

Art. 1er. — L'école d'agriculture des Trois-Croix (Ille-et-Vilaine) est transformée, à compter du 1er octobre 1954, en école régionale d'agriculture du type défini par l'article 6 de la loi du 5 juillet 1941.

Art. 2. — Le chef du service de l'enseignement au ministère de l'agriculture et le directeur du budget au ministère des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 23 juin 1954.

Le ministre de l'agriculture,
Pour le ministre et par délégation:
Le chef de cabinet,
JEAN ROUGÉ.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:
Par empêchement du directeur du budget:
Le chef de service,
MARTIAL-SIMON.

Délégations de signature.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;

Vu le décret du 19 juin 1954 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à M. René Prolin, directeur de la production agricole, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture, tous engagements de dépenses jusqu'à un maximum de 10 millions de francs, ainsi que tous arrêtés, actes ou décisions, à l'exclusion de:

1° Des décrets;
2° Des arrêtés interministériels allouant des indemnités;
3° Des arrêtés, actes ou décisions ayant un caractère réglementaire ou de principe, ou allouant des subventions.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Prolin, directeur de la production agricole, délégation est donnée à MM. Allix et Piazza d'Olmo, directeurs adjoints, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture, les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et les titres de perception, à l'exclusion des arrêtés, actes ou décisions.

Fait à Paris, le 25 juin 1954.

ROGER HOUDET.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu l'article 2 du décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leurs signature;

Vu le décret du 19 juin 1954 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à M. Blanc, directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture, tous engagements de dépenses jusqu'à un maximum de 30 millions de francs, ainsi que tous actes ou décisions, à l'exclusion:

1° Des décrets;
2° Des arrêtés interministériels allouant des indemnités;
3° Des arrêtés, actes ou décisions ayant un caractère réglementaire ou de principe, ou allouant des subventions.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Blanc, directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole, délégation est donnée à M. Rauscher, sous-directeur, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture, les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et les titres de perception, à l'exclusion des arrêtés, actes ou décisions.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juin 1954.

ROGER HOUDET.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique,
Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;
Vu le décret du 19 juin 1954 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à M. Raymond Braconnier, directeur de l'institut national de la recherche agronomique, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture, tous engagements de dépenses jusqu'à un maximum de 10 millions de francs, ainsi que tous arrêtés, actes ou décisions, à l'exclusion:

1° Des décrets;
2° Des arrêtés interministériels allouant des indemnités;
3° Des arrêtés, actes ou décisions ayant un caractère réglementaire ou de principe, ou allouant des subventions.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Braconnier, délégation est donnée à M. Trudelle, sous-directeur de l'institut national de la recherche agronomique, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture, les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et les titres de perception, à l'exclusion des arrêtés, actes ou décisions.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juin 1954.

ROGER HOUDET.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique,
Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;
Vu le décret du 19 juin 1954 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — M. Maze-Sencier, inspecteur général, chef du service des haras, des courses et du pari mutuel, est autorisé à signer, au nom du ministre de l'agriculture, les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et les titres de perception en ce qui concerne le service de l'inspection des courses et du pari mutuel.

Art. 2. — Dans la limite de ses attributions et en cas d'absence ou d'empêchement de M. Maze-Sencier, M. Sabatier (E.-G.), administrateur civil de 1re classe, chef du bureau des courses et du pari mutuel, est autorisé à signer, au nom du ministre de l'agriculture, les documents susvisés.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juin 1954.

ROGER HOUDET.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique,
Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;
Vu le décret du 19 juin 1954 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — M. Roger Chauvet, inspecteur général, chef du service de la répression des fraudes, est autorisé à signer, au nom du ministre de l'agriculture, les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et les titres de perception, en ce qui concerne le service de la répression des fraudes.

Art. 2. — Dans la limite de ses attributions et en cas d'absence ou d'empêchement de M. Chauvet, M. Toubeau, inspecteur général de la répression des fraudes, est autorisé à signer, au nom du ministre de l'agriculture, les documents susvisés.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juin 1954.

ROGER HOUDET.

Nomination des membres de la commission permanente de l'institut des vins de consommation courante.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 16 avril 1954 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'institut des vins de consommation courante, et notamment son article 4;
Sur proposition du conseil interprofessionnel de l'institut des vins de consommation courante,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés membres de la commission permanente de l'institut des vins de consommation courante:

MM.
Bessède (Henri), viticulteur à Mèze (Hérault).
Azibert (Raymond), viticulteur à Carcassonne (Aude).
Laperche (Armand), viticulteur à Marmande (Lot-et-Garonne).
Marot (Gérard), viticulteur à Marigny-Brizay (Vienne).
Maitre (Léon), viticulteur à Cherchell (Alger).
Martin (Pierre), président de la chambre d'agriculture de la Gironde.
Gonnet (Fernand), pépiniériste viticulteur à Suze-la-Rousse (Drôme).
Boutet (Max), négociant à Paris-Bercy.
Huc (Louis), négociant à Béziers (Hérault).
Dary (Jean), vice-président de l'union nationale des associations familiales, 49, rue de Bellechasse, Paris.

Art. 2. — Le directeur de la production agricole au ministère de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 juillet 1954.

ROGER HOUDET.

MINISTERE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION

Décret du 5 juillet 1954 portant délégation de signature.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre du logement et de la reconstruction,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;
Vu le décret du 19 juin 1954 portant nomination des membres du Gouvernement;
Vu l'arrêté du 26 juin 1954 portant nomination de membres du cabinet du ministre du logement et de la reconstruction,

Décrète:

Art. 1er. — Délégation permanente et générale est donnée à M. Villers (Bernard), conseiller technique, à l'effet de signer, au nom du ministre du logement et de la reconstruction, tous actes, arrêtés et décisions à l'exclusion des décrets.

Cette délégation s'applique, en particulier, à la signature:

1° De toutes ordonnances de payement, de virement et de délégation, de tous avis d'ordonnance, de tous ordres de recettes, de tous titres exécutoires prévus par l'article 54 de la loi du 13 avril 1898 et des arrêtés de débet prévus par la loi du 12 vendémiaire, an VIII;

2° De tous marchés, conventions, contrats et avenants, ainsi que des attestations d'intérêt national destinées à permettre le préfinancement des marchés par la caisse nationale des marchés de l'Etat.

Art. 2. — Le ministre du logement et de la reconstruction est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juillet 1954.

PIERRE MENDÈS-FRANCE.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre du logement et de la reconstruction,
MAURICE LEMAIRE.

Prise en considération d'un projet d'aménagement.

Par arrêté du ministre du logement et de la reconstruction en date du 28 juin 1954, pris en application de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943, le projet d'aménagement de la ville de Thiers (Puy-de-Dôme) est pris en considération.

Homologation de coefficients d'adaptation départementaux du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis.

Par arrêté du ministre du logement et de la reconstruction en date du 5 juillet 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de la Côte-d'Or, affectés du coefficient de base 16,90, établi en valeur mars 1954.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois d'avril 1954 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de mars 1954, le coefficient fixé par l'arrêté du 15 juillet 1952 rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels restera en vigueur.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 9 avril 1949 restent inchangés.

Par arrêté du ministre du logement et de la reconstruction en date du 5 juillet 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département du Pas-de-Calais, affectés du coefficient de base 16,10, établi en valeur décembre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de mars 1954 et des mois suivants.

Jusqu'au mois d'avril 1954, le coefficient fixé par l'arrêté du 21 octobre 1953 rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels restera en vigueur.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 26 décembre 1951 restent inchangés.

Création d'un comité consultatif des évaluations en matière de dommages de guerre.

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 juin 1954: page 6003, 2e colonne, article 1er, 1re ligne, au lieu de: « Il est institué au ministère », lire: « Il est institué auprès du ministre »; article 7, 1re et 2e ligne, au lieu de: « Les sinistrés sont avisés de la transmission de leur dossier ainsi que des propositions », lire: « Les sinistrés sont avisés de la transmission de leur dossier au comité ainsi que des propositions ».

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Décrets du 2 juillet 1954 autorisant le bureau de bienfaisance de Seltz à accepter des legs.

Par décret en date du 2 juillet 1954, le bureau de bienfaisance de Seltz (Bas-Rhin) est autorisé à accepter à titre définitif le legs à lui consenti par M. Franz de Furst en son testament du 30 octobre 1936.

Par décret en date du 2 juillet 1954, le bureau de bienfaisance de Seltz (Bas-Rhin) est autorisé à accepter à titre définitif le legs à lui consenti par Mlle Zay (Victorine) en son testament du 30 octobre 1936.

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Délégation de signature.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 19 juin 1954 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 21 juin 1954 portant délégation générale et permanente de signatures;

Vu l'arrêté du 26 juin 1954 portant délégations de signatures,

Arrête:

Art. 1er. — En l'absence de M. le médecin colonel Labrousse, médecin chef de l'institution nationale des invalides, la délégation de signature prévue à l'article 6 de l'arrêté du 26 juin 1954 ci-dessus visé est donnée à M. le médecin commandant Kerbeuf, médecin adjoint de l'institution nationale des invalides.

Art. 2. — Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 1954.

EMMANUEL TEMPLE.

ELECTIONS

Ministère de l'éducation nationale.

Elections des représentants de l'enseignement primaire privé au conseil supérieur de l'éducation nationale.

Scrutin du 14 juin 1954.

Nombre de membres à élire: deux titulaires, deux suppléants.

Electeurs inscrits	120
Votants	101
Bulletins blancs ou nuls	1
Suffrages exprimés	100
Majorité absolue	51

Ont obtenu:

Membres titulaires.			Membres suppléants.		
MM. Borgialle	Elu.	100 voix.	MM. Houtin	Elu.	97 voix.
Vermeulen	Elu.	99 —	Grienenberger	Elu.	96 —

Résultats des élections au conseil de l'enseignement du premier degré.

Scrutin du lundi 14 juin 1954.

I. — INSPECTEURS PRIMAIRES

Nombre de membres à élire: deux titulaires, deux suppléants.

Electeurs inscrits	529
Votants	161
Bulletins blancs ou nuls	4
Suffrages exprimés	157
Majorité absolue	79

Ont obtenu:

Membres titulaires.			Membres suppléants.		
MM. Le Lay	Elu.	154 voix.	M. Durn	Elu.	115 voix.
Adam	Elu.	153 —	Divers		146 —
Divers		4 —			Ballottage.

II. — INSPECTRICES DÉPARTEMENTALES DES ÉCOLES MATERNELLES

Nombre de membres à élire: une titulaire, une suppléante.

Electrices inscrites	49
Votantes	6
Bulletins blancs ou nuls	2
Suffrages exprimés	4
Majorité absolue	3

Ont obtenu:

Membre titulaire.			Membre suppléant.		
Mlle Cuneo	Elue.	4 voix.	Mlle Hoban	Elue.	3 voix.

III. — DIRECTEURS D'ÉCOLES NORMALES

Nombre de membres à élire: un titulaire, un suppléant.

Electeurs inscrits	88
Votants	79
Bulletins blancs ou nuls	1
Suffrages exprimés	78
Majorité absolue	40

Ont obtenu:

Membre titulaire.			Membre suppléant.		
M. Jugnat	Elu.	78 voix.	M. Foex	Elu.	77 voix.
			Divers		1 —

(Supplément.)

IV. — Directrices d'écoles normales de filles

Nombre de membres à élire: une titulaire, une suppléante.

Electrices inscrites	70
Votantes	58
Bulletins blancs ou nuls	1
Suffrages exprimés	57
Majorité absolue	29

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
Mme François..... Elue.	55 voix.	Mlle Flamant..... Elue.	55 voix.
Divers	2 —	Divers	2 —

V. — Professeurs d'écoles normales d'instituteurs

Nombre de membres à élire: un titulaire, un suppléant.

Electeurs inscrits	518
Votants	395
Bulletins blancs ou nuls	15
Suffrages exprimés	381
Majorité absolue	191

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
M. Mounolou .... Elu.	376 voix.	M. Prévost ..... Elu.	379 voix.
		Divers	2 —

VI. — Professeurs d'écoles normales d'institutrices

Nombre de membres à élire: une titulaire, une suppléante.

Electrices inscrites	504
Votantes	412
Bulletins blancs ou nuls	31
Suffrages exprimés	381
Majorité absolue	191

Ont obtenu:

Membre titulaire		Membre suppléant.	
Mlle Daubois ... Elue.	375 voix.	Mlle Mouton .... Elue.	377 voix.
Divers	2 —	Divers	2 —

VII. — Directeurs et professeurs de cours complémentaires de garçons

Nombre de membres à élire: un titulaire, un suppléant.

Electeurs inscrits	6.291
Votants	4.267
Bulletins blancs ou nuls	197
Suffrages exprimés	4.070
Majorité absolue	2.036

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
MM. Rivière ... Elu.	3.534 voix.	MM. Buisson ... Elu.	3.527 voix.
Demalander ...	407 —	Gresse	403 —
Divers	129 —	Divers	140 —

VIII. — Directrices et professeurs de cours complémentaires de filles

Nombre de membres à élire: une titulaire, une suppléante.

Electrices inscrites	5.490
Votantes	3.408
Bulletins blancs ou nuls	268
Suffrages exprimés	3.230
Majorité absolue	1.616

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
Mlle Lordon .. Elue.	2.730 voix.	Mlle Pion ..... Elue.	2.781 voix.
Mme Frigout	387 —	Mme Riou	378 —
Divers	91 —	Divers	63 —

IX. — Directeurs d'écoles primaires de garçons

Nombre de membres à élire: un titulaire, un suppléant.

Electeurs inscrits	10.577
Votants	6.122
Bulletins blancs ou nuls	258
Suffrages exprimés	5.864
Majorité absolue	2.933

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
MM. Cornette .. Elu.	5.273 voix.	MM. Bardot .... Elu.	5.225 voix.
Forgerit	565 —	Fauroux	561 —
Divers	13 —	Divers	11 —

X. — Directrices d'écoles primaires de filles

Nombre de membres à élire: une titulaire, une suppléante.

Electrices inscrites	11.651
Votantes	6.303
Bulletins blancs ou nuls	233
Suffrages exprimés	6.070
Majorité absolue	3.036

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
Mmes Chevrier. Elue.	5.474 voix.	Mlle Tulliez.... Elue.	5.468 voix.
Luc	592 —	Mme Candat	589 —
Divers	4 —	Divers	6 —

XI. — Chargés d'écoles de garçons

Nombre de membres à élire: un titulaire, un suppléant.

Electeurs inscrits	12.312
Votants	5.545
Bulletins blancs ou nuls	176
Suffrages exprimés	5.369
Majorité absolue	2.685

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
M. Lauvergnat.. Elu.	5.360 voix.	M. Ducol..... Elu.	5.351 voix.
Divers	7 —	Divers	6 —

XII. — Chargées d'écoles de filles

Nombre de membres à élire: une titulaire, une suppléante.

Electrices inscrites	10.744
Votantes	4.116
Bulletins blancs ou nuls	154
Suffrages exprimés	3.962
Majorité absolue	1.982

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
Mme Moreau.... Elue.	3.957 voix.	Mme Teissier... Elue.	3.951 voix.
Divers	3 —	Divers	2 —

XIII. — Chargés d'écoles mixtes

Nombre de membres à élire: un titulaire, un suppléant.

Electeurs inscrits	19.095
Votants	5.801
Bulletins blancs ou nuls	107
Suffrages exprimés	5.694
Majorité absolue	2.848

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
M. Laugier..... Elu.	5.670 voix.	Mlle Issartel.... Elue.	5.674 voix.
Divers	17 —	Divers	16 —

XIV. — Instituteurs adjoints (garçons)

Nombre de membres à élire: deux titulaires, deux suppléants.

Electeurs inscrits	29.128
Votants	17.587
Bulletins blancs ou nuls	1.085
Suffrages exprimés	16.502
Majorité absolue	8.252

Ont obtenu:

Membres titulaires.		Membres suppléants.	
MM. Durand ... Elu.	16.477 voix.	MM. Fournials .. Elu.	16.392 voix.
Sarda .... Elu.	16.380 voix.	Siegler .... Elu.	16.334 —
Divers	5 —	Divers	6 —

XV. — Institutrices adjointes

Nombre de membres à élire: deux titulaires, deux suppléants.

Electrices inscrites	47.238
Votantes	27.080
Bulletins blancs ou nuls	1.663
Suffrages exprimés	25.417
Majorité absolue	12.709

Ont obtenu:

Membres titulaires.		Membres suppléants.	
Mlle Hardy .... Elue.	25.335 voix.	Mmes Coudray... Elue.	24.988 voix.
Mme Justafre .. Elue.	24.919 —	Dory ..... Elue.	24.795 —
Divers	57 —	Divers	45 —

(Supplément. — Fin.)

XVI. — DIRECTRICES ET INSTITUTRICES D'ÉCOLES MATERNELLES

Nombre de membres à élire: un titulaire, un suppléant.

Electrices inscrites	12.764
Votantes	7.716
Bulletins blancs ou nuls	251
Suffrages exprimés	7.465
Majorité absolue	3.733

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
Mme Cobast..... Elue.	6.494 voix.	Mme Sevely..... Elue.	6.441 voix.
Mlle Harang	961 —	Mlle Wertheimer	925 —
Divers	9 —	Divers	9 —

XVII — DIRECTRICES ET INSTITUTRICES D'ÉCOLES DE PLEIN AIR

Nombre de membres à élire: un titulaire, un suppléant.

Electrices inscrites	353
Votantes	197
Bulletins blancs ou nuls	8
Suffrages exprimés	189
Majorité absolue	95

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
Mme Lacapere..... Elue.	185 voix.	Mme Duvoux..... Elue.	181 voix.
Divers	4 —		

XVIII. — DIRECTEURS ET INSTITUTEURS DE CLASSE DE PERFECTIONNEMENT

Nombre de membres à élire: un titulaire, un suppléant.

Electeurs inscrits	988
Votants	723
Bulletins blancs ou nuls	43
Suffrages exprimés	680
Majorité absolue	341

Ont obtenu:

Membre titulaire.		Membre suppléant.	
Mme Rouquette... Elue.	625 *voix.*	MM. Sancelme.... Elu.	623 voix.
M. Zirnheld	37 —	Laugel	34 —
Divers	18 —	Divers	1 —

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1954

Ordre du jour du mardi 6 juillet 1954.

A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de commissions.

2. — Vote du projet de loi (n° 1169) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'industrie des assurances. (N° 7809. — M. Henri Lacaze, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Vote, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des internés et déportés de la Résistance, les Alsaciens et Lorrains réfractaires à l'incorporation dans les formations militaires ou paramilitaires allemandes ou déserteurs de ces formations ainsi que leur famille (vote au scrutin public, à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale). (Nos 7002, 8011. — M. Peltre, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Suite de la discussion du projet de loi (n° 7678) relatif à diverses dispositions d'ordre financier. (Nos 7969-8246-8261-8337-8376. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

A quinze heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi (n° 7968) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention signée à Paris le 1er juillet 1953 pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire. (Nos 8618-8726. — M. Marcel Naegelen, rapporteur.)

2. — Suite de la discussion du projet de loi (n° 7678) relatif à diverses dispositions d'ordre financier. (Nos 7969-8246-8261-8337-8376. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 6 juillet 1954.

N° 8591. — Proposition de loi de M. Legaret tendant à définir les conditions d'attribution des décorations dans l'ordre de la Légion d'honneur aux militaires n'appartenant pas à l'armée active (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 8635 (rectifié). — Projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° la convention et le protocole annexé, signés à Paris le 31 décembre 1953 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune; 2° la convention et le protocole annexé, signés également à Paris, le 31 décembre 1953 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions (renvoyé à la commission des finances).

N° 8653. — Proposition de loi de M. Wolff tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 8655. — Proposition de résolution de MM. Briot et Morève tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 28 juin 1949 relatif au commerce des produits destinés à l'alimentation des animaux (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 8673. — Proposition de loi de M. Delcos tendant à la création d'un « Comité interprofessionnel des jus de fruits et de légumes » (renvoyée à la commission des boissons).

N° 8677. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier l'article 1235 (§ 2) du code général des impôts afin que les successions des militaires, morts pour la France, recueillies par les frères et sœurs mineurs du défunt soient exemptées de l'impôt de mutation par décès (renvoyée à la commission des finances).

N° 8687 (1). — Rapport de M. Marcel Noël, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le service voyageurs sur la ligne Bourges-Cosne.

N° 8696. — Proposition de loi de M. Deteuf tendant à protéger l'unité de l'exploitation agricole (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 8697. — Proposition de loi de M. Deteuf relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 8698. — Proposition de résolution de M. Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir des négociations avec les Etats intéressés afin d'obtenir une modification du Traité de Paris actuellement soumis à la ratification du Parlement dans le sens d'une solution de rechange au problème de la C. E. D. dans le cadre de l'O. T. A. N. (renvoyée à la commission des affaires étrangères).

N° 8702. — 2e rapport supplémentaire de M. Maurice Grimaud, au nom de la commission de la justice, sur les propositions de loi: 1° sur l'extension et la rénovation de la saisie conservatoire; 2° tendant à modifier les articles 601 et 617 du code de procédure civile.

N° 8703. — Rapport de M. Maurice Grimaud, au nom de la commission de la justice, sur le projet de loi modifiant l'article 593 du code de procédure civile.

N° 8707. — Rapport de M. Guille, au nom de la commission des boissons, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des caisses de crédit agricole les moyens financiers qu'exige l'application de la loi du 8 août 1950 relative aux calamités agricoles.

N° 8708. — Avis de M. Guille, au nom de la commission des boissons, sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 8 août 1950 relative à l'aide financière apportée aux agriculteurs victimes de calamités publiques.

N° 8710 (1). — Proposition de résolution de M. Pierre-Olivier Lapie tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude un programme de grands travaux d'amenée d'eau à grande distance, en vue de pourvoir aux besoins en eau de la population, des industries et de l'agriculture dans le Nord du département de Meurthe-et-Moselle (bassins Longwy-Briey) (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 8711. — Proposition de loi de M. Mazier tendant à rendre applicable à certaines victimes de la guerre, bénéficiaires de la loi du 29 juillet 1950, l'article 37 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, modifiée par la loi du 31 décembre 1949 (renvoyée à la commission des pensions).

N° 8729. — Rapport supplémentaire de M. Crouzier, au nom de la commission de la reconstruction, sur la proposition de loi tendant à assortir d'une clause d'indexation les titres délivrés aux sinistrés mobiliers en vertu des décrets des 9 août et 30 septembre 1953.

N° 8749. — Rapport de M. Seynat, au nom de la commission des boissons, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'institution d'un haut commissariat du vin et de la viticulture et la réorganisation des services administratifs de l'agriculture nécessaires.

N° 8750. — Projet de loi portant ratification des décrets du 4 juin 1954 modifiant le décret du 27 février 1954 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du premier contingent à incorporer en 1954 et du 4 juin 1954 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du deuxième contingent à incorporer en 1954 (renvoyé à la commission de la défense nationale).

N° 8765. — Proposition de loi, transmise par M. le président du Conseil de la République et formulée par Mme Devaud, tendant à accorder à certaines femmes fonctionnaires, titulaires d'une pension proportionnelle, la possibilité d'obtenir leur réintégration (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 8766. — Proposition de loi, transmise par M. le président du Conseil de la République et formulée par M. Jacques Beauvais, tendant à modifier l'article 10 de la loi validée du 6 septembre 1943 réglementant la monte des taureaux (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 8767. — Avis, transmis par M. le président du Conseil de la République, sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français (renvoyé à la commission de la reconstruction).

N° 8768. — Avis, transmis par M. le président du Conseil de la République, sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse en vue d'interdire la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires (renvoyé à la commission de la justice).

N° 8769. — Avis, transmis par M. le président du Conseil de la République, sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 1er et 6 de l'acte dit loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes (renvoyé à la commission de la justice).

N° 8770. — Avis, transmis par M. le président du Conseil de la République, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'acte dit loi du 22 février 1941 relatif à la lutte contre l'hypodermose des bovidés (renvoyé à la commission de la justice).

N° 8772 (1). — Rapport de M. Charles Barangé, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi collectif de régularisation portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953; 2° ratifications de décrets.

N° 8773. — Proposition de loi de M. Mignot relative aux forclusions encourues en application de l'article 29 du décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (renvoyée à la commission de la justice).

N° 8778. — Avis de M. Le Roy Ladurie au nom de la commission des finances, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention signée à Paris, le 1er juillet 1953, pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire.

N° 8779. — Avis de M. Daron au nom de la commission des finances, sur le projet de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1936.

N° 8780. — Avis de M. de Tinguy au nom de la commission des finances, sur le projet de loi tendant à compléter l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité

N° 8781. — Avis de M. François Benard au nom de la commission des finances, sur le projet de loi ayant pour objet de simplifier la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général.

N° 8782. — Avis de M. Pierre Courant au nom de la commission des finances, sur les propositions de loi tendant à abroger le décret du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial.

N° 8783. — Avis de M. Charles Barangé au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi tendant à accorder un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi aux militaires retraités bénéficiaires des dispositions du dernier paragraphe de l'article 33 de la loi du 14 avril 1924 pour faire valoir leur droit à la revision de leur pension.

N° 8786. — Rapport de M. Mignot au nom de la commission de la justice, sur la proposition de loi relative aux forclusions encourues en application de l'article 29 du décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

N° 8788 (1). — Avis de M. Mondon au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention conclue entre la France et le grand-duché de Luxembourg, signée le 29 avril 1952 à Luxembourg et relative aux contrôles de douane et de police effectués en cours de route sur les voies ferrées franco-luxembourgeoises.

(1) Tirage restreint.

N° 8793. — Proposition de loi de M. Sourbet tendant à reporter la date d'application des pénalités (majoration de 10 p. 100) applicables aux cotisations ou fraction de cotisations dues au titre des contributions foncières (propriétés bâties et non bâties), contributions mobilières et des patentes à la date unique du 1er décembre de l'année de l'admission des rôles pour tous les assujettis (renvoyée à la commission des finances).

N° 8800. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République, sur le projet de loi tendant à abroger la loi du 11 octobre 1946 relative à certaines conditions d'accès au diplôme d'Etat de docteur en médecine, de chirurgien dentiste et de pharmacien, et à modifier l'article 340 du code de la santé publique (renvoyé à la commission de la famille).

N° 8801. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République, sur la proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie des bovidés et le contrôle de la salubrité des viandes (renvoyé à la commission de l'agriculture).

N° 8802. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à fixer le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de sécurité sociale (renvoyé à la commission du travail).

N° 8803. — Avis transmis par M. le président de l'Assemblée de l'Union française, sur le projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle française.

N° 8813. — Proposition de loi de M. Raymond Boisdé tendant à modifier la date d'exigibilité des impôts directs et à fixer des modalités particulières pour le règlement des sommes arriérées dues au titre des divers impôts et taxes, ainsi que de la sécurité sociale (renvoyée à la commission des finances).

N° 8814. — Proposition de loi de M. Raymond Boisdé tendant à normaliser les rapports entre les contribuables et l'administration (renvoyée à la commission des finances).

Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques se réunira le mercredi 7 juillet 1954, à neuf heures trente (local de la commission n° 263):

I. — Suite de la discussion du rapport de Mme Poinso-Chapuis sur la proposition de résolution (n° 2648) de M. Catrice tendant à instituer un ministère de l'économie nationale.

II. — Nomination de rapporteurs pour:

Le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement;

Le projet de loi (n° 8636) autorisant la ratification d'un arrangement franco-suisse relatif à l'installation de deux bureaux internationaux, à Bâle et à Saint-Louis, pour le contrôle des marchandises;

La proposition de loi (n° 8568) de M. Charret tendant à modifier la réglementation relative à l'exercice de certaines professions non sédentaires;

La proposition de loi (n° 8685) de MM. Secrétain et Bouvard tendant à créer le titre d'expert économique.

III. — Nomination du rapporteur pour avis du projet de loi (n° 8103 rectifié) relatif à l'aménagement de la Durance.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique se réunira le mercredi 7 juillet 1954, à onze heures (local de la commission n° 249):

I. — Suite du rapport de Mme Poinso-Chapuis sur les propositions de loi (n°s 1037, 3896 et 5066) de Mme Poinso-Chapuis, de M. Bernard Lafay et de M. Legaret concernant la réglementation des débits de boissons.

II. — Rapport de Mme Lempereur sur la proposition de résolution (n° 7900) de M. Jean Nocher relative à la distribution gratuite de charbon à certaines catégories de personnes.

III. — Eventuellement, rapport de M. Pierre-Fernand Mazuez sur la proposition de loi (n° 8536) de M. Henri Meck sur les infirmières.

IV. — Questions diverses.

V. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 8712) de Mme Lempereur sur la législation d'aide sociale aux aveugles et grands infirmes;

La proposition de loi (n° 8713) de Mme Lempereur concernant la majoration pour tierce personne.

La commission des moyens de communication et du tourisme se réunira le jeudi 8 juillet 1954, à neuf heures trente (local de la commission n° 211):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 8587) de M. Pelleray tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans la catégorie B;

La proposition de résolution (n° 8617) de M. Cherrier tendant à ne pas procéder au déclassement de la rivière le Cher;

La proposition de résolution (n° 8676) de M. Giovoni tendant à étendre à tous les agents des escales d'Air France en Corse le bénéfice des indemnités accordées à certains agents des escales d'Ajaccio et de Bastia.

II. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 6940) de M. Schmittlein tendant à classer dans la catégorie B pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones des centres de tri postaux départementaux, des centraux téléphoniques et centres de chèques, en remplacement de M. Schmittlein.

III. — Nomination de rapporteurs pour avis pour:

La proposition de loi (n° 8588) de M. Penoy tendant à rétablir l'intégralité des crédits du fonds spécial d'investissement routier prévu par les lois des 31 décembre 1951 et 3 janvier 1952;

La proposition de résolution (n° 8618) de M. Marcel Naegelen tendant à faire ouvrir des comptes de chèques postaux à l'intérieur de toutes les unités des trois armes destinés à recevoir les mandats adressés par les familles aux militaires.

IV. — Rapport de M. Marcel Noël sur sa proposition de loi (n° 8434) tendant à accorder une réduction de 30 p. 100 sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français applicable aux voyages de congés payés, aux conjoints et aux enfants des titulaires d'une pension servie au titre du régime de sécurité sociale ou d'aide aux grands infirmes et aveugles.

V. — Rapport de M. Marcel Noël sur sa proposition de résolution (n° 8563) tendant à abroger les dispositions instituant le dédoublement des échelles 9, 10 et 11, vis-à-vis du personnel cadre de la Régie autonome des transports parisiens.

VI. — Eventuellement, suite du rapport de M. Marcel Noël sur sa proposition de loi (n° 8270) tendant à l'équilibre financier de la caisse autonome mutuelle de retraite.

VII. — Questions diverses.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1954

Ordre du jour du mardi 6 juillet 1954.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un secrétaire du Conseil de la République.

2. — Réponses des ministres aux questions orales suivantes:

I. — M. Mamadou Dia expose à M. le ministre de la France d'outre-mer que d'après le recensement de l'année 1953, 81,1 p. 100 des marins africains recensés à Marseille sont d'anciens navigateurs livrés au chômage et à toutes ses conséquences sociales; et demande quelle solution le Gouvernement envisage pour résoudre la situation de ces marins qui risque de poser un problème aussi grave que celui des Nord-Africains en France (n° 495).

II. — M. Durand-Réville demande à M. le ministre de la France d'outre-mer quelles dispositions il compte prendre pour mettre fin à l'anomalie qui consiste à faire voyager en seconde, et même en troisième classe, sur les lignes maritimes, les greffiers en chef des tribunaux de première instance et des justices de paix à compétence étendue de nos territoires d'outre-mer — autrefois admis à voyager en première classe, avant l'intervention du décret n° 50-690 du 2 juin 1950 — cependant que des greffiers, qui sont leurs subordonnés, et qui, du fait de leur statut local, peuvent plus facilement qu'eux-mêmes atteindre l'indice 330 exigé pour le changement de classe, continuent à voyager en première classe. (N° 508.)

III. — M. Durand-Réville demande à M. le ministre de la France d'outre-mer les raisons pour lesquelles les décrets d'application prévus à l'article 5 de la loi n° 53-663 du 1er août 1953, promulguée en Afrique équatoriale française par arrêté n° 2659 DPLC du 19 août 1953, ne sont pas encore intervenus; il appelle à cet égard son attention sur la nécessité urgente de mettre un terme, par la mise en vigueur de cette réglementation, aux vols qui se multiplient sur les chantiers et aux exploitations clandestines, grandement préjudiciables aux finances publiques comme aux intérêts légitimes des sociétés titulaires de permis d'exploitation (n° 516).

IV. — M. Michel Debré demande à M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères quel sens attache le Gouvernement de la République au dépôt, par l'Allemagne, des instruments de ratification du traité dit de Communauté européenne de défense et des actes annexes; en particulier, ce que deviennent les protocoles additionnels qui, contrairement aux affirmations réitérées du Gouvernement, n'ont fait l'objet d'aucune ratification (n° 506).

V. — M. Michel Debré fait remarquer à M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, que le contrat d'emprunt passé entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et les Etats-Unis d'Amérique est rédigé en langue anglaise, cette langue seule faisant foi; si de telles pratiques devaient se perpétuer, on aboutirait à un délaissement de la langue française; il est, d'autre part, d'autant plus surprenant que les responsables de la Haute Autorité aient accepté cette manière de faire inusitée que l'Angleterre ne fait point partie de la Communauté; demande en conséquence s'il a l'intention de rappeler à la Haute Autorité le fait que le français est la langue diplomatique par excellence en Europe, et qu'il est regrettable que le président de la Haute Autorité n'ait fait aucun effort pour qu'un texte français, comme le texte anglais, puisse faire foi (n° 520).

VI. — M. Henri Maupoil rappelle à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme que les crédits d'entretien du réseau routier ont eu tendance depuis quelques années à diminuer sensiblement, alors que l'administration des ponts et chaussées et de nombreuses entreprises privées, sur la demande de cette administration, ont fait un grand effort d'équipement en matériels de toutes sortes; signale que cette diminution de crédits pour l'entretien des routes et canaux, préjudiciable à l'intérêt national tant au point de vue économique que touristique, compromet en outre la situation des entreprises spécialisées, en particulier les producteurs de carrières et matériaux, dont le personnel est menacé de chômage, et par là même prive l'Etat des taxes que ces entreprises payeraient à l'occasion des travaux entrepris; et demande les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux entreprises privées de poursuivre une activité normale dans ce domaine (n° 515).

VII. — M. Méric expose à M. le ministre de l'agriculture qu'à la suite des difficultés rencontrées par le fonds d'amortissement des charges d'électrification, de nombreuses collectivités locales bien qu'ayant réalisé la part financière dont elles sont redevables ne peuvent effectuer les travaux d'électrification indispensables; qu'ainsi pour le département de la Haute-Garonne ni la tranche 1953 inscrite sur le programme agriculture, ni le complément financé par emprunt n'ont encore bénéficié de l'agrément de cet organisme; et lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une situation déplorable qui n'a que trop duré (n° 517). (*Question transmise à M. le ministre de l'industrie et du commerce.*)

VIII. — M. Vanrullen signale à M. le président du conseil que la concentration des puits de mine ainsi que l'épuisement de certains gisements rendent disponibles des terrains et des bâtiments industriels avec raccordement à la voie ferrée; que par ailleurs la modernisation rend disponible une main-d'œuvre abondante, en particulier des milliers de jeunes gens de 18 et 19 ans, en raison de l'arrêt total de l'embauchage aux houillères; qu'il est inadmissible de tenter à grand frais la déconcentration industrielle vers des régions où tout est à créer et où souvent il doit être fait appel à la main-d'œuvre d'importation, alors que dans certaines régions du Pas-de-Calais toutes les conditions requises sont réalisées mais sont inutilisées, et lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer dans l'Ouest du bassin minier du Pas-de-Calais l'implantation d'industries de remplacement (n° 518). (*Question transmise à M. le ministre de l'industrie et du commerce.*)

IX. — M. Verdeille expose à M. le ministre de la défense nationale et des forces armées le fait qu'un certain nombre d'anciens prisonniers de guerre ont reçu des convocations pour effectuer des périodes militaires; et lui demande: 1° s'il ne convient pas d'écarter les anciens prisonniers de guerre de ces périodes militaires; 2° dans la négative, les raisons qui s'y opposent; 3° s'il ne juge pas opportun, dans le cas du maintien des périodes militaires aux anciens prisonniers de guerre, de faire en sorte qu'ils soient convoqués à des époques non préjudiciables aux travaux de la terre, ce qui ne semble pas être le cas actuellement (n° 519).

X. — M. Litaise demande à M. le ministre des finances, des affaires économiques et du plan s'il ne lui apparaîtrait pas possible d'assouplir les règles de réexportation des marchandises importées temporairement, en autorisant les banques intermédiaires agréées à viser les engagements de change afférents aux marchandises exportées en suite d'admission temporaire, au même titre que ceux afférents aux exportations en simple sortie, l'intérêt de l'obligation actuellement faite aux réexportateurs de soumettre leurs engagements à l'office des changes n'apparaissant pas clairement et semblant plutôt constituer une bien inutile complication pour les industriels et les commerçants désireux d'accroître leurs échanges avec l'étranger (n° 521).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 1er août 1949 rejetant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar, relative à la réglementation douanière des entrepôts spéciaux des huiles minérales et des dépôts d'avitaillement d'huiles minérales. (Nos 256 et 361, année 1954. — M. Fousson, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 20 juillet 1949 approuvant une délibération de l'Assemblée représentative de Madagascar et dépendances concernant la réglementation douanière dans ce territoire (forme et énonciation des déclarations de douane). (Nos 257 et 362, année 1954. — M. Fousson, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 30 septembre 1950 approuvant deux délibérations prises le 26 juin 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française relatives au tarif des droits de douane d'entrée dans ce territoire. (Nos 270 et 363, année 1954. — M. Fousson, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 11 avril 1949 approuvant une délibération prise par le Conseil d'administration du Cameroun, le 21 janvier 1949, à l'effet de modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921. (Nos 271 et 364, année 1954. — M. Fousson, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret du 25 mai 1950 approuvant une délibération prise le 27 janvier 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire en ce qui concerne

le régime de l'admission temporaire des sucres. (Nos 272 et 365, année 1954. — M. Fousson, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret du 18 août 1950 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 16 décembre 1949 exemptant la viande fraîche ou congelée de la surtaxe *ad valorem* et de la surtaxe douanière de guerre. (Nos 273 et 366, année 1954. — M. Fousson, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret du 7 août 1950 approuvant une délibération prise le 3 mai 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier l'article 159 du code des douanes de ce territoire. (Nos 274 et 367, année 1954. — M. Fousson, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret no 54-979 du 9 juillet 1954 modifiant la nomenclature des produits repris au tarif douanier spécial à l'Algérie. (Nos 275 et 356, année 1954. — M. Enjalbert, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant la délibération du 31 mai 1950 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française tendant à créer dans ce territoire le régime de l'entrepôt spécial des vins. (Nos 276 et 368, année 1954. — M. Fousson, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

12. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 28 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 3 juillet 1951 par le conseil général de Saint-Pierre et Miquelon tendant à modifier le tarif des droits de douane appliqué à certaines marchandises étrangères importées dans le territoire. (Nos 277 et 369, année 1954. — M. Fousson, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

13. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la cession à l'Etat par la ville de Paris d'une parcelle du bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles. (Nos 301 et 371, année 1954. — M. Léo Hamon, rapporteur de la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

14. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières. (Nos 258 et 377, année 1954. — M. Raymond Pinchard, rapporteur de la commission de la production industrielle.)

15. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Durieux, Chochoy, Vanrullen, Naveau et des membres du groupe socialiste et apparentés tendant à inviter le Gouvernement à accorder un droit de priorité aux expropriés de biens ruraux en cas de mise en vente ou de location desdits biens et des avantages qu'ils comportent. (Nos 102, année 1953 et 290, année 1954. — M. Naveau, rapporteur de la commission de l'agriculture.)

Documents mis en distribution le mardi 6 juillet 1954.

No 345. — Proposition de résolution de M. Chochoy relative à l'établissement d'un plan quinquennal de la construction au titre des habitations à loyer modéré.

No 347. — Rapport de M. Georges Maurice sur la proposition de loi tendant à modifier la loi portant transfert et dévolution de biens d'entreprises de presse.

No 348. — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud tendant à accorder à certaines femmes fonctionnaires, titulaires d'une pension proportionnelle, la possibilité d'obtenir leur réintégration.

No 355. — Avis de M. Henri Cornat sur la proposition de loi tendant à abroger les décrets qui étatisent des entreprises publiques.

No 356 (1). — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi tendant à ratifier le décret modifiant la nomenclature des produits repris au tarif douanier spécial à l'Algérie.

No 359. — Proposition de loi de M. Beauvais tendant à modifier la loi réglementant la monte des taureaux.

No 360. — Proposition de résolution de M. Gaston Monnerville relative à la rémunération des greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police.

No 361 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret rejetant une délibération de l'assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière des entrepôts des huiles minérales.

No 362 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération de l'assemblée représentative de Madagascar concernant la réglementation douanière.

No 363 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant deux délibérations prises par le grand conseil de l'Afrique occidentale française relatives au tarif des droits de douane.

No 364 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun à l'effet de modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921.

No 365 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française relative au régime de l'admission temporaire des sucres.

No 366 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi ratifiant le décret approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon exemptant la viande de la surtaxe *ad valorem*.

No 367 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi ratifiant le décret approuvant une délibération prise par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier l'article 159 du code des douanes.

No 368 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi ratifiant la délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française tendant à créer le régime de l'entrepôt spécial des vins.

No 369 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil général de Saint-Pierre et Miquelon tendant à modifier le tarif des droits de douane.

No 370. — Proposition de résolution de M. Restat relative à la remise en vigueur des dispositions de l'article 136 de la loi de finances de 1933.

No 374 (1). — Rapport de M. Léo Hamon sur le projet de loi autorisant la cession d'une parcelle du bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles.

No 377 (1). — Rapport de M. Raymond Pinchard sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières.

No 380. — Projet de loi tendant à ouvrir, au titre des dépenses d'équipement imputables sur le budget des postes, télégraphes et téléphones, des autorisations de programme et des crédits de payement.

No 381. — Projet de loi tendant à autoriser la ratification des conventions internationales concernant le transport des voyageurs et des marchandises par chemin de fer.

No 382. — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord international sur le sucre.

No 383. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 5 de la loi contenant organisation du notariat.

No 384. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder à tous les émuciés de guerre un supplément d'invalidité de 10 p. 100 pour défiguration.

No 386. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce.

(1) NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 5 juillet 1954.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 32 du règlement (vice-présidents du Conseil de la République, présidents des commissions et présidents des groupes d'au moins onze membres) est convoquée par M. le président, pour le jeudi 8 juillet 1954, à quinze heures, au local no 213.

Réunion de commission du mardi 6 juillet 1954.

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à neuf heures quarante-cinq. — Local no 202.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

ANNÉE 1954

Ordre du jour du mardi 6 juillet 1954.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Examen d'une demande de délai supplémentaire présentée par la commission des affaires sociales, relative à la demande d'avis (no 61, année 1954), transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à créer un régime de prestations familiales pour les salariés non fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle.

2. — Discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les dossiers d'élection de MM. Benon et Marche, élus par le territoire de la Haute-Volta. (N° 229, année 1954. — M. Ribéra, rapporteur.)

3. — Suite de la discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant réorganisation du crédit agricole, artisanal et immobilier au Togo. (N°s 302, année 1953, et 33, année 1954. — M. Cazelles, rapporteur; n° 62, année 1954. — Avis de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts. — M. Le Brun Kéris, rapporteur.)

4. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant réorganisation du conseil du contentieux administratif du territoire du Togo sous tutelle française. (N°s 143 et 183, année 1954. — M. Pialoux, rapporteur.)

5. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi modifiant et complétant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, telle qu'elle a été rendue applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun. (N°s 85 et 192, année 1954. — M. Antonini, rapporteur.)

6. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo la loi du 25 juillet 1952 relative au nom des enfants naturels. (N°s 407, année 1953, et 197, année 1954. — M. Alfred Bour, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de Mlle Le Ber et M. Gervain invitant le Gouvernement, d'une part à procéder à une étude tendant à proportionner l'octroi des bourses d'enseignement secondaire, technique et supérieur outre-mer, en fonction d'une perspective des besoins et de l'offre d'emploi ultérieur, d'autre part à assurer aux diplômés, originaires des territoires d'outre-mer, une priorité dans les nominations à effectuer dans ces mêmes territoires. (N°s 32 et 199, année 1954. — M. Chastenet, rapporteur.)

8. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi, présentée par MM. Ranaivo, Ali Ali et Sanogo Sekou, députés, tendant à assurer l'admission à des emplois publics des personnes originaires des pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, présentant les références exigées par les règlements d'administration de ces emplois. (N°s 184 et 207, année 1954 — M. Chastenet, rapporteur.)

9. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention portant création de la commission de coopération technique en Afrique, au Sud du Sahara. (N°s 170 et 219, année 1954. — M. Oudard, rapporteur. — Avis de la commission des affaires sociales. — M. Theetten, rapporteur. — Avis de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer. — M. Dardelle, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de M. Raphaël-Leygues et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, tendant à inviter le Gouvernement à reculer la limite d'âge du concours d'entrée de l'école des pupilles de la marine et des mousses du pont et de la machine, au profit des ressortissants des pays d'outre-mer. (N°s 385, année 1953, et 205, année 1954. — M. Raphaël-Leygues, rapporteur.)

11. — Discussion de la proposition de M. Marceau Dupuy et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'hygiène scolaire et universitaire à la Guadeloupe, à la Martinique et en Guyane. (N°s 130 et 206, année 1954. — M. Marceau Dupuy, rapporteur. — Avis de la commission des affaires financières. — M. Rencurel, rapporteur. — Avis de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer. — Mme Malroux, rapporteur.)

12. — Discussion de la proposition de M. Roclore tendant à demander au Gouvernement d'assurer d'urgence le financement nécessaire au fonctionnement de l'institut de médecine tropicale de la faculté de médecine de Paris qui, faute de ressources suffisantes, est menacé d'être définitivement fermé dans des délais très rapprochés. (N°s 145 et 215, année 1954. — M. Cornet, rapporteur. — Avis de la commission des affaires sociales. — M. le général Sicé, rapporteur.)

13. — Discussion de la proposition de résolution, présentée par M. Jacobson, président de la commission du plan, de l'équipement et des communications, au nom de cette commission, tendant à inviter l'Assemblée nationale à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française au sein du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer. (N°s 195 et 204, année 1954. — M. Chiarasini, rapporteur; avis de la commission du plan, de l'équipement et des communications. — M. Jacobson, rapporteur, et n° 217, année 1954, avis de la commission des affaires économiques. — M. Robert Dusseaulx, rapporteur.)

14. — Discussion de la proposition présentée par M. de Gouyon, président de la commission de la défense de l'Union française, au nom de cette commission, tendant à inviter le Gouvernement à reviser le décret du 7 février 1940 relatif au statut des officiers citoyens français des territoires d'outre-mer. (N°s 203 et 214, année 1954. — M. le général Legentilhomme, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 6 juillet 1954.

N° 197 rectifié (1). — Rapport par M. Alfred Bour, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis (n° 407, année 1953) transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo la loi du 25 juillet 1952 relative au nom des enfants naturels.

N° 200 (2). — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de loi (A. N. 8555) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement (renvoyée à la commission du plan, de l'équipement et des communications).

N° 201 (3). — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi (A. N. 8538) de M. Conombo, député, tendant à compléter la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 en ce qui concerne le remplacement des sièges vacants dans la représentation des territoires d'outre-mer à l'Assemblée de l'Union française (renvoyée à la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles).

N° 202 (3). — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi (A. N. 8549) de M. Minjoz, député, tendant à accorder l'amnistie pour les crimes, délits et contraventions à caractère politique commis dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés avant le 1er mai 1954 (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 203 (3). — Proposition de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à reviser le décret du 7 février 1940 relatif au statut des officiers citoyens français des territoires d'outre-mer (renvoyée à la commission de la défense de l'Union française).

N° 204 (3). — Rapport par M. Chiarasini, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition de résolution (n° 185, année 1954) de M. Jacobson tendant à inviter l'Assemblée nationale à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française au sein du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer.

N° 205 (3). — Rapport par M. Raphaël-Leygues, au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition (n° 385, année 1953) de M. Raphaël-Leygues tendant à inviter le Gouvernement à reculer la limite d'âge du concours d'entrée de l'école des pupilles de la marine et des mousses du pont et de la machine au profit des ressortissants des pays d'outre-mer.

N° 206 (3). — Rapport par M. Marceau Dupuy, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition (n° 130, année 1954) de M. Marceau Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'hygiène scolaire et universitaire à la Guadeloupe, à la Martinique et en Guyane.

N° 207 (3). — Rapport par M. Chastenet, au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, sur la demande d'avis (n° 184, année 1954) sur la proposition de loi (A. N. 8224) de M. Ranaivo, député, tendant à assurer l'admission à des emplois publics des personnes originaires des pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer présentant les références exigées par les règlements d'administration de ces emplois.

N° 209 (3). — Avis par M. Georget, au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition (n° 76, année 1954) de M. Castex tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer la construction d'un aérodrome à Tahiti.

N° 210. — Proposition de M. William Bazé tendant à inviter le Gouvernement de la République française à soumettre pour avis, à l'Assemblée de l'Union française, les projets de loi portant ratification du traité d'indépendance du Viet-Nam et du traité d'association entre la France et le Viet-Nam, après qu'ils auront été déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale (renvoyée à la commission des relations extérieures).

N° 211. — Proposition de M. Héline tendant à inviter le Gouvernement à reprendre les négociations avec le Gouvernement de l'Union indienne et à prendre toutes mesures nécessaires pour éviter dans ces territoires un conflit sanglant (renvoyée à la commission des relations extérieures).

N° 212 (4). — Proposition de résolution de M. Cazelles tendant à la désignation, par l'Assemblée de l'Union française, d'une mission d'information permanente pour suivre les débats de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe relatifs aux problèmes économiques intéressant les parties outre-mer de la République française (renvoyée à la commission des relations extérieures).

N° 213 (3). — Proposition de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application dès 1955 un plan quadriennal de réorganisation et de préparation à la mobilisation des forces terrestres d'outre-mer (renvoyée à la commission de la défense de l'Union française).

N° 214 (3). — Rapport par M. le général Legentilhomme, au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition (n° 203, année 1954) de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à reviser le décret du 7 février 1940 relatif au statut des officiers citoyens français des territoires d'outre-mer.

N° 215 (1). — Rapport par M. Pierre Cornet, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition (n° 115, année 1954) de M. Roclore tendant à demander au Gouvernement d'assurer d'urgence le financement nécessaire au fonctionnement de l'institut de médecine tropicale de la faculté de médecine de Paris qui, faute de ressources suffisantes, est menacé d'être définitivement fermé dans des délais très rapprochés.

N° 217. — Avis par M. Roger Dusseaulx, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution (n° 185, année 1954) de M. Jacobson tendant à inviter l'Assemblée nationale à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française au sein du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer.

N° 218 (4). — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à rendre autonomes les services judiciaires du ministère de la France d'outre-mer et à leur accorder des attributions législatives (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 219 (6). — Rapport par M. Oudard, au nom de la commission des relations extérieures, sur la demande d'avis (n° 170, année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. n° 8257) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention portant création de la commission de coopération technique en Afrique au Sud du Sahara.

N° 220 (4 et 5). — Avis par M. Ribera, au nom de la commission d'instruction, sur les dossiers d'élection de MM. Benon et Marche, élus par le territoire de la Haute-Volta.

NOTA. — (1) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le 3 juillet 1954.

(2) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le 1er juillet 1954.

(3) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le 1er juillet 1954.

(4) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le 2 juillet 1954.

(5) Le tirage de ce document a été limité aux besoins de Mmes et MM. les conseillers et des services de l'Assemblée de l'Union française.

(6) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le 5 juillet 1954.

Convocation de commission.

La commission des affaires économiques se réunira le jeudi 8 juillet 1954, à neuf heures trente (local n° 32), 21, rue La Boétie, Paris:

I. — Projet de rapport sur la demande d'avis (n° 12, année 1954) tendant à créer un office national des textiles chargé de mettre au point les études et les solutions propres à rendre à l'industrie textile une activité normale et à remettre au travail les chômeurs de ces industries. — M. Theetten, rapporteur.

II. — Projet de rapport sur la demande d'avis (n° 6, année 1954) tendant à réglementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer. — M. Losle, raporteur.

III. — Examen de la proposition de résolution (n° 212, année 1954) tendant à la désignation, par l'Assemblée de l'Union française, d'une mission d'information permanente pour suivre les débats de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe relatifs aux problèmes économiques intéressant la République française outre-mer. — M. Roger Dusseaulx, rapporteur pour avis.

IV. — Examen de la proposition (n° 73, année 1954) tendant à attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'améliorer les relations économiques entre la France et les Etats associés et la proposition (n° 146, année 1954) tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les vues équitables que lui ont présentées les représentants du commerce franco-indochinois pour prévoir la protection raisonnable qui est nécessaire au maintien de leurs activités, et les Français d'Indochine, pour la sauvegarde des investissements français dans ce pays. — M. Theetten, rapporteur.

V. — Questions diverses.

INFORMATIONS
RELATIVES
AU CONSEIL ECONOMIQUE

Séance du mardi 6 juillet 1954.

A QUINZE HEURES

Ordre du jour.

1. — Rapport et projet d'avis sur les propositions de loi n°s 1594 et 5122 tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, présentés par M. Charles Ramarony au nom de la commission des travaux publics, de la reconstruction et de l'urbanisme.

2. — Rapport et projet d'avis sur le plan de modernisation et d'équipement présentés au nom de la commission des affaires économiques et du plan.

3. — Rapport et projet d'avis sur le plan d'expansion élaboré par le ministre des finances et des affaires économiques présentés au nom de la commission des affaires économiques et du plan.

4. — Questions diverses.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Présidence du conseil.

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).

La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 28 juin au 3 juillet 1954:

I. — **Notes et études documentaires.**

N° 1887. — Chronologie internationale du 1er au 15 juin 1954. 50 F.
N° 1888. — Les problèmes de l'eau aux Pays-Bas (1re partie). — La lutte contre l'eau..... 75 F.
N° 1889. — Les problèmes de l'eau aux Pays-Bas (2e partie). — Aspects techniques de l'utilisation des eaux et documents annexes..... 75 F.

Abonnement aux « Notes et études documentaires »: six mois, 4.000 F; un an, 7.500 F.

II. — **Chroniques étrangères.**

N° 196. — Etats-Unis. La conférence de Genève. — Les Etats-Unis et le Sud-Est asiatique. — McCarthy et l'armée..... 50 F.

Abonnement à chacune des six chroniques étrangères: six mois, 275 F; un an, 500 F.

III. — **Articles et documents.**

(Bulletin d'informations et de presse étrangère.)

N° 73. — I. *Problèmes d'actualité:* Quelques appréciations sur la politique française. — Le pacte turco-pakistanais et la situation au Moyen-Orient (*suite*). — 2. *Textes du jour:* Message du Président Coty au président Eisenhower. — Communiqué sur les conversations anglo-américaines de Washington. — 3. *Faits et opinions:* Orient-Occident: Les tâches immédiates du parti communiste de l'Inde. — L'influence intellectuelle du communisme sur l'Islam contemporain ..... 48 F.

N° 74. — 1. *Problèmes d'actualité:* Le voyage de M. Chou En Lai dans le Sud-Est asiatique. — 2. *Textes du jour:* Déclaration conjointe publiée à l'issue des entretiens anglo-américains de Washington (29 juin 1954). — Discours de M. Douglas Dillon devant l'association de la presse anglo-américaine de Paris (29 juin 1954). — Les entretiens sino-indiens de New Dehli (26-28 juin 1954). — 3. *Faits et opinions:* La Turquie d'aujourd'hui. — La Grèce sous le gouvernement Papagos..... 48 F.

N° 75. — 1. *Problèmes d'actualité:* Les entretiens anglo-américains de Washington. — 2. *Textes du jour:* Conférence de presse de sir Winston Churchill (Washington, 28 juin 1954). — Communiqué du conseil de l'A. N. Z. U. S. (30 juin 1954). — 3. *Faits et opinions:* Les Etats nordiques et les grandes puissances. — L'Autriche et l'U. R. S. S..... 48 F.

Abonnement aux « Articles et documents »: six mois, 2.750 F; un an, 5.000 F.

IV. — Problèmes économiques.

(Sélection de presse française et étrangère.)

N° 339 du 29 juin 1954 publie, notamment: L'évolution économique et financière du monde et la restauration de la convertibilité des monnaies. — L'industrialisation de l'Algérie. — Le Moyen-Orient et la renaissance du pétrole iranien.

Le numéro..... 40 F.

Abonnement aux « Problèmes économiques »: six mois, 1.000 F; un an, 1.800 F.

V. — Bulletin hebdomadaire de statistique.

(Rédigé par l'Institut national de la statistique et des études économiques.)

N° 322 du 3 juillet 1954 publie, en variétés statistiques: I. Production minière de la France d'outre-mer en 1952-1953. — II. Permis de construire. — III. Indice du coût de la construction. — En supplément: IV. La mortalité infantile en 1953.

Le « Bulletin hebdomadaire de statistique » n'est pas vendu au numéro.

Abonnement au « Bulletin hebdomadaire de statistique »: un an, 1.200 F.

VI. — Carte géographique.

N° 62. — Algérie et Tunisie, carte économique..... 250 F.

Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e).

Versements et commandes au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e) (C. C. P. Paris 9060-98).

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Avis de concours pour le recrutement d'élèves pilotes élémentaires de réserve.

Un recrutement d'élèves pilotes élémentaires de réserve, limité à la métropole, l'Afrique du Nord et les territoires occupés, aura lieu dans le courant du troisième trimestre 1954.

Il sera effectué comme suit:

Sur titres: pour les candidats titulaires de la première partie du baccalauréat ou du brevet supérieur;

Par voie de concours: les 22 et 23 juillet 1954.

Personnel admis à faire acte de candidature.

Sont autorisés à faire acte de candidature les jeunes gens nés dans la période comprise entre le 1er mai 1934 et le 1er novembre 1936.

Les candidats retenus seront, en principe, incorporés par devancement d'appel, début novembre 1954. Ils effectueront la phase élémentaire de pilotage pendant la durée des obligations légales d'activité. Ils seront tenus de souscrire, au moment de l'admission en école de pilotage, un contrat d'engagement spécial d'entraînement dans les réserves, par anticipation.

Conditions d'admission.

A. — Conditions générales.

1° Etre de nationalité française;

2° Remplir les conditions d'âge fixées ci-dessus (aucune dispense ne sera accordée);

3° N'avoir subi aucune condamnation;

4° Etre célibataire (ou veuf ou divorcé) sans enfant (aucune autorisation de mariage ne sera délivrée pendant le séjour en école de pilotage);

5° Déposer le dossier de candidature auprès de l'un des organismes ci-après: bataillon de l'air, section cadre « air », aéro-club, bureau militaire du service de l'aviation légère et sportive, 24, boulevard Victor, Paris (15e)

B. — Conditions particulières.

Les candidats à l'admission sur titres devront avoir déposé leur dossier de candidature, y compris la copie certifiée conforme du diplôme détenu, avant le 15 août 1954, terme de rigueur.

Constitution des dossiers.

Les dossiers de candidature comprenant les pièces ci-après:

1° Demande d'admission en école de pilotage;

2° Fiche individuelle d'état civil;

3° Consentement du représentant légal, éventuellement pour les candidats ayant moins de vingt ans;

4° Copie certifiée conforme du brevet de tourisme, éventuellement, en vue d'obtenir une majoration allant de 5 à 20 points;

5° Demande modèle 2 d'engagement spécial d'entraînement volontaire dans les réserves, par anticipation (conformément au modèle annexé à l'instruction ministérielle n° 420/EMG.FAA/Lég du 9 avril 1951);

6° Fiche de renseignements délivrée par les centres de concours;

7° Promesse de remboursement des frais engagés par l'armée de l'air pour le dégrossissage, dans le cas où le candidat ayant satisfait aux épreuves du contrôle ne serait plus volontaire pour suivre l'instruction au pilotage en école élémentaire et souscrire l'engagement spécial prévu (1),

seront transmis avant le 22 juillet 1954 aux bataillons de l'air (centres de concours).

NOTA. — Le recrutement faisant l'objet du présent avis est totalement différent de celui prévu par l'instruction ministérielle n° 13.000/EMFAA/5/PN/SPAA/4/RPN/SALS/Mil du 13 novembre 1953.

(1) Les modalités et le taux de remboursement seront fixés, au titre de l'année 1954, par une convention à passer entre le secrétariat d'Etat aux forces armées (air) (EMFAA) et le ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (SALS).

Ministère des finances, des affaires économiques et du plan et ministère de l'industrie et du commerce.

Avis aux importateurs d'huile de ricin originaire et en provenance du Brésil.

L'avis aux importateurs de produits originaires et en provenance du Brésil, publié au *Journal officiel* du 3 juillet, page 6305, est modifié comme suit:

Titre Ier, Produits à importer par les groupements ou organismes assimilés, supprimer: « Poste 26. — Huile de ricin... ».

Titre II, Produits à importer sous licences individuelles examinées au fur et à mesure de leur présentation, ajouter: « Poste 26. — Huile de ricin... ».

Ministère des finances, des affaires économiques et du plan et ministère de l'agriculture.

Avis aux importateurs de pommes de terre primeurs originaires et en provenance d'Espagne.

Comme suite aux dispositions de l'avis aux importateurs du 2 avril 1954, et à celles des avis ultérieurs qui en ont prorogé le délai d'application, les importateurs sont informés que l'importation des pommes de terre primeurs originaires et en provenance d'Espagne est arrêtée à compter de la date d'insertion du présent avis au *Journal officiel*.

Seront toutefois admises les marchandises pour lesquelles il sera justifié qu'elles ont été expédiées à destination directe du territoire douanier avant la date prévue ci-dessus.

Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.

Avis relatif au tirage de la vingt-sixième tranche de la loterie nationale 1954.

Le tirage de la vingt-sixième tranche de la loterie nationale 1954 aura lieu le mercredi 7 juillet 1954, à vingt heures trente, en présence du public.

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

SITUATION DU TRESOR

Opérations effectuées entre le 1er janvier et le 30 Avril 1954.

La situation résumée des opérations du Trésor (pages 6395 à 6399) présente les recettes et les dépenses effectuées par les comptables et centralisées mensuellement dans l'ordre de la nomenclature générale des comptes. Le tableau sommaire qui la précède (pages 6393 et 6394) groupe les mêmes résultats, mais suivant un plan différent qui tend à faire apparaître les charges et les ressources effectives du Trésor.

Les annotations placées au bas des pages 6393 et 6394 permettent de passer d'un document à l'autre en indiquant par chaque rubrique du tableau les lignes correspondantes de la situation.

En ce qui concerne les opérations effectuées à l'étranger et dans les territoires d'outre-mer, les chiffres pris en considération sont ceux des derniers documents parvenus.

TABLEAU SOMMAIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (En milliards.)

CHARGES			RESSOURCES	
Opérations du mois d'avril 1954.	Opérations du 1er janvier au 30 avril 1954.		Opérations du 1er janvier au 30 avril 1954.	Opérations du mois d'avril 1954.
		I. — BUDGET ET INVESTISSEMENTS		
		A. — **Exercice précédent.**		
9	125	*Dépenses* (1).		
		Recettes (2).	15	1
		B. — **Exercice courant.**		
		Dépenses.		
110	505	Fonctionnement des services civils (titres I à IV) (3).		
106	326	Dépenses militaires (titres III, IV et V) (4).		
		Dépenses en capital :		
11	41	— Investissements civils exécutés par l'Etat ; subventions et participations (titres V et VI A) (5).		
»	86	— Prêts et avances (titre VI B) (6).		
26	70	— Réparation de dommages de guerre (titre VII) (7).		
		Recettes.		
		Recettes fiscales (8).....	891	215
		Autres recettes budgétaires (9)..	73	18
		Aide américaine (10).....	»	9
		Fonds de concours (ordinaires et internationaux) (11).....	28	13
		OPÉRATIONS SUR RESSOURCES AFFECTÉES (TITRE VIII)		
2	7	Dépenses (12). Recettes (13).	13	4
		FONDS D'EXPANSION ÉCONOMIQUE (COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR)		
18	93	Dépenses du fonds (14). Recettes affectées au fonds (15).	87	8
282	1.253	Total I. Total I....	1.107	280
»	146	Excédent des charges (§ I). Excédent des ressources (§ I).	»	8
282	1.253	*A reporter.* *A reporter*.....	1.107	280

(1) Lignes 11 à 14. — (2) Lignes 6 à 10. — (3) Lignes 35 et 37. — (4) Lignes 38, 39 et 40. — (5) Ligne 36. — (6) Ligne 41. — (7) Lignes 42 à 45, solde des lignes 68 et 173 *bis* et recettes de la ligne 371 — (8) Lignes 15 à 22. — (9) Lignes 23, 24 et 27. — (10) Lignes 28, 435 et 500. — (11) Lignes 29 et 30. — (12) Ligne 16. — (13) Ligne 31. — (14) Dépenses de la ligne 62. — (15) Recettes de la ligne 62, solde des lignes 63 et 102.

CHARGES			RESSOURCES	
Opérations du mois d'avril 1954	Opérations du 1er janvier au 30 avril 1954.		Opérations du 1er janvier au 30 avril 1954.	Opérations du mois d'avril 1954.
282	1.253	Report des totaux (§ I). — Report des totaux (§ I).	1.107	290
		II. — COMPTES SPECIAUX (A l'exception du fonds d'expansion économique.)		
»	»	Autres comptes spéciaux du Trésor (1).....	15	15
16	17	Avances du Trésor et consolidations (2).....	»	»
16	17	**Total II.** — **Total II....**	15	15
1	2	Excédent des charges (§ II). — Excédent des ressources (§ II).	»	»
»	148	Excédent des charges (§ I + II). — Excédent des ressources (§ I + II).	»	7
		III. — OPERATIONS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR		
»	10	Opérations des services de l'Etat dotés d'un budget annexe (3).....	1	33
12	»	Opérations des établissements publics et semi-publics (4).....	32	»
1	15	Opérations des collectivités administratives (5).....	1	»
8	33	Opérations des autres correspondants (6).....	1	»
21	58	**Total III.** — **Total III....**	32	33
»	26	Excédent des charges (§ III). — Excédent des ressources (§ III).	»	12
		IV. — EMPRUNTS ET MOYENS DE TRESORERIE		
		A. — *Emprunts:*		
»	»	Emissions d'emprunts à long et moyen terme (7).....	42	3
8	»	Bons du Trésor (8).....	101	»
6	43	Traites de dépenses publiques (9).....	»	»
19	24	Avances de la Banque de France (10).....	»	»
»	»	Emission d'emprunts extérieurs (11).....	»	»
29	51	Amortissements d'emprunts intérieurs et extérieurs pris en charge par la caisse autonome d'amortissement et le budget et diverses opérations d'emprunts (12).....	72	43
»	»	**B.** — *Relations avec les instituts d'émission d'outre-mer* (13)...	5	1
9	»	**C.** — *Variation des encaisses, chevauchements et fonds en route* (14).....	72	»
66	118	**Total IV.** — **Total IV....**	292	47
19	»	Excédent des charges (§ IV). — Excédent des ressources (§ IV).	174	»
385	1.446	**Total général.** — **Total général....**	1.446	385

(1) Solde des lignes 50 à 60, 61, 64 à 80 (sauf 68), 81 à 90, 91 à 95, 96 à 99, 100 et 101, 110 à 112. — (2) Solde des lignes 136 à 146 et 103. — (3) Solde des lignes 151 à 163. — (4) Solde des lignes 171 à 190 (sauf 173 *bis* et 176 *bis*). — (5) Solde des lignes 191 à 197 sauf 196 *bis*. — (6) Solde des lignes 201 à 225 sauf 219. — (7) Recettes des lignes 300 et 301, 305 à 374 (sauf 371). — (8) Solde des lignes 380 à 384, 508 et 510, 534 et 535. — (9) Solde de la ligne 395. — (10) Solde des lignes 396 à 401 et 410. — (11) Recettes des lignes 415 à 430 (sauf 426) et 440 à 454. — (12) La colonne des charges comprend: les dépenses des lignes 300 et 301, 305 à 374, 415 à 430 (sauf 426), 440 à 454, le solde des lignes 388, 509 à 530 (sauf 508 et 510), le solde des lignes 540 à 585 (sauf 560), le solde des lignes 590 et 591. La colonne des ressources comprend: le solde des lignes 426, 600 à 640. — (13) Voir tableau annexe. — (14) Dernière ligne du paragraphe 2: lignes 1 à 2 *quinquiès*, 4 et 5.

SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS DU TRESOR

I. — SITUATION D'ENSEMBLE

	Millions de francs.
Au 1er janvier 1954, les encaisses (1) du Trésor s'élevaient à	260.416
Pendant les quatre premiers mois de l'année, les recettes ont atteint	8.662.367
Soit un total de	8.922.783
Les dépenses ont atteint	8.723.276
Par suite, au 30 avril 1954, les encaisses du Trésor s'élevaient à	199.507

(1) Le détail des « encaisses » est indiqué au § III.

II. — RESUME GENERAL DES RECETTES ET DES DEPENSES

		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
Budget.	Budget 1953 période complémentaire	124.705	14.776	8.924	381
	Budget 1954 période d'exécution	1.058.111	1.015.518	272.508	308.525
Comptes spéciaux.	Opérations des comptes spéciaux du Trésor	368.664	387.593	91.553	94.162
	Avances du Trésor remboursables à court terme	72.320	58.522	25.766	10.727
Correspondants du Trésor.	Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe	729.985	720.478	178.814	212.809
	Opérations des établissements publics et des établissements semi-publics	2.144.488	2.157.758	568.387	561.559
	Opérations des collectivités administratives	2.216.899	2.208.556	569.512	568.715
	Opérations des autres correspondants	788.888	761.231	197.762	188.662
Opérations affectant la dette de l'Etat.	A. — Mouvements de la dette non échue	907.729	912.758	236.345	181.093
	B. — Opérations des emprunts échus	309.538	331.116	101.896	104.607
	C. — Opérations consistées en atténuation des ressources ou des charges de la dette de l'Etat	1.949	59.616	575	29.428
Fonds en route, chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente		»	4.415	»	(—) 8.154
Total		8.723.276	8.662.367	2.252.072	2.252.214

III. — DECOMPOSITION DES ENCAISSES

NUMERO d'ordre.		AU 1er janvier 1954.	AU 30 avril 1954.	AU 31 mars 1954.
		Millions de francs.		
1	Numéraire conservé par les comptables	18.574	26.635	23.670
2	Compte courant du Trésor à la Banque de France	(—) 17.841	64	19
2 bis	Fonds placés au Crédit national et réservés pour les emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine	628	94	79
2 ter	Fonds déposés à la caisse des dépôts et consignations et affectés à des emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine	7.874	7.500	7.500
2 quater	Fonds déposés à la Banque de France et affectés à des emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine	»	»	»
2 quinquies	Fonds déposés à la Banque de France. Exécution de la convention franco-belge du 25 juin 1952	1.000	1.000	1.000
3	Compte courant du Trésor à la Banque de l'Algérie et de la Tunisie et dans les banques d'outre-mer	33.734	46.143	47.368
3 bis	Compte courant du Trésor à l'Institut d'émission des Etats associés	3.454	2.029	1.784
4	Devises et francs à l'étranger	53.648	28.798	23.348
5	Traites et valeurs mobilisables	(1) 179.345	87.244	94.637
	Total	260.416	199.507	199.365

(1) Dont 461 millions en devises et francs à l'étranger.

IV. — OPERATIONS BUDGETAIRES

NUMÉRO d'ordre		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes.
		Millions de francs.			
	A. — BUDGET 1953. — PERIODE COMPLEMENTAIRE				
	Recettes du budget précédent.				
6	Impôts, monopoles, exploitations industrielles	»	(2)(—) 4.430	»	12
7	Produits divers	»	(5) 8.463	»	369
9	Recettes imputées à des comptes d'attente	»	10.687	»	»
10	Ressources exceptionnelles (1)	»	56	»	»
	Dépenses du budget précédent.				
41	Dépenses des services civils (fonctionnement et équipement)	84.431	»	3.467	»
42	Dépenses des services militaires (fonctionnement et équipement)	83.188	»	6.376	»
43	Dépenses imputées à des comptes d'attente	(4)(—) 42.917	»	(4)(—) 919	»
44	Réparation des dommages de guerre et investissements	»	»	»	»
	Total A	124.705	11.776	8.924	381
	B. — BUDGET 1954. — PERIODE D'EXECUTION				
	Recettes fiscales.				
15	Contributions directes	»	319.540	»	86.288
16	Enregistrement	»	48.891	»	14.733
17	Impôt de solidarité nationale	»	224	»	57
18	Douanes	»	79.596	»	22.898
19	Contributions indirectes	»	18.448	»	3.659
20	Taxe sur le chiffre d'affaires	»	343.351	»	87.311
21	Taxes uniques	»	29.195	»	7.632
22	Recettes imputées à des comptes d'attente	»	51.411	»	22.523
	Total des recettes fiscales	»	890.658	»	244.901
	Autres recettes budgétaires.				
23	Monopoles, exploitations industrielles et revenus du domaine de l'Etat	»	10.468	»	1.075
24	Produits divers	»	45.937	»	17.015
27	Ressources exceptionnelles en contrepartie des dépenses de reconstruction et d'équipement	»	16.701	»	725
28	Ressources exceptionnelles, coopération internationale	»	40.763	»	27.516
29	Fonds de concours ordinaires et spéciaux	»	12.470	»	6.698
30	Fonds de concours: coopération internationale	»	15.783	»	6.878
31	Ressources affectées à diverses dépenses (Titre VIII)	»	12.768	»	3.717
	Total B	»	1.015.548	»	308.525
	Dépenses.				
	a) *Services de l'Etat.*				
35	Fonctionnement des services civils (titres I à IV)	467.248	»	110.827	»
36	Investissements civils exécutés par l'Etat, subventions et participations (titre V à VI *a*)	41.124	»	10.891	»
37	Dépenses civiles imputées à des comptes d'attente	(3) 37.961	»	(4)(—) 972	»
	Total des dépenses civiles	516.333	»	120.746	»
38	Fonctionnement des services militaires (titres III et IV)	230.151	»	73.241	»
39	Investissements militaires exécutés par l'Etat (titre V)	90.309	»	31.960	»
40	Dépenses militaires imputées à des comptes d'attente	5.127	»	411	»
	Total des dépenses militaires	325.587	»	105.645	»
	b) *Réparations des dommages de guerre et investissements.*				
	Dépenses en capital:				
41	Effectuées avec le concours de l'Etat. Prêts et avances (titre VI *b*)	86.366	»	167	»
42	Versements à la caisse autonome de la reconstruction (titre VII)	71.471	»	33.331	»
43	Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane (titre VII)	11.955	»	2.837	»
44	Reconstitution du réseau de la Société nationale des chemins de fer français (titre VII)	3.640	»	1.820	»
45	Mobilisation des titres à 3, 6, 9 ans émis par la C. A. R. E. C. (titre VII)	5.452	»	5.452	»
	Total	178.984	»	43.607	»
46	c) *Dépenses effectuées sur ressources affectées* (titre VIII)	7.207	»	2.540	»
	Total des dépenses B	1.058.111	»	272.598	»
	Total général des recettes et des dépenses (A + B)	1.182.816	1.060.324	281.432	308.906
	Dont, en devises et francs à l'étranger	11.081	2.911	2.486	2.877

(1) Dont 56 millions montant de l'aide américaine.
(2) Réduction provenant de virements dans les écritures centrales.
(3) Déduction faite d'une somme de 3.571 millions provenant des dépenses des ministères à annuler par suite de reversements de fonds.
(4) Réduction provenant d'imputation aux comptes définitifs de dépenses.
(5) Dont 7.645 millions au titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

V. — OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

NUMÉRO d'ordre		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
	A. — COMPTES DE COMMERCE				
50	Subsistances militaires	9.349	20.284	2.762	9.329
52	Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat	4.001	»	1	»
53	Réception et vente de marchandises de l'aide américaine	15.688	27.521	7.733	6.461
54	Fabrication d'armement et de certains matériels aéronautiques	38.514	40.066	7.981	16.056
60	Opérations diverses	1.492	2.869	539	889
	Total du paragraphe A	69.044	90.620	19.016	33.275
	B. — COMPTES FINANCIERS D'AFFECTATION SPECIALE				
61	Loterie nationale (exercices précédent et courant)	10.236	13.013	2.522	3.697
62	Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique	93.248	93.248	18.022	17.924
63	Ressources affectées au fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique	31.663	86.739	4.463	217
64	Fonds forestier national	1.025	1.063	551	42
65	Assistance militaire aux Etats associés	27.014	»	11.280	»
66	Réception des équipements et matériels du plan d'assistance militaire	»	»	»	»
67	Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	10.938	12.588	3.176	1.263
68	Opérations de reconstruction effectuées pour le compte de la caisse autonome de la reconstruction	6.321	20.000	3.372	10.000
69	Allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement du premier degré	5.024	8.053	505	2.369
70	Dépenses diverses en contrepartie de l'aide américaine	663	550	243	369
80	Opérations diverses	16	471	5	460
	Total du paragraphe B	186.118	235.785	44.339	56.281
	C. — COMPTES D'OPERATIONS AVEC DES PAYS ETRANGERS OU EFFECTUEES DANS DES PAYS ETRANGERS				
81	Aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique	(1) 16.270	(2) 15.422	7.716	7.731
82	Emploi des fonds de l'aide américaine par le gouvernement des Etats-Unis	1.512	1.501	761	761
83	Contribution des nations signataires du pacte atlantique au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	12.520	10.996	1.260	6.611
84	Fonds déposés au Trésor par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers	5.883	8.692	1.594	2.809
85	Comptes d'opérations effectuées dans les pays étrangers	5.526	4.055	1.058	771
86	Comptes d'exécution de divers accords financiers avec des gouvernements alliés	1.833	601	390	257
88	Contribution aux dépenses des Etats associés	»	14.265	»	3.265
90	Opérations diverses	26	2.060	19	1.529
	Total du paragraphe C	43.580	57.592	12.838	23.934
	Totaux à reporter	298.772	383.997	76.083	93.390

(1) Plan Marshall : 16.269. Colis dons : 1.
(2) Plan Marshall : 15.422.

NUMÉRO d'ordre		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
	Report.....	298.772	383.997	76.083	93.390
	D. — OPERATIONS MONETAIRES				
91	Pertes et bénéfices de change.....	2.264	464	266	112
92	Emission de billets du Trésor libellés en francs Djibouti.....	891	1.093	182	351
95	Opérations diverses.....	249	1.175	6	286
	Total du paragraphe D.....	3.344	2.732	454	749
	E. — COMPTES EN LIQUIDATION				
96	Réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne.....	11	238	3	21
97	Liquidation des organismes professionnels.....	»	500	»	5
99	Opérations diverses.....	101	126	7	2
	Total du paragraphe E.....	112	864	10	23
	F. — AUTRES COMPTES SPECIAUX ET CONSOLIDATIONS				
100	Subventions aux collectivités publiques et privées pour travaux d'équipement....	2.055	»	563	»
101	Remboursement des prélèvements exercés sur les avoirs des spoliés.....	4	»	»	»
102	Versement du Trésor au fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique	61.162	»	13.218	»
103	Avances du Trésor consolidées.....	3.215	»	1.225	»
	Total du paragraphe F.....	66.436	»	15.006	»
	G. — APUREMENTS COMPTABLES (POUR ORDRE)				
110	Apurement de pertes et bénéfices de change antérieurs au 31 décembre 1948.....	5	»	»	»
111	Apurement d'opérations anciennes à caractère budgétaire.....	5	»	»	»
112	Apurement d'opérations anciennes d'origines diverses.....	»	»	»	»
	Total du paragraphe G.....	»	»	»	»
	Total général de A à G.....	368.664	387.593	91.553	94.162
	Dont en devises et francs à l'étranger.....	7.184	7.539	1.302	2.991
	AVANCES DU TRESOR REMBOURSABLES A COURT TERME				
136	Aux budgets annexes.....	9.000	»	9.000	»
137	Aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat.....	»	33	»	»
138	A des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte.....	»	(1) 124	»	»
139	A la Société nationale des chemins de fer français.....	24	(2) 206	»	»
140	Aux départements, communes, établissements et divers organismes sur le produit des impositions leur revenant.....	60.178	(3) 51.899	15.603	9.464
141	Aux collectivités métropolitaines.....	1.433	(4) 504	1.115	30
142	Aux territoires et services d'outre-mer.....	»	(5) 1.000	»	1.000
143	A des entreprises industrielles ou commerciales.....	»	10	»	»
144	A divers organismes, services privés ou particuliers.....	524	(6) 921	43	118
145	A des gouvernements ou services étrangers ou à des organismes internationaux..	»	»	»	»
146	A diverses banques et administrations pour le service des payements à l'étranger.	1.161	825	5	115
	Total du paragraphe H.....	72.320	58.522	25.766	10.727
	Dont en devises et francs à l'étranger.....	486	719	»	18

(1) Avances consolidées (Cf à la ligne n° 103, § F).
(2) Avances consolidées (Cf à la ligne n° 103, § F).
(3) Dont 1.744 millions d'avances consolidées (Cf à la ligne n° 103, § F).
(4) Dont 186 millions d'avances consolidées (Cf. à la ligne n° 103, § F).
(5) Dont 500 millions d'avances consolidées (Cf. à la ligne n° 103, § F).
(6) Dont 455 millions d'avances consolidées (Cf. à la ligne n° 103, § F).

VI. — OPERATIONS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR

NUMERO d'ordre		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
	A. — OPERATIONS DES SERVICES D'ETAT DOTES D'UN BUDGET ANNEXE (1)				
151	Postes, télégraphes et téléphones (1) (cf. p. 6403)	659.872	660.167	161.270	185.517
152	Caisse nationale d'épargne (1)	14.570	21.995	3.298	3.782
153	Service des poudres et des essences (1)	17.392	19.190	4.593	11.858
154	Services industriels de l'armement (opérations de liquidation) (2)	»	3	»	»
155	Radiodiffusion nationale (1)	4.915	6.087	1.682	1.774
156	Prestations familiales agricoles (1)	29.651	28.518	7.455	9.467
158	Monnaies et médailles (2)	2.049	1.615	217	683
159	Imprimerie nationale (2)	1.219	2.038	293	19
162	Légion d'honneur (1)	371	859	53	6
163	Ordre de la Libération (1)	6	6	3	3
	Total	729.935	720.478	178.814	212.809
	Dont en devises et francs à l'étranger	1.812	11	964	1
	B. — OPERATIONS DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET DES ETABLISSEMENTS SEMI-PUBLICS (3)				
171	Caisse des dépôts et consignations	1.307.012	1.306.315	363.178	319.821
172	Caisse autonome d'amortissement	130.778	140.563	44.117	34.607
173	Crédit national	246.495	256.563	57.322	58.856
173 bis	Crédit national (caisse autonome de la reconstruction)	91.633	71.471	28.789	33.331
174	Office des changes	165	13	17	7
175	Société nationale des chemins de fer français	167.685	168.444	28.739	27.710
176	Caisse centrale de la France d'outre-mer	27.462	25.329	5.744	4.858
176 bis	Caisse centrale de la France d'outre-mer, comptes d'opérations	14.809	16.671	2.955	4.022
177	Service des alcools	13.113	8.595	2.329	1.793
178	Caisse nationale de crédit agricole	50.749	61.392	10.412	11.294
179	Fonds d'approvisionnement des postes, télégraphes et téléphones	1.960	2.010	525	1.000
181	Caisse des invalides de la marine	3.902	3.607	787	246
182	Office national interprofessionnel des céréales	12.812	6.535	4.624	3.412
183	Dotation des plans de développement économique et social des territoires d'outre-mer	687	1.360	314	»
190	Divers établissements nationaux	75.196	85.890	18.245	27.093
	Total	2.111.188	2.157.758	568.387	561.559
	Dont en devises et francs à l'étranger	884	»	79	»

(1) Les comptables des postes, de la caisse nationale d'épargne, du service des poudres, de la Légion d'honneur, de la radiodiffusion nationale, des prestations familiales agricoles et de l'ordre de la Libération ont été considérés comme des comptables indépendants et leurs comptes n'ont pas été centralisés en même temps que les comptes des comptables du Trésor. Par suite, les chiffres inscrits dans les colonnes dépenses et recettes décrivent les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie des budgets annexes et non pas les opérations des budgets annexes eux-mêmes.

(2) Les comptables des services industriels de l'armement, des Monnaies et médailles et de l'Imprimerie nationale ont été considérés comme des comptables du Trésor. Leur encaisse est comprise dans le chiffre général des disponibilités (§ III). Les recettes et les dépenses de l'agent comptable des services industriels de l'armement décrivent les opérations de liquidation réalisées en application des dispositions des articles 22 à 26 de la loi n° 52-1302 du 30 décembre 1952.

En ce qui concerne les deux derniers comptables, il s'agit d'opérations des budgets annexes (période complémentaire 1953 et période d'exécution 1954).

(3) Les comptables des établissements publics et des établissements semi-publics ont été considérés comme des comptables indépendants. Par suite, les chiffres inscrits dans les colonnes dépenses et recettes décrivent les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie des offices et non pas les opérations budgétaires des offices eux-mêmes.

NUMERO d'ordre		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
		Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
		Millions de francs.			
	C. — OPERATIONS DES COLLECTIVITES ADMINISTRATIVES (1)				
191	Départements	123.496	115.097	29.548	28.882
192	Communes et établissements locaux	398.126	397.069	88.298	84.185
193	Etablissements régionaux	2.497	2.397	641	488
194	Territoires d'Afrique du Nord	1.281.675	1.269.506	333.202	334.188
195	Territoires d'outre-mer	324.377	327.813	98.769	97.213
196	Etats associés	8.072	8.585	3.399	2.612
196 bis	Etats associés (institut d'émission)	57.213	63.491	11.278	13.967
197	Gouvernement de la Sarre	21.413	24.595	1.377	6.850
	Total	2.216.899	2.208.556	569.512	568.715
	Dont en devises et francs à l'étranger	838	5	210	5
	D. — OPERATIONS DES AUTRES CORRESPONDANTS				
201	Dépôts au Trésor: fonds particuliers des comptables	130.663	131.396	30.936	32.506
202	Autres dépôts au Trésor	337.809	326.404	82.467	71.852
203	Fonds consignés au Trésor par divers	71.418	73.653	17.322	18.068
204	Opérations diverses pour compte de particuliers	24.989	18.578	4.898	4.931
207	Reliquats appartenant à des particuliers	183.456	167.392	49.048	47.367
217	Opérations pour le compte du Crédit foncier	13.069	11.600	4.602	6.214
219	Comptes courants des banques des territoires d'outre-mer	25.494	30.506	8.038	7.016
225	Opérations diverses	1.990	1.702	451	708
	Total	788.888	761.231	197.762	188.662
	Dont en devises et francs à l'étranger	79.706	80.873	24.726	24.633

1) Les territoires d'Afrique du Nord (à l'exception de l'Algérie) et d'outre-mer, les départements, les communes, les offices départementaux et d'outre-mer utilisent comme comptables les comptables du Trésor. Par suite, les chiffres exprimés dans les colonnes dépenses et recettes décrivent la totalité des opérations effectuées sur l'ordre ou pour le compte des collectivités locales (période complémentaire du budget 1953, période d'exécution du budget 1954, comptes hors budget).

VII. — OPERATIONS AFFECTANT LA DETTE DE L'ETAT

Les opérations affectant la dette de l'Etat comprennent deux grandes subdivisions: d'une part, les mouvements de la dette non échue, d'autre part, les opérations des emprunts échus. Les détails de ces opérations figurent dans la situation de la dette publique sous les numéros de rubriques qui sont regroupés dans la marge du tableau ci-dessous (§§ A et B).

NUMÉROS des rubriques de la situation de la dette publique.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
		Échéances ou remboursements. — Dépenses.	Émissions ou avances. — Recettes.	Échéances ou remboursements. — Dépenses.	Émissions ou avances. — Recettes.
		Millions de francs.			
	A. — MOUVEMENTS DE LA DETTE NON ECHUE				
	a) **Dette intérieure.**				
300 et 301	1. Dette perpétuelle	18	»	3	»
305 à 374	2. Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives	20.326	71.052	9.515	9.534
380 à 388	3. Bons du Trésor	289.850	365.002	81.152	75.823
395	4. Traites de dépenses publiques	137.308	94.455	28.798	23.436
396 à 410	5. Engagements envers les instituts d'émission	392.149	368.249	77.500	58.600
	Total	839.671	898.758	199.298	167.093
	b) **Dette extérieure.**				
415 à 430	1. Dette amortissable à long terme, à moyen et court terme à échéances massives	19.419	14.000	18.050	14.000
435	2. Echéances indéterminées	40.961	»	18.597	»
440 à 454	3. Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux	7.678	»	»	»
	Total	68.058	14.000	37.047	14.000
	Totaux du paragraphe A	907.729	912.758	236.345	181.093
	Dont en devises et francs à l'étranger	21.964	»	»	»
	B. — OPERATIONS SUR EMPRUNTS ECHUS				
	a) **Dette intérieure.**				
500 à 530	1. Emprunts et bons échus	244.369	241.735	70.823	69.036
534 et 535	2. Bons à intérêt progressif remboursables à vue	33.729	57.280	13.018	17.515
	Total	278.098	299.015	83.841	86.551
	b) **Dette extérieure.**				
540 à 585	1. Emprunts et bons échus	31.440	32.101	18.055	18.056
590 et 591	2. Bons remboursables à vue	»	»	»	»
	Total	31.440	32.101	18.055	18.056
	Totaux du paragraphe B	309.538	331.116	101.896	104.607
	Dont en devises et francs à l'étranger	30.932	»	17.558	»
	C. — OPERATIONS CONSTATEES EN ATTENUATION DES RESSOURCES OU DES CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT				
600	Différences de change (1re section)	2	12	2	1
615	Lots ou primes de remboursement (2e section)	1.403	»	29	»
625	Charges ou profits accessoires ou divers (3e section)	544	1	544	»
	Amortissements budgétaires ou de la caisse autonome (4e section).				
635	Amortissements budgétaires	»	5.452	»	5.452
640	Amortissements de la caisse autonome	»	54.151	»	23.975
	Total	1.949	59.616	575	29.428

VIII. — TABLEAUX ANNEXES

I. — RELATIONS DU TRESOR AVEC LES INSTITUTS D'EMISSION D'OUTRE-MER

	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
	Millions de francs.			
A. — Banque de l'Algérie et de Tunisie	25.542	18.701	6.282	5.237
B. — Banque d'Etat du Maroc	13.733	19.908	4.238	4.709
C. — Banque de l'Afrique occidentale française	27.921	25.408	7.344	9.213
D. — Banque de l'Indochine	1.093	891	354	182
E. — Banque de Madagascar	10.668	9.707	3.454	2.134
F. — Institut d'émission des Etats associés	109.874	177.114	43.713	43.238
G. — Caisse centrale de la France d'outre-mer	14.899	16.671	2.955	4.022
Totaux	263.730	268.400	68.332	68.726

(1) Les chiffres indiqués au présent tableau proviennent des lignes nos 3, 3 *bis*, 176 *bis*, 196 *bis*, 219 et 405.

II. — OPERATIONS FAITES EN DEVISES ET EN FRANCS A L'ETRANGER

	Millions de francs.
A. — Situation d'ensemble.	
Au 1er janvier 1954, les encaisses du Trésor en devises et francs à l'étranger s'élevaient à	34.109
Pendant les quatre premiers mois de l'année, les recettes ont atteint	92.058
Il y a lieu d'ajouter, pour approvisionnement des encaisses des agents payeurs à l'étranger par l'intermédiaire de la Banque de France, la somme de	59.643
Soit un total de	185.810
Les dépenses ont atteint	157.072
Par suite, au 30 avril 1954, les encaisses du Trésor en devises et francs à l'étranger s'élevaient à	28.738

B. — Résumé général des recettes et des dépenses faites en devises et francs à l'étranger.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
	Millions de francs.			
Recettes et dépenses du budget général (IV)	11.081	2.911	2.486	2.877
Comptes spéciaux du Trésor (V § A à G)	7.184	7.539	1.302	2.994
Avances du Trésor remboursables à court terme (V § H)	486	719	»	18
Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe (VI § A)	1.812	11	964	1
Opérations des établissements publics et des établissements semi-publics (VI § B)	884	»	79	»
Opérations des collectivités administratives (VI § C)	838	5	240	5
Opérations des autres correspondants (VI § D)	79.706	80.873	24.726	24.638
Opérations affectant la dette de l'Etat (VII) A. — Mouvements de la dette non échue	21.964	»	»	»
Opérations affectant la dette de l'Etat (VII) B. — Opérations sur emprunts échus	30.932	»	17.558	»
Fonds en route, chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente	2.185	»	2.185	(—) 105
Total	157.072	92.058	49.540	30.420

III. — DEVELOPPEMENT DES OPERATIONS DES COMPTABLES DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES DU 1er JANVIER AU 30 AVRIL 1954

A. — Situation d'ensemble.

	Millions de francs
Pendant les quatre premiers mois de l'année, les recettes des comptables des postes ont atteint	8.445.220
Leurs dépenses ont atteint	8.465.268
Soit un excédent de dépenses de	20.048
représenté: à concurrence de (+) 343 par une augmentation des encaisses des comptables des postes.	
à concurrence de (+) 19.705 par les mouvements des comptes courants et des comptes de règlements entre l'administration des postes, télégraphes et téléphones et le Trésor, suivant détail au § C ci-après.	

B. — Résumé des recettes et des dépenses.

	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954		OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'avril 1954.	
	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.
	Millions de francs.			
Opérations concernant le budget général:				
Exercice 1953. — Période complémentaire	»	»	»	»
Exercice 1954. — Période d'exécution	31.590	14.281	8.498	1.198
Règlements avec le Trésor	13.051	35.167	9.360	10.377
Opérations concernant les emprunts du Trésor:				
Emissions et versements au Trésor	48.938	49.697	11.521	11.394
Payements et remboursements par le Trésor	25.844	24.678	8.438	8.034
Avances au Trésor	1.436	1.436	»	»
Opérations du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (y compris les opérations de la 2e section):				
Exercice 1953. — Période complémentaire	9.319	149	(4) (—) 2	(4) (—) 12
Exercice 1954. — Période d'exécution	67.486	(3) 75.103	16.239	28.245
Opérations concernant la caisse nationale d'épargne:				
Recettes et dépenses effectives (1)	47.976	69.726	14.828	15.107
Règlements avec la caisse nationale d'épargne	67.835	43.645	11.557	9.507
Opérations concernant la caisse des dépôts et consignations	5.597	9.624	311	4.621
Opérations concernant les autres établissements d'Etat	679	677	49	8
Opérations concernant les collectivités administratives	4.619	15.575	2.304	4.709
Transferts de fonds p/c de particuliers:				
Mandats français	2.327.398	2.322.879	587.043	587.073
Mandats internationaux	6.654	5.909	2.252	1.438
Mandats d'outre-mer et divers correspondants hors métropole	42.100	40.893	9.034	10.536
Autres opérations p/c de particuliers	29.584	38.910	8.971	5.490
Opérations concernant les offices étrangers	99.047	58.262	23.576	19.265
Comptes courants postaux (2)	5.633.115	5.633.597	1.377.405	1.393.709
Fonds en route, chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente	»	5.012	»	1.064
Totaux généraux	8.465.268	8.445.220	2.091.414	2.111.763

C. — Mouvements des comptes courants et comptes de règlements entre l'administration des postes, télégraphes et téléphones et le Trésor

Compte courant au Trésor de l'agent comptable des postes, télégraphes et téléphones	»	63.322	»	32.117
Comptes courants postaux des comptables du Trésor	»	13.913	»	16.243
Autres comptes de règlements	57.590	»	72.607	»
Totaux	57.590	77.235	72.607	48.360
Soit un excédent de recettes de	»	19.705	24.247	»

Correspondant à l'excédent de dépenses des opérations mentionnées page 6399, cadre VI, § A « Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe », sous la rubrique: « Postes, télégraphes et téléphones ».

(1) Dont 46.354 millions de « retraits » et 68.697 millions de « dépôts ».
(2) A l'exclusion des comptes ouverts au nom des comptables des postes et des comptables du Trésor.
(3) Dont 16.197 millions au titre de l'emprunt 6 0/0 1954, amortissables en 15 ans.
(4) Réductions provenant de modifications dans les écritures de l'agent comptable des postes, télégraphes et téléphones.

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Evolution de la Dette publique de l'Etat, de la Caisse autonome d'amortissement et du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones et situation au 30 Avril 1954.

La présentation inspirée dans une certaine mesure des règles du plan comptable général est répartie en deux grandes subdivisions retraçant: d'une part, l'évolution de la dette non exigible; d'autre part, le montant de la dette devenue exigible, les échéances à régler et les payements effectués.

Il convient de préciser que la différence qui apparaît entre le montant de la dette publique de l'Etat au 31 décembre 1952 et la reprise au 1er janvier 1953 provient des valeurs du Trésor échues et non remboursées à la fin de l'année 1952.

En ce qui concerne les opérations effectuées dans les territoires d'outre-mer, les chiffres pris en considération sont ceux des derniers documents parvenus.

TABLEAU RECAPITULATIF (en millions de francs).

CATÉGORIES DE DETTES	SITUATION DE LA DETTE AU			EVOLUTION DE LA DETTE entre le 1er janvier et le 30 avril 1954		SITUATION de la Dette au 30 avril 1954.
	31 décembre 1951	31 décembre 1952	31 décembre 1953.	Diminution.	Augmentation.	
I. — DETTE DE L'ETAT						
A. — Dette non exigible.						
a) Dette intérieure.						
I. — Dette perpétuelle	349.012	107.530	98.111	18	»	98.093
II. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives	722.848	1.241.227	1.340.634	20.336	71.053	1.391.360
III. — Bons du Trésor et traites de dépenses publiques	1.239.147	1.302.520	1.472.769	427.178	459.457	1.505.048
IV. — Engagements envers les instituts d'émission	669.427	652.062	879.930	392.149	368.249	856.030
Totaux de la dette intérieure	2.980.434	3.303.348	3.791.444	839.671	898.758	3.850.531
b) Dette extérieure.						
I. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives	640.649	430.128	392.079	19.440	14.000	386.660
II. — Echéances indéterminées	»	42.343	53.527	40.961	»	12.566
III. — Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers internationaux	612.778	607.278	580.849	7.678	»	573.171
Totaux de la dette extérieure	1.253.427	1.079.749	1.026.455	68.058	14.000	972.397
Total de la dette de l'Etat non exigible	»	4.383.097	4.817.899	907.729	912.758	4.822.928
B. — Dette exigible.						
a) Dette intérieure.						
I. — Emprunts et bons échus	»	10.856	12.541	244.369	241.735	9.907
II. — Bons à intérêt progressif remboursables à vue	»	221.305	312.686	33.729	57.280	336.237
Total de la dette intérieure	»	232.161	325.227	278.098	299.015	346.144
b) Dette extérieure.						
I. — Emprunts et bons échus	»	143	122	31.440	32.101	783
II. — Bons remboursables à vue	»	216.070	212.560	»	»	212.560
Total de la dette extérieure	»	216.213	212.682	31.440	32.101	213.343
Total de la dette exigible	»	448.374	537.909	309.538	331.116	559.487
Total de la dette de l'Etat	4.233.861	4.831.471	5.355.808	1.217.267	1.243.874	5.382.415
Dont: Dette intérieure	2.980.434	3.535.509	4.116.671	1.117.769	1.197.773	4.196.675
Dont: Dette extérieure	1.253.427	1.295.962	1.239.137	99.498	46.101	1.185.740
II. DETTE PROPRE DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT						
a) Dette intérieure	36.942	35.283	33.725	347	»	33.378
b) Dette extérieure	»	»	»	»	»	»
Total de la dette propre de la caisse autonome d'amortissement	36.942	35.283	33.725	347	»	33.378
III. — DETTE PROPRE DU BUDGET ANNEXE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES						
a) Dette intérieure	14.852	13.627	26.528	990	16.926	42.464
b) Dette extérieure	1.013	2.025	1.417	1.821	1.417	1.013
Total de la dette propre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones	15.865	15.652	27.945	2.811	18.343	43.477

I. — EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ETAT EN 1954

A. — Dette de l'Etat non exigible.

A. — DETTE INTERIEURE

I. — Dette perpétuelle. (En millions de francs.)

NUMÉRO d'ordre	DESIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
			Diminution.	Augmentation.	
300	Rentes 3 p. 100	23.177	18	»	23.159
301	Rentes 5 p. 100 1949	74.934	»	»	74.934
	Totaux	98.111	18	»	98.093

II. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives.

(En millions de francs.)

NUMÉRO d'ordre.	DESIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
			Diminution.	Augmentation.	
	Emprunts amortissables à long terme. — 1re section.				
305	1° Rentes sur l'Etat amortissables:				
	3 p. 100 1878, 75 ans	»	»	»	»
	5 p. 100 1920, 60 ans remboursables à 150 F	11.714	182	»	11.532
	3 p. 100 1942, 60 ans et 2 mois	2.325	12	»	2.313
	3,50 p. 100 1942, 60 ans	6.582	36	»	6.546
	3 p. 100 1945, 60 ans et 3 mois	21.333	101	»	21.232
	3,50 p. 100 1952, 60 ans	420.338	7.616	»	412.722
	4,50 p. 100 1952, 60 ans	8.823	2	»	8.821
310	2° Obligations du Trésor amortissables:				
	4,50 p. 100 1933-1948, 60 ans remboursables à 150 F	6.398	»	»	6.398
	4 p. 100 1934-1951, 50 ans remboursables à 110 F	5.438	»	»	5.438
	4,50 p. 100 1935, 30 ans	573	18	»	555
	3,50 p. 100 1943, 30 ans	4.320	27	»	4.293
	3,50 p. 100 1944, 30 ans	2.299	31	»	2.268
315	3° Obligations du Crédit national émises pour le compte de l'Etat				
	4 p. 100 1941, 50 ans	10.903	»	»	10.903
	3,50 p. 100 février 1942, 50 ans et 3 mois	4.947	34	»	4.913
	3,50 p. 100 octobre 1942, 50 ans et 3 mois	6.016	36	»	5.980
	3,50 p. 100 1943, 50 ans et 3 mois	6.109	37	»	6.072
	3 p. 100 juillet 1945, 50 ans	20.095	»	»	20.095
	3 p. 100 juillet 1946, 50 ans	31.096	»	»	31.096
	6 p. 100 1950, 30 ans	25.955	453	»	25.502
320	4° Bons de la caisse nationale de crédit agricole:				
	4,50 p. 100 1935, 25 ans	627	123	»	504
326	5° Emissions diverses:				
	Emprunt libératoire 3 p. 100 1948, 10 ans	63.292	1.629	32	61.695
	Totaux de la 1re section	659.183	10.337	32	648.878

NUMÉRO d'ordre	DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
			Diminution.	Augmentation.	
	Emprunts remboursables par annuités à long terme. — 2e section.				
330	1° Engagements envers la caisse des dépôts et consignations pour prêts d'intérêt économique, agricole ou social:				
	Loi du 7 juillet 1934 et décret du 11 septembre 1934 (plan Marquet)	1.877	40	»	1.837
	Habitations à loyer modéré	126.074	556	5.805	131.323
	Crédit immobilier	33.927	213	1.509	35.223
	Fonds commun du travail (habitations à loyer modéré et crédit immobilier)	148	2	»	146
	Habitations à loyer modéré améliorées	227	9	»	218
	Loyers moyens	154	10	»	144
	Adduction d'eau potable et réparation de chemins vicinaux	164	8	»	156
	Electrification des campagnes	622	6	»	616
	Sinistrés du Sud-Ouest	191	21	»	170
	Crédit agricole (moyen terme)	36	»	»	36
	Crédit agricole (long terme)	159	4	»	155
	Equipement rural	866	»	»	866
	Assainissement du marché de la viande	5	»	»	5
	Prêts aux collectivités (loi du 11 octobre 1940)	1.434	11	»	1.423
	Prêts pour l'amélioration du logement rural (décret-loi du 24 mai 1938 et loi du 15 mai 1941)	230	»	»	230
	Prêts pour travaux de circonstance (ordonnance du 1er mai 1945).	355	4	»	351
335	2° Engagements divers au profit de la caisse des dépôts et consignations:				
	Rachat de bons du Trésor à trois et cinq ans 1922	»	»	»	»
	Remboursement des obligations de l'emprunt extérieur 7 1/2 p. 100 1921	218	»	»	218
	Amortissement des obligations de l'emprunt extérieur 4 p. 100 1939.	893	17	»	876
	Semestrialités remises en contrepartie du prêt de 4 milliards de francs (décret du 4 mai 1943)	1.425	147	»	1.278
	Semestrialités remises en contrepartie des prêts de 10 et 12 milliards de francs (décrets des 20 mars et 5 septembre 1945)	17.768	158	»	17.610
	Annuités remises en vertu de l'article 4 de la loi du 22 juin 1922 et de l'article 75 de la loi du 26 mars 1927 (réforme monétaire en Alsace-Lorraine)	9	»	»	9
	Obligations du Trésor remises en vertu de la décision du 23 mai 1949	120.311	»	»	120.311
	Obligations du Trésor 4,50 p. 100 à cinq ans, remises en contre-valeur de bons du Trésor remboursés par anticipation	5.449	»	»	5.449
	Obligations du Trésor 5,30 p. 100 décembre 1949	3.492	»	»	3.492
	Obligations du Trésor 5,90 p. 100 1951	451	»	»	451
340	3° Engagements envers le Crédit foncier de France:				
	Prêts aux départements et communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse (loi du 25 juillet 1909)	1	»	»	1
	Subventions aux communes directement atteintes par les événements de guerre (loi du 4 octobre 1919)	58	»	»	58
345	4° Engagements envers la Société nationale des chemins de fer français et envers des compagnies ou réseaux de chemins de fer:				
	Annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871-1872	3	1	»	2
	Annuités dues à la compagnie des chemins de fer P. L. M. (loi du 18 février 1898)	9	»	»	9
	Annuités dues à la compagnie des chemins de fer du P. O. pour les lignes échangées entre elle et l'Etat	15	»	»	15
	Annuités dues aux compagnies de chemins de fer (subventions et avances)	131	6	»	125
	Annuités services aux réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt local	308	»	»	308
	Avances en argent et en travaux antérieures au 31 décembre 1937 (convention de 1883 et conventions subséquentes)	4.143	40	»	4.103
	Insuffisance d'exploitation des exercices 1914 à 1937	23.006	45	»	22.961
350	5° Engagements envers les collectivités locales:				
	Annuités attribuées en payement de subventions pour les travaux d'outillage national (loi du 11 juillet 1933)	88	4	»	84
	Annuités attribuées en payement d'avances pour l'achèvement du programme des constructions d'habitations à loyer modéré (loi du 27 juillet 1934 et décret du 30 septembre 1934)	91	2	»	89
	Annuités attribuées en payement de subventions pour l'exécution de travaux d'équipement rural	5.403	91	2.035	7.347
	Annuités attribuées en payement de subventions pour l'exécution de travaux d'équipement des ports et de défense contre les eaux et contre la mer (loi du 1er octobre 1948)	29	»	21	50
	A reporter (2e section)	349.765	1.395	9.370	357.740

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954. Diminution.	Augmentation.	SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
	Report (2e section).....	349.765	1.395	9.370	357.740
355	6° Engagements envers les anciens actionnaires d'entreprises nationalisées:				
	Obligations de la Banque de France remises aux anciens actionnaires de cet établissement (loi n° 45-015 du 2 décembre 1945).	3.491	268	»	3.223
	Parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires des banques nationalisées (loi n° 45-015 du 2 décembre 1945).....	10.307	240	»	10.067
	Obligations de la Banque d'Algérie remises aux anciens actionnaires de cet établissement (loi n° 46-1070 du 17 mai 1946).....	650	»	»	650
	Parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires des sociétés d'assurances nationalisées (loi n° 46-835 du 25 avril 1946).....	5.592	»	»	5.592
360	7° Emprunts des groupements de sinistrés et associations syndicales de reconstruction:				
361	Emprunts obligataires (articles 45 et suivants de la loi du 30 mars 1947).....	95.332	23	3.427	98.736
362	Emprunts auprès de la caisse des dépôts et consignations et de divers organismes.....	4.507	10	335	4.832
363	Emprunts auprès de banques sous forme de crédits.....	5.000	1.000	500	4.500
365	8° Engagements au profit de divers organismes, services ou particuliers:				
	Titres amortissables 3,25 0/0 1944 remis à la caisse des dépôts et consignations et à divers organismes d'assurance et de capitalisation	1.391	1.391	»	»
	Titres d'annuités trentenaires délivrés en payement d'indemnités pour dommages de guerre (loi du 31 juillet 1920).....	991	27	»	964
	Annuités remises pour le rachat des concessions de canaux (lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863).....	»	»	»	»
	Emprunts contractés auprès du fonds commun du travail par l'Office national des combustibles liquides.....	10	5	»	5
	Annuités servies à la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez (convention du 18 mars 1913 approuvée par la loi du 11 août 1914).....	1.370	»	»	1.370
	Amortissement des emprunts de la Compagnie de navigation sud atlantique (convention du 31 janvier 1928 et loi du 6 avril 1928)	109	»	»	109
	Attributaires d'indemnités de dommages de guerre: indemnités d'éviction (loi du 26 août 1948).....	613	2	36	647
	Emprunts des compagnies de navigation en vue de la construction de navires devenus la propriété de l'Etat (loi du 28 février 1948).	1.444	»	»	1.444
	Total de la 2e section.....	480.572	4.361	13.668	489.879
	Emprunts à moyen ou à court terme à échéances massives (3e section).				
370	1° Obligations de la caisse autonome de la défense nationale 5 p. 100 1938-1948, 1950-1968.....	3.563	176	29	3.406
371	2° Emprunts de la caisse autonome de la reconstruction: Titres à 3, 6 ou 9 ans.....	138.656	5.452	28.473	161.679
372	3° Bons de la caisse nationale de crédit agricole à 20 ans (sans intérêt), émis en 1947-1950, remboursables à 200 p. 100.....	100	»	»	100
373	4° Emprunts du Trésor: Obligations à 2, 4, 6 ou 8 ans 1952.....	35.738	»	»	35.738
374	5° Certificats d'investissements 5 p. 100 1953 amortissables en 10 ans	22.830	»	28.850	51.680
	Total de la 3e section.....	200.879	5.628	57.352	252.603
	RECAPITULATION				
	Emprunts amortissables à long terme (1re section).....	659.183	10.337	32	648.878
	Emprunts remboursables par annuités à long terme (2e section)..	480.572	4.361	13.668	489.879
	Emprunts à moyen terme ou à court terme à échéances massives (3e section)	200.879	5.628	57.352	252.603
	Total de la dette amortissable à long, moyen ou court terme à échéances massives.....	1.340.634	20.326	71.052	1.391.360

III. — Bons du Trésor et traites de dépenses publiques.

NUMÉRO d'ordre	DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954
			Diminution.	Augmentation.	
	Bons du Trésor (4e section).				
380	1° Bons du Trésor à 1 an	42.585		19.904	47.152
380	2° Bons du Trésor à 2 ans	(1) 135.922		(2) 39.920	149.141
	3° Bons du Trésor à 105 jours au maximum	691		»	»
	4° Comptes courants de Bons du Trésor:		231.733		
381	Catégorie A. — 75 à 105 jours	(1) 6.674		7.088	5.735
	Catégorie B. — 355 à 365 jours	(1) 25.765		(2) 23.678	36.349
	Catégorie C. — 715 à 725 jours	(1) 845.855		(2) 212.012	880.934
383	5° Bons de la reconstruction à 3 ans	9.224	2.085	»	7.139
384	6° Bons du Trésor à intérêt progressif de 3 mois à 3 ans (3)	39.201	56.052	62.400	45.549
388	7° Bons du Trésor souscrits par le groupement d'importation et de répartition du coton	9 700	»	»	9.700
	Total	1.115.617	289.870	365.002	1.190.719
395	Traites émises en règlement de dépenses publiques (5e section)	357.152	137.308	91.455	311.299
	Total des bons du Trésor et traites des dépenses publiques.	1.472.769	427.178	459.457	1.505.048

(1) Transfert aux catégories A, B et C de bons à 2 ans émis en comptes courants et inversement.
(2) Dont 1.998 millions d'opérations d'ordre, soit respectivement: 9, 293 et 1.696.
(3) Bons souscrits depuis moins de 3 mois.
(a) Le tableau des échéances est donné en annexe.

IV. — Engagements envers les instituts d'émission.

NUMÉRO d'ordre	DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954
			Diminution.	Augmentation.	
	1° Avances de la Banque de France:				
396	Avance permanente	50.000	»	»	50.000
397	Avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944	426.000	»	»	426.000
398	Avances provisoires (conventions des 29 septembre 1938, 29 février 1940, 9 juin 1940, 8 juin 1944, 24 juin 1947, 25 septembre 1947 et 22 janvier 1953)	200.000	5.000	»	195.000
401	Avances spéciales (convention du 11 juillet 1953)	200.000	383.300	364.400	181.100
	2° Avances de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie:				
405	Avance permanente	80	»	»	80
	3° Engagements divers:				
410	Bons du Trésor à 3 mois renouvelables remis à la Banque de France en représentation de l'or belge	3.850	3.849	3.849	3.850
	Totaux	879.930	392.149	368.249	856.030

B. — DETTE EXTERIEURE

Cours des chancelleries au 1er janvier 1954: 1 dollar U. S. A. = 350 francs; 1 livre = 980 francs; 1 franc suisse = 81 francs; 1 franc belge = 7 francs; 1 couronne suédoise = 67,70 francs; 1 florin = 92,10 francs; 1 dollar canadien = 300 francs.

V. — **Situation en francs.** (En millions de francs.)

NUMÉRO d'ordre	DESIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
			Diminution	Augmentation	
	I. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives.				
	Emprunts amortissables à long terme (1re section).				
415	Emprunt 4 p. 100 1939, 30 ans aux Pays-Bas et en Suisse	11.480	1.053	»	10.427
	Emprunts remboursables par annuités à long terme (2e section).				
420	1° Engagement envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946, prêt-bail et autres créances militaires)	221.903	»	»	221.903
421	2° Engagements envers la commission maritime des Etats-Unis (accords des 28 mai et 9 décembre 1946 et accords ultérieurs achats de navires)	11.748	326	»	11.422
422	3° Emprunts à l'étranger des groupements de sinistrés: port autonome du Havre (emprunt auprès de la Compagnie du canal de Suez, décret du 28 février 1950)	218	44	»	174
423	4° Emprunt du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 3,25 p. 100 1947	86.130	496	»	85.634
	Total des emprunts à long terme	319.999	866	»	319.133
	Emprunts à moyen terme ou à court terme, à échéances massives (3e section.)				
	1° Bons du Trésor souscrits par divers correspondants étrangers:				
425	Bons du Trésor à 5 ans remboursables en couronnes suédoises	»	»	»	»
426	Bons du Trésor souscrits par la Banque des règlements internationaux	»	»	14.000	14.000
427	Bons du Trésor à 2 mois renouvelables 1 mois souscrits par la Banque des règlements internationaux	»	»	»	»
428	2° Bons du Trésor à 6 mois renouvelables remis à des banques suisses	8.100	»	»	8.100
430	3° Emprunts à des banques étrangères: Emprunt de 200 millions de dollars (banques américaines, contrat 17 août 1950)	52.500	17.500	»	35.000
	Total des emprunts à moyen ou à court terme à échéances massives.	60.600	17.500	14.000	57.100
	RECAPITULATION				
	Emprunts amortissables à long terme (1re section)	11.480	1.053	»	10.427
	Emprunts remboursables par annuités à long terme (2e section)	319.999	866	»	319.133
	Emprunts à moyen terme ou à court terme à échéances massives (3e section)	60.600	17.500	14.000	57.100
	Total de la dette amortissable à long, moyen ou court terme à échéances massives	392.079	19.419	14.000	386.660
	II. — Emprunts à moyen terme ou à court terme, échéances indéterminées (6e section).				
435	Avances de l'Export-Import Bank: mobilisation des contrats « off shore ».	53.527	40.961	»	12.566
	III. — Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux.				
	Crédits de gouvernements étrangers et de banques étrangères (7e section).				
440	1° Crédits du gouvernement britannique: Accords financiers des 25 mai 1945, 29 avril et 3 décembre 1946	66.129	»	»	66.129
443	2° Crédits du gouvernement des Etats-Unis: Crédit de 50 millions de dollars consenti par les Etats-Unis d'Amérique pour l'achat de biens meubles en surplus situés sur les territoires des Etats-Unis (accord du 11 mars 1948)	1.291	11	»	1.280
446	3° Crédits du gouvernement du Canada: Accords financiers des 9 avril 1946 et 20 août 1947	73.008	»	»	73.008
448	4° Crédits du gouvernement de la Nouvelle-Zélande: Loi du 10 septembre 1947	4.900	»	»	4.900
	Avances d'organismes bancaires étrangers ou internationaux (8e section).				
	Avances de l'Export-Import Bank:				
450	Convention du 4 décembre 1945	115.914	3.208	»	112.706
451	Convention du 13 juillet 1946	210.347	4.459	»	205.888
452	Contrat du 28 octobre 1948	60.200	»	»	60.200
453	Contrat du 18 décembre 1950	3.640	»	»	3.640
454	Contrat du 18 avril 1952	15.120	»	»	15.120
	Total des crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux	580.849	7.678	»	573.171
	Total de la dette extérieure	1.026.455	68.058	14.000	972.397

V *bis*. — Situation en devises.

1° Situation de la dette en dollars U. S. A. et canadiens.

DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
		Diminution.	Augmentation.	
Engagement envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946, prêt bail et autres créances militaires)	634.007.660	»	»	634.007.660
Engagement envers la commission maritime des Etats-Unis (accords des 28 mai et 9 décembre 1946 et accords ultérieurs; achats de navires)	33.566.200	930.720	»	32.635.480
Emprunts à l'étranger des groupements de sinistrés:				
Port autonome du Havre (emprunt auprès de la Compagnie du canal de Suez, décret du 28 février 1950)	625.000	125.000	»	500.000
Emprunt du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement 3,25 p. 100 1947	246.084.000	1.418.000	»	244.666.000
Emprunt de 200 millions de dollars (banques américaines, contrat du 17 août 1950)	150.000.000	50.000.000	»	100.000.000
Crédit de 50 millions de dollars consenti par les Etats-Unis d'Amérique pour l'achat de meubles en surplus situés sur les territoires des Etats-Unis (accord du 11 mars 1948)	3.687.677	30.073	»	3.657.604
Crédit du gouvernement du Canada (accords financiers des 9 avril 1946 et 20 août 1947)	202.800.000	»	»	202.800.000
Avances de l'Export-Import Bank:				
Convention du 4 décembre 1945	416.898.500	9.167.000	»	407.731.500
Convention du 13 juillet 1946	600.990.000	12.740.000	»	588.250.000
Contrat du 28 octobre 1948	172.000.000	»	»	172.000.000
Contrat du 18 décembre 1950	10.400.000	»	»	10.400.000
Contrat du 18 avril 1952	43.200.000	»	»	43.200.000
Mobilisation de contrats d'achats « off shore »	152.933.700	117.032.789	»	35.900.911
Total	2.667.192.737	191.443.582	»	2.475.749.155

2° Situation de la dette en livres.

DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
		Diminution.	Augmentation.	
Crédits du gouvernement britannique (accords financiers des 25 mai 1946, 29 avril et 3 décembre 1946)	67.784.954	»	»	67.784.954
Crédits du gouvernement de la Nouvelle-Zélande (loi du 10 septembre 1947)	5.000.000	»	»	5.000.000
Total	72.784.954	»	»	72.784.954

3° Situation de la dette en francs suisses et de la dette remboursable, à l'option des porteurs, en florins, francs suisses ou dollars (dette évaluée en francs suisses).

DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
		Diminution.	Augmentation.	
Emprunt 4 p. 100 1939, 30 ans, aux Pays-Bas et en Suisse	141.729.055	12.994.215	»	128.734.840
Bons du Trésor à 6 mois renouvelables remis à des banques suisses.	100.000.000	»	»	100.000.000
Bons du Trésor souscrits par la Banque des règlements internationaux	»	»	174.912.800	174.912.800
Total	241.729.055	12.994.215	174.912.800	403.647.640

B. — DETTE DE L'ETAT EXIGIBLE

VI. (En millions de francs.)

NUMERO d'ordre.	DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954. Diminution	Augmentation.	SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
			Millions de francs.		
	A. — DETTE INTERIEURE EXIGIBLE				
	I. — Emprunts et bons échus.				
»	*Echéances en capital à la charge du Trésor. — 1re section.*				
500	1° Rentes sur l'Etat, obligations et valeurs diverses du Trésor	43	13	»	30
505	2° Bons du Trésor souscrits par le groupement d'importation et de répartition du coton	»	»	»	»
508	3° Bons du Trésor à court terme (75 à 725 jours, 1 an et 2 ans)	6.114	227.713	229.735	8.136
510	4° Bons de la reconstruction à 3 ans	348	2.153	2.085	280
	Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement. — 3e section.				
515	Rentes sur l'Etat obligations et valeurs diverses du Trésor	4.027	7.157	3.213	83
	Echéances en capital à la charge du Trésor et intérêts à la charge du budget général. — 4e section.				
520	4° Emissions diverses	1.518	394	»	1.124
	Echéances en capital et intérêts à la charge du budget général. — 5e section.				
525	Emprunt de la caisse autonome de la reconstruction. — Titres 3, 6 et 9 ans	»	»	»	»
	Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement et intérêts à la charge du budget général. — 6e section.				
530	Emprunts remboursables par annuités à long terme	491	6.939	6.702	254
	Total des emprunts et bons échus	12.541	244.369	241.735	9.907
	II. — Bons à intérêt progressif remboursables à vue.				
534	1° Bons du Trésor à intérêt progressif de 3 mois à 3 ans (1)	284.431	31.503	57.077	310.005
535	2° Bons de la défense nationale à intérêt progressif	28.255	2.226	203	26.232
	Total des bons à intérêt progressif remboursables à vue.	312.686	33.729	57.280	336.237
	Total de la dette intérieure exigible	325.227	278.098	299.015	346.144
	B. — DETTE EXTERIEURE EXIGIBLE				
	I. — Emprunts et bons échus.				
	Echéances en capital à la charge du Trésor. — 1re section.				
540	1° Bons du Trésor souscrits par la Banque des règlements internationaux (B. R. I.)	»	»	»	»
544	2° Bons du Trésor à 2 mois, renouvelables 1 mois, souscrits par la B. R. I.	»	»	»	»
547	5° Bons du Trésor à 6 mois renouvelables remis à des banques suisses	»	»	»	»
550	6° Avances de l'Export-Import Bank : mobilisation des contrats « off shore »	»	»	»	»
551	7° Emissions diverses	17	»	»	17
	Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement. — 3e section.				
555	1° Emprunt 4 p. 100 1939 — 30 ans — aux Pays-Bas et en Suisse	26	382	1.042	686
556	2° Engagements envers la commission maritime des Etats-Unis (accords des 28 mai et 9 décembre 1946 et accords ultérieurs : achats de navires)	»	326	326	»
557	3° Emprunts à des banques étrangères	»	17.500	17.500	»
560	4° Bons du Trésor souscrits par divers correspondants étrangers	»	»	»	»
565	5° Emissions diverses	60	1	2	61
	Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement et intérêts à la charge du budget général. — 6e section.				
570	1° Engagement envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946 : prêt bail et autres créances militaires)	»	»	»	»
571	2° Emprunts à l'étranger des groupements de sinistrés	»	48	48	»
572	3° Emprunts du crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement : 3,50 p. 100 1947	»	496	496	»
573	4° Crédits du gouvernement britannique	»	»	»	»
576	5° Crédits du gouvernement des Etats-Unis	19	11	11	19
579	6° Crédits du gouvernement du Canada	»	»	»	»
585	7° Avances de l'Export-Import Bank	»	12.676	12.676	»
	Total des emprunts et bons échus	122	31.140	32.161	783
	II. — Bons remboursables à vue.				
590	3° Bons du Trésor à vue sans intérêts remis à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	25.020	»	»	25.020
591	4° Bons du Trésor remis au Fonds monétaire international	187.540	»	»	187.540
	Total des bons remboursables à vue	212.560	»	»	212.560
	Total de la dette extérieure exigible	212.682	31.140	32.161	213.343
	Total de la dette de l'Etat exigible	537.909	309.238	331.176	559.487

(1) Bons souscrits depuis plus de 3 mois.

II. — EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PROPRE DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT EN 1954

(En millions de francs.)

DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
		Diminution.	Augmentation.	
A. — DETTE INTERIEURE				
Obligations 4 1/2 p. 100 1949, 40 ans	4.312	2	»	4.310
Obligations 4 p. 100 1941, 50 ans et 3 mois	24.942	112	»	24.830
Obligations 3 1/2 p. 100 1943, 15 ans	4.471	233	»	4.238
Total	33.725	347	»	33.378
B. — DETTE EXTERIEURE				
Néant.	»	»	»	»

III. — EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PROPRE DU BUDGET ANNEXE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES EN 1954

(En millions de francs.)

DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS	SITUATION de la dette au 1er janvier 1954.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 30 avril 1954.		SITUATION de la dette au 30 avril 1954.
		Diminution.	Augmentation.	
A. — DETTE INTERIEURE				
Obligations 4 1/2 p. 100 1929-1948	1.592	30	»	1.562
Obligations 4 p. 100 1941	4.273	77	»	4.196
Obligations 3 1/2 p. 100 1943	2.378	39	»	2.339
Bons 5 1/2 p. 100 1950, 10 ans	4.217	»	»	4.217
Bons 6 p. 100 1953, amortissables en 15 ans	14.068	844	»	13.224
Bons 6 p. 100 1954, amortissables en 15 ans	»	»	16.926	16.926
Total	26.528	990	16.926	42.464
B. — DETTE EXTERIEURE				
1° *Situation en francs.*				
Crédits consentis au Gouvernement français par le Crédit suisse et la Société de banque suisse	1.417	1.821	1.417	1.013
2° *Situation en devises.* (Dette en francs suisses.)				
Crédits consentis au Gouvernement français par le Crédit suisse et la Société de banque suisse	17.500.000	22.500.000	17.500.000	12.500.000

ANNEXE

TABLEAU DES ECHEANCES DES BONS DU TRESOR ET DES TRAITES DE DEPENSES PUBLIQUES

(En millions de francs.)

DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS		SITUATION générale au 30 avril 1954.	ÉCHÉANCES exigibles au 30 avril 1954.	ÉCHÉANCES NON EXIGIBLES AU 30 AVRIL 1954				
				1954	1955	1956	1957	Total des échéances non exigibles.
Bons du Trésor à 1 an				27.347	19.805	»	»	47.152
Bons du Trésor à 2 ans				37.813	72.047	39.291	»	149.151
Comptes courants de bons du Trésor.	Catégorie A	1.136.497	8.436	5.785	»	»	»	5.785
	Catégorie B			12.882	23.467	»	»	36.349
	Catégorie C			253.554	451.998	184.357	»	889.909
Bons de la reconstruction à 3 ans		7.419	289	2.783	2.560	1.788	»	7.131
Bons de la défense nationale à intérêt progressif		26.232	26.232	»	»	»	»	»
Emissions diverses		1.124	1.124	»	»	»	»	»
Bons du Trésor à intérêt progressif 3 mois à 3 ans		355.554	310.005	45.549	»	»	»	45.549
Bons du Trésor souscrits par le groupement d'importation et de répartition du colon		9.709	»	9.709	»	»	»	9.709
Traites émises en règlement de dépenses publiques		314.299	»	220.350	93.949	»	»	314.299
Totaux		1.850.825	345.777	615.763	663.839	225.456	»	1.505.048
				1.505.048				

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

TARIFS DE TRANSPORT
SUR LES CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

1° *Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle.*

La Société nationale des chemins de fer français a informé l'administration supérieure qu'elle mettra en vigueur, le 1er juillet 1954, un tarif international pour le transport des marchandises en petite vitesse par wagon complet entre les ports de mer belges d'Anvers, Gand, Hemiksem, Ostende et Zeebruge, d'une part, certaines gares suisses, d'autre part.

Le tarif susvisé est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 30 juin* 1954.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de modifier à partir du 15 août 1954, comme il est indiqué ci-après, le chapitre 3 (§ XV) du tarif n° 12.

CHAPITRE 3. — Société nationale des chemins de fer français.

§ XV. — **Ilménite** (371).

(Applicable jusqu'au 30 juin 1955.)

En provenance d'un port de la mer Méditerranée, desservi directement par une gare des régions Sud-Est ou Sud-Ouest et expédiée de la gare desservant ce port, à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français, par wagon chargé de 20 tonnes: barème 261.

(*Paris, le 1er juillet* 1954.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'inscrire la relation Monceau-Formation/Lyon-Brotteaux dans le tarif international pour le transport de la houille expédiée par rame de fort tonnage de certaines gares belges et néerlandaises sur certaines gares françaises et de supprimer, à la même date, toutes les indications se rapportant à la relation Monceau-Formation/Fécamp.

Ce tarif est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 3 juillet* 1954.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de compléter, à partir du 15 août 1954 comme indiqué ci-après, le tableau III (2°) du chapitre 2 du tarif n° 116.

TARIF N° 116

. . . . . .

CHAPITRE 2

. . . . . .

TABLEAU III

1° . . . . . .

2° Entre diverses gares desservant une même localité:

a) . . . . . .

b) De Lyon-Guillotière à Lyon-Brotteaux, Lyon-Gorge-de-Loup, Lyon-Perrache 2, Lyon-Vaise, et *vice versa*.

De Lyon-Perrache 2 à Lyon-Brotteaux, Lyon-Vaise, et *vice versa*.

c) . . . . . .

d) . . . . . .

e) . . . . . .

f) . . . . . .

g) . . . . . .

h) De Besançon-Viotte à Besançon-Mouillère, Besançon-Près-de-Vaux, et *vice versa*.

i) De Mulhouse-Wanne à Mulhouse-Dornach, Mulhouse-Nord, Mulhouse-Ville, et *vice versa*.

(*Paris, le 1er juillet* 1954.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer, à partir du 15 août 1954, dans le chapitre 3 du tarif n° 12, un nouveau paragraphe dont les dispositions sont reproduites ci-après:

CHAPITRE 3. — Société nationale des chemins de fer français.

§ XX. — **Pierres à plâtre broyées** (350).

De Meaux sur une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français, par wagon chargé de 20 tonnes.

Prix des barèmes résultant de l'application des dispositions du paragraphe 1° de l'article 49 des conditions générales d'application des tarifs marchandises aux barèmes minimum et maximum prévus au chapitre 1er du présent tarif.

Lorsque le tonnage des envois remis par un même expéditeur, dans les conditions indiquées ci-dessus, dépassera annuellement 7.000 tonnes, il sera accordé à cet expéditeur, par voie de détaxe sur les taxes de transport payées par application des prix prévus ci-dessus, à l'exclusion du droit d'enregistrement et de timbre, une réduction dont le taux sera égal au taux moyen résultant, pour l'ensemble des tonnages remis par ledit expéditeur et transportés aux conditions du présent paragraphe, des réductions suivantes:

20 p. 100 pour la fraction de tonnage comprise entre 7.000 et 10.000 tonnes;

30 p. 100 pour le tonnage en excédent de 10.000 tonnes,

sans que la réduction appliquée puisse être supérieure à 15 p. 100.

(*Paris, le 1er juillet* 1954.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle une proposition tendant à compléter à partir du 15 juillet 1954, comme il est indiqué ci-après, le tarif international pour le transport des marchandises entre la France et la Sarre.

. . . . . .

ANNEXE III. — Dispositions spéciales applicables à certains transports effectués entre gares Société nationale des chemins de fer français ou réseaux secondaires et gares des chemins de fer de la Sarre.

. . . . . .

§ 8. — Groupages formés de marchandises en provenance d'expéditeurs multiples ou à l'adresse de destinataires différents et expédiés avec lettre de voiture de grande vitesse:

En provenance de Paris-la Villette, Marseille (toutes gares) ou de Sète.

A destination de Sarrebrück ou *vice versa*.

RELATIONS	BAREMES APPLICABLES PAR WAGON CHARGE DE:					
	6 tonnes.	7 tonnes.	8 tonnes.	9 tonnes.	10 tonnes.	12 tonnes.
Paris-la Villette — Sarrebrück-Hgbf (1).....	56	59	60	62	»	»
Marseille (toutes gares) — Sarrebrück-Hgbf (2).....	»	59	60	62	65	68
Sète — Sarrebrück-Hgbf (2).....	»	59	60	62	65	68
Ou *vice versa*.						

(1) Les dispositions spéciales prévues au chapitre 1er du tarif n° 100 sont applicables aux transports effectués dans cette relation.

(2) Cette disposition n'est applicable que jusqu'au 30 juin 1955.

(*Paris, le 1er juillet* 1954.)

2° *Prix d'application prévus conformément à l'article 14 (1°, b) du cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français.*

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que, sauf avis contraire, l'application de la réduction de 19 p. 100 prévue jusqu'au 21 juillet 1954, en vertu des dispositions du chapitre 3 (§ I) du tarif n° 2, pour le transport des confitures, conserves alimentaires, fruits secs, ayant donné lieu, au départ du centre de Saint-Jean-de-Luz-Ciboure, à des circuits de ramassage par route, sera prorogée jusqu'au 31 décembre 1954.

(*Paris, le 6 juillet* 1954.)

3° *Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.*

(La date indiquée en tête de chaque affaire est celle de la décision ministérielle. La date du *Journal officiel* mentionnée est celle du numéro qui a publié la proposition.)

A. — **Autorisations provisoires.**

30 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 9 juin 1954 tendant à l'inscription des prix pour les wagons chargés de 10 et 12 tonnes à la partie D du tarif international pour le transport à grande et à petite vitesse, des groupages de marchandises par wagons complets entre la France et la Belgique. (*Journal officiel* du 15 juin 1954.)

Autorisation de mise en application des dispositions proposées à dater du 1er juillet 1954 sous la réserve, acceptée par vos services, que le tableau figurant à la partie D du tarif précité sera remplacé par le tableau suivant:

D. — *Prix de transport.*

RELATIONS	GRANDE VITESSE — Prix par tonne, en francs français, par wagon chargé de:				
	5 tonnes.	7 tonnes.	8 tonnes.	10 tonnes.	12 tonnes.
De Paris-la Chapelle à:					
Bruxelles-Entrepôts et Bruxelles-Tour et Taxis	4.817	4.392	4.300	3.978	3.797
Anvers-Bassins et entrepôts et Anvers-Sud transit	5.208	4.783	4.691	4.369	4.188
Ou inversement, *via* Feignies.					

RELATIONS	PETITE VITESSE — Prix par tonne, en francs français, par wagon chargé de:				
	5 tonnes.	7 tonnes.	8 tonnes.	10 tonnes.	12 tonnes.
De Paris-la Chapelle à:					
Bruxelles-Entrepôts et Bruxelles-Tour et Taxis	4.611	4.186	4.094	3.644	3.463
Anvers-Bassins et entrepôts et Anvers-Sud transit	4.952	4.527	4.435	3.964	3.783
Ou inversement, *via* Feignies.					

Il est entendu, par ailleurs, que la présente décision ne préjuge pas la décision définitive à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

30 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 3 juin 1954 tendant:

A l'aménagement des dispositions du chapitre 103 (§ II) du tarif n° 3, applicables aux pommes de terre expédiées, en régime ordinaire, d'une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français à une gare de la Société nationale des chemins de fer français desservant un port méditerranéen et exportées par l'un de ces ports;

A la modification des dispositions du chapitre 3 (§ IX) du tarif n° 3. (*Journal officiel* du 8 juin 1954.)

Autorisation de mise en application des dispositions dont il s'agit à dater du 1er juillet 1954, sous réserve de la décision définitive à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

30 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 5 juin 1954 tendant à inscrire la relation Braine-le-Comte—Feignies dans le tarif international franco-belge pour le transport, à petite vitesse, du sable de Mol à Feignies. (*Journal officiel* du 8 juin 1954.)

Autorisation de mise en application provisoire, à partir du 1er juillet 1954, des dispositions proposées sous réserve de la décision définitive à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

30 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 10 juin 1954 tendant à compléter l'annexe I du tarif international pour le transport des marchandises entre la France et la Sarre par la mention:

« Paragraphe 1, chapitre 3 de l'annexe B aux conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises »,

en regard de certains réseaux secondaires adhérant aux dispositions dudit paragraphe. (*Journal officiel* du 15 juin 1954.)

Autorisation de mise en application provisoire, à partir du 1er juillet 1954, des dispositions proposées, sous réserve de la décision définitive à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

30 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 10 juin 1954 tendant:

1° A la suppression des dispositions concernant le chemin de fer d'Enghien à Montmorency dans:

Le paragraphe 10 du chapitre 3 de l'annexe B aux conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises et la liste des chemins de fer secondaires participant aux dispositions communes relatives aux remboursements, prévues au paragraphe 1 dudit chapitre;

Le 25° du paragraphe V — taxes diverses — de l'annexe A aux conditions générales précitées;

Le tableau II du chapitre 1er des tarifs généraux pour le transport des marchandises;

Le tableau I — A — chemins de fer secondaires rattachés à la région Nord — du chapitre 2 desdits tarifs généraux;

La liste des réseaux secondaires faisant l'objet du tableau I annexé au tarif n° 106.

2° A l'inscription de la localité de Montmorency à la liste des localités de la banlieue de Paris qui figure au tableau III du recueil E. (*Journal officiel* du 15 juin 1954.)

Autorisation de mise en application de ces dispositions à dater du 1er juillet 1954, sous réserve de la décision définitive à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

B. — **Homologations.**

30 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 3 juin 1954 tendant:

1° A modifier l'article 15 du chapitre II, des conditions générales d'application pour le transport des marchandises en vue de permettre l'acceptation des échantillons de plomb tétraéthyle et de ses mélanges dont le poids net ne dépasse pas 2 kgs par colis, aux conditions du tarif des petits colis;

2° A l'aménagement des délais de transport prévus par les conditions d'application particulières du chapitre 1er (§ 1) (petits colis) des tarifs généraux pour le transport des marchandises. (*Journal officiel* du 8 juin 1954.)

30 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 27 mai 1954 tendant à créer au chapitre 1er du tarif n° 18 un nouveau paragraphe comportant une tarification par wagon chargé de 20 tonnes, en faveur du carbonate de soude expédié en wagons de particuliers, d'une gare quelconque à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français. (*Journal officiel* du 1er juin 1954.)

30 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 3 juin 1954 tendant à l'aménagement des dispositions du chapitre 5 (§ 1), du tarif n° 12, applicables à l'anhydrite en roche en provenance d'une carrière, desservant directement par une gare de la région Est située dans le département de la Moselle, et expédiée par cette carrière de la gare la desservant à une gare quelconque de la même région, par rame de 120 tonnes. (*Journal officiel* du 8 juin 1954.)

2 *juillet* 1954. — **Société nationale des chemins de fer frnçais.** — Proposition du 5 juin 1954 tendant à mettre en vigueur un tarif international pour le transport de glaces avec ou sans tain de Monstier (Belgique) à Recquignies. (*Journal officiel* du 8 juin 1954.)

Homologation accordée après autorisation à titre provisoire, de mise en vigueur, à dater du 15 juin 1954, donnée par décision du 12 juin 1954. (*Journal officiel* du 15 juin 1954.)

17 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 13 mai 1954 tendant à modifier le tarif n° 106 (transports en containers) et, corrélativement, le tarif n° 102 et le recueil R. (*Journal officiel* du 18 mai 1954.)

17 *juin* 1954. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 13 mai 1954 tendant:

1° A aménager les dispositions du chapitre 12, paragraphe II, du tarif n° 5, applicables aux betteraves pour sucreries et distilleries expédiées des gares désignées à destination d'Incheville;

2° A inscrire les établissements du Tréport et d'Eu à la liste des gares figurant au tarif. (*Journal officiel* du 18 mai 1954.)

30 *juin* 1954. — Société nationale des chemins de fer français. — Proposition du 27 mai 1954 tendant:

1° A la prorogation de certaines dispositions tarifaires figurant aux tarifs n°s 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 et 18, prises à titre provisoire et pour une période venant à expiration le 30 juin 1954;

2° Au maintien, sans limitation de durée, de la participation de la gare de Lestrem aux dispositions du chapitre 7 (§ 1) du tarif n° 7 (littera c);

Des dispositions faisant l'objet du: tarif n° 11, chapitre 3, (§ XV) (avec suppression du renvoi (a) et du texte de ce renvoi) et (§ XVIII); tarif n° 12, chapitre 109 (§ I). (*Journal officiel* du 1er juin 1954.)

2 *juillet* 1954. — Société nationale des chemins de fer français. — Proposition du 8 juin 1954 tendant à ajouter les tubes et tuyaux métalliques à la liste des produits métallurgiques qui bénéficient des dispositions du chapitre 101 (§ I), du tarif n° 14. (*Journal officiel* du 8 juin 1954.)

C. — Prorogation de conventions.

Conformément à l'article 14 du cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français a fait connaître son intention de proroger jusqu'au 30 juin 1955 la convention tarifaire qu'elle a conclue avec la Société des produits chimiques de Clamecy pour le transport de bois à distiller. (*Paris, le 26 juin 1954.*)

Ministère de l'agriculture.

Avis de concours pour le recrutement de personnel enseignant dans les grands établissements nationaux d'enseignement agricole.

Deux concours sur titres et sur épreuves seront ouverts, à des dates qui seront ultérieurement fixées, pour recrutement à l'école nationale d'agriculture de Rennes d'un chef de travaux de la chaire d'économie rurale et d'un assistant de la chaire d'agriculture.

Tous renseignements concernant ces concours seront fournis sur demande adressée soit au siège de l'école nationale d'agriculture de Rennes, soit au ministère de l'agriculture (service de l'enseignement, 1er bureau), 78, rue de Varenne, Paris (7e).

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN REYMOND

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse.	Pays.	Devise.	Parité.	Cours limites pratiqués par la Banque de France.		Cours extrêmes cotés à la Bourse du 5 juillet 1954.	
350 ..	États-Unis	1 $ U.S.A.	350 ..(1)	.... ..	.... ..	349 95	.... ..
357 35	Canada	1 $ Can.	....	.... ..	.... ..	357 45	.... ..
163 70	Côte Fse Somalis	100 F Djib	164 0727	.... ..	.... ..	164 20	.... ..
8370 ..	Allemagne occid.	100 D Mk	8333 33	8271 ..	8396 ..	8378 ..	8374 ..
700 70	Belgique	100 F b.	700 ..	694 75	705 25	700 30	700 10
5066 ..	Danemark	100 c. d.	5067 22	5029 95	5105 25	5057 ..	5054 ..
982 80	Gde-Bretagne...	1 liv. st.	980 ..	972 65	987 35	983 ..	982 70
4910 50	Norvège	100 c. n.	4900 ..	4863 50	4937 ..	4911 50	4911 ..
9250 50	Pays-Bas	100 fl.	9210 52	9141 60	9279 80	9252 ..	9250 ..
6776 ..	Suède	100 c. s.	6765 625	6715 ..	6816 50	6776 ..	6772 ..
8048 ..	Suisse	100 f. s.	8003 98	7944 ..	8064 ..	8046 ..	8042 ..
1356 ..	Autriche	100 sch.	1346 15	1336 05	1356 25	1356 ..	.... ..
1002 50	Égypte	1 liv. ég.	1005 04	997 ..	1013 ..	1002 75	1002 50
56 45	Italie	100 lire.	56 022	55 60	56 45	56 45	.... ..
2795 ..	Mexique	100 pes.	2800 ..	2779 ..	2821 ..	2779 ..	.... ..
1243 50	Portugal	100 esc.	1247 39	1208 25	1226 50	1243 25	1243 ..
4897 50	Tchécoslovaquie.	100 kcs	4861 11	4824 50	4897 50	4897 50	.... ..
117 60	Yougoslavie	100 din.	116 666	115 70	117 60	117 50	.... ..

Zone C. F. A.....	100 F C. F. A.....	200
Zone C. F. P.....	100 F C. F. P.....	350
États associés du Cambodge, du Laos, Viet-Nam.....	100 piastres.....	1000
Comptoirs français dans l'Inde.....	100 roupies I. F....	7350

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 424 de l'office des changes.

ANNONCES

Les annonces sont reçues à l'AGENCE HAVAS, 62, rue de Richelieu, Paris

COMPTE CHÈQUE POSTAL 1.011.00, PARIS

et dans ses succursales des départements.

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces

TIRAGES FINANCIERS

SOCIETE STEPHANOISE de CONSTRUCTIONS MECANIQUES

(Anciens établissements Clair frères.)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 72 MILLIONS DE FRANCS
DIVISÉ EN 72.000 ACTIONS DE 1.000 F ENTIÈREMENT LIBÉRÉES
SIÈGE SOCIAL: 2, RUE ACHILLE, A SAINT-ETIENNE (LOIRE)
R. C.: Saint-Etienne 3899.

Emprunt de 10.000 obligations 6 1/2 0/0 1952 de 10.000 F.

Liste des 417 obligations sorties au tirage du 25 juin 1964 et remboursables à partir du 1er août 1954 à 10.074 F.

2.469 à 2.940 inclus.

Rappel des obligations sorties au tirage du 26 juin 1953 et remboursables depuis le 1er août 1953 à 10.029 F.

5.002 à 5.451 inclus.

payables au Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, Paris, et dans toutes ses succursales et agences de France.

Anciens Etablissements VILLARD et WEILL

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 15.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 13, RUE FIL-PARMENTIER, LUNEVILLE
Registre du commerce: n° 70.

Obligations 5 0/0 1930 de 1.000 F.

Vingtième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse 44 obligations qui se trouvent de ce fait annulées.

Il a été procédé au tirage au sort de 32 obligations afin de porter à 76, conformément au tableau d'amortissement, les obligations remboursables le 1er janvier 1955, coupon n° 46 attaché.

Ces obligations portent les numéros ci-après:

201	203	231	235	253	566	596	630	643	708
254	270	271	285	295	818	901	1.003	1.062	1.067
310	318	321	324	380	1.251	1.311			
422	435	436	474	532					

Obligations sorties aux précédents tirages et restant à rembourser.

1.669 (année de remboursement: 1944).
984 (année de remboursement: 1947).
1.799 (année de remboursement: 1949).

Compagnie Commerciale et Industrielle du Midi

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 105.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 14, RUE ROQUÉPINE, PARIS (8e)
R. C.: Seine n° 118472.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 100 obligations 4 1/4 0/0 1933 dont le neuvième amortissement est prévu pour le 1er août 1954.

En conséquence, aucun tirage n'a été effectué en juin 1954.

Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

AVIS DIVERS

BANQUE de MADAGASCAR et des COMORES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 111 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 88, RUE DE COURCELLES, A PARIS

R. C.: Seine n° 222319 B; L.E.F. n° 20.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Banque de Madagascar et des Comores (catégories A et B) réunie le 25 juin 1954 au siège social, 88, rue de Courcelles, à Paris, a approuvé les comptes de l'exercice 1953.

Cet exercice a laissé un bénéfice net de 84.220.526 F.

L'assemblée a décidé la distribution:

Aux actions entièrement libérées (catégories A et B) et portant les n°s 1 à 71000, d'un dividende brut de 219,51 F par action;

Aux actions libérées de 250 F (catégories A et B) et portant les n°s 71001 à 222000, d'un dividende brut de 201,21 F par action.

Ces dividendes seront mis en payement à partir du 15 juillet 1954, sous déduction des impôts en vigueur, soit à raison de:

180 F net par titre, pour les actions n°s 1 à 71000, entièrement libérées;

165 F net par titre, pour les actions n°s 71001 à 222000, libérées de 250 F.

Ils seront payables aux caisses de la Banque de Madagascar et des Comores à Paris, 88, rue de Courcelles, et à Marseille, 26, avenue du Prado; à la succursale et dans les agences de la Banque à Madagascar et aux Comores, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, au Comptoir national d'escompte de Paris, à la Société générale et à la Banque d'Etat du Maroc à Rabat.

Le mandat de M. Emile Oudot, administrateur, a été renouvelé pour une période de cinq ans.

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

6 juin 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Narbonne. **Pétanque tapageuse.** But: pratique du jeu de boules dit pétanque. Siège social: café Montmorency, Narbonne (Aude).

5 juin 1954. Déclaration à la préfecture de Montauban. **Foyer rural de Labastide-Saint-Pierre.** But: association à caractère éducatif et récréatif, pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des ruraux. Siège social: foyer rural de Labastide-Saint-Pierre.

8 juin 1954. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Canin-Club police.** But: dressage et utilisation de chiens de police. Siège social: Commissariat central, Nancy.

14 juin 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Château-Chinon. **Groupement de productivité d'Ouroux.** But: amélioration des conditions économiques par l'augmentation de la productivité. Siège social: mairie d'Ouroux (Nièvre).

21 juin 1954. Déclaration à la préfecture de la Martinique. **Vespa-Club de la Martinique.** But: grouper les utilisateurs de Vespa et défendre leurs intérêts. Siège social: hôtel Gallia, rue de la Liberté, Fort-de-France.

22 juin 1954. Déclaration à la préfecture des Ardennes. **Amicale des anciennes élèves de l'école du Saint-Enfant-Jésus.** But: établir pour les anciennes élèves du Saint-Enfant-Jésus un centre de relations amicales et maintenir les liens d'affectueuse reconnaissance; créer un lien de solidarité entre les anciennes élèves et veiller à la bonne conduite des élèves à la sortie de l'école. Siège social: place du Baty, à Fumay.

22 juin 1954. Déclaration à la préfecture de Vesoul. **Société communale de chasse de Razé.** But: grouper les chasseurs de la commune en vue de la protection du gibier, le repeuplement, la destruction des nuisibles et la répression du braconnage. Siège social: mairie de Razé.

22 juin 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. **Centre de propagande et d'action contre le taudis (P. A. C. T.).** But: toute action pour le dépistage, la lutte, la suppression du taudis, aide juridique, technique et financière (éventuellement) dans ce but. Siège social: 12, rue Ponsard, chez Me Armanet, notaire à Vienne (Isère).

22 juin 1954. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Batterie-fanfare, le Réveil audengeois.** But: enseignement musical à la jeunesse. Siège social: mairie d'Audenge.

23 juin 1954. Déclaration à la préfecture de Tulle. **Association des parents d'élèves et amis de l'école publique de Lagraulière.** But: diffuser la pensée laïque et défendre les institutions laïques existantes; établir un lien entre les familles et l'école; prolonger l'œuvre scolaire en promouvant l'éducation populaire afin de permettre l'émancipation civique, intellectuelle, sociale et technique des habitants de la commune. Siège social: école publique de Lagraulière.

24 juin 1954. Déclaration à la préfecture de Loir-et-Cher. **Cantine scolaire de Maves.** But: assurer un repas chaud et substantiel aux enfants fréquentant les écoles publiques de Maves. Siège social: mairie de Maves.

24 juin 1954. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Pétanque mérignacaise du Bourdillot-Boubes.** But: pratique du jeu de pétanque. Siège social: 85, rue Paul-Doumer, Mérignac.

24 juin 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Dunkerque. **Comité d'œuvres sociales du personnel des services municipaux de la ville d'Hazebrouck.** But: amélioration du sort moral et matériel de ses membres; venir en aide à ceux de ses membres frappés par l'adversité. Siège social: hôtel de ville, Hazebrouck (Nord).

25 juin 1954. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Amicale des intérimaires et ex-intérimaires de l'arrondissement de Bordeaux (Société nationale des chemins de fer français - Sud-Ouest).** But: resserrer les liens d'amitié et de solidarité qui doivent unir ses membres. Siège social: café du Levant, 25, rue Charles-Domercq, Bordeaux.

26 juin 1954. Déclaration à la préfecture de la Haute-Loire. **Association des anciennes élèves du centre Saint-Dominique.** But: créer un lien entre toutes les anciennes et organiser l'aide et le perfectionnement. Siège social: 22, rue de Louche, le Puy.

28 juin 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Clamecy. **Les Philanthropes de la Gigouillette.** But: détecter les misères cachées; soulager les malheureux en évitant à beaucoup d'entre eux l'humiliation de demander. Siège social: mairie de Clamecy (Nièvre).

28 juin 1954. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. **Fanfare Sainte-Cécile de Moisdon-la-Rivière.** But: étude et pratique de la musique instrumentale; entretien des relations amicales entre ses membres. Siège social: salle du patronage, Moisdon-la-Rivière.

29 juin 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Reims. **Société de chasse de Villers-aux-Nœuds.** But: amélioration de la chasse; production et repeuplement du gibier; exercice de la chasse; destruction des animaux nuisibles et protection des récoltes. Siège social: rue de Chamery, Villers-aux-Nœuds (Marne).

29 juin 1954. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Veneurs d'Epernon.** But: enseignement de la musique et plus particulièrement la trompe de chasse. Siège social: chez le président, M. Balarine, Cadillac-sur-Garonne.

29 juin 1954. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Association d'éducation populaire de Saint-Georges-du-Plain.** But: organiser l'éducation populaire dans la paroisse. Siège social: au presbytère de Saint-Georges-du-Plain.

30 juin 1954. Déclaration à la sous-préfecture de Rambouillet. **Société des courses de Rambouillet.** But: amélioration de la race chevaline au moyen des courses, dans les conditions fixées par la loi du 2 juin 1891 et les textes subséquents. Siège social: hippodrome de la Villeneuve (Seine-et-Oise).

1er juillet 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Club populaire de pêche et exploration sous-marines.** But: pratique de tous sports sous-marins, activités nautiques et de plein air. Siège social: 9, rue La Bruyère, Paris.

1er juillet 1954. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **Amicale bouliste La Bonne Brise.** But: encouragement et pratique de tous sports en général et, en particulier, jeu de pétanque; créer une atmosphère de franche camaraderie au sein de l'amicale. Siège social: bar Beausoleil, 9, quai Bonaparte, Menton.

MODIFICATIONS

29 juin 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Union lyonnaise et forézienne.** Transfert du siège social du 26, rue de Babylone, au 55, rue La Boétie, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.